Supplément aux Mémoires de
l'Académie des Sciences,
Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse
Volume 176, 19e série - Tome IV

1914
Le choc de la guerre dans le Sud-Ouest
Avant et après

Année académique 2013-2014

1914
Le choc de la guerre dans le Sud-Ouest
Avant et après

Lorsqu'au printemps de 2013, l'Académie des Sciences Inscriptions et Belles-Lettres (AdSIBL) de Toulouse a commencé, sur notre suggestion, une discussion en son sein sur la manière dont elle pourrait apporter sa contribution à la commémoration de la Grande Guerre, rien dans les médias ni dans les débats publics n'évoquait ce centenaire qui se profilait pour l'année suivante. Nous avions donc bien anticipé les choses, notamment la déferlante d'événements et d'actions de tout genre qui allait débuter en novembre 2013, date officielle du début de la commémoration.
Notre intention n'était pas de nous substituer aux organismes officiels et aux historiens qui allaient prendre en charge cette commémoration, mais bien d'y apporter notre contribution, modeste mais originale. Il y avait au sein de l'AdSIBL de Toulouse des membres qui, de par leur profession ou comme simples amateurs férus d'Histoire contemporaine, s'étaient intéressés au sujet et pouvaient, dès l'année académique 2013-2014, faire part de leurs réflexions et études. Mais au préalable, afin d'éviter de se disperser et de refaire ce qui serait fait, de toute façon, par ailleurs, nous avions décidé de délimiter notre champ d'investigation dans le temps et dans l'espace : il concernerait surtout le **début de la guerre** et la région dite du « **Grand Sud-Ouest** ».

Les résultats des actions de 2013-2014 se sont répartis en trois phases : au sein même des séances de l'AdSIBL en février 2014, lors d'un colloque organisé un samedi après-midi à l'Hôtel d'Assézat en avril 2014, et lors d'une séance des dits « mardis d'Assézat » en octobre 2014.

. Lors de la séance de l'AdSIBL du 27 février 2014, **Germain SICARD** a présenté une communication sur
« ***Les écoles primaires à Toulouse et leurs enseignements patriotiques avant 1914*** ».
Il y fut question du réseau d'écoles primaires à Toulouse à la fin du XIXe et au début du XXe siècle, et des enseignements qui y étaient donnés en vue d'affermir le sentiment patriotique des enfants.

. Le colloque du samedi 5 avril 2014 fut l'occasion de trois exposés dont voici les auteurs et les résumés qu'ils ont proposés.

Jean-Baptiste HIRIART-URRUTY

« Regards sur les débuts de la guerre de 1914-1918 au Pays basque »

La consultation des archives municipales des villages permet de percevoir comment furent ressentis et vécus les débuts de la guerre de 1914-1918. A l'aide d'exemples en Pays basque mais aussi en Midi-Pyrénées, sont mis en lumière quelques uns de ces aspects : l'appel à la mobilisation ; le rôle de la pression sociale, de l'école, du clergé et de la presse ; les déserteurs ou insoumis (dans les zones frontalières) ; les premiers tués ; la réorganisation de la vie rurale (travaux des champs, réquisitions pour l'armée, réfugiés, etc.).

Dans cette série de dix « billets », parus en partie dans la revue bimensuelle *Berrixka* du canton de Hasparren entre novembre 2013 et avril 2014, l'auteur jette un coup d'œil sur différents aspects de la guerre, au Pays basque comme dans le Grand Sud-Ouest. La succession des chroniques montre aussi l'évolution de la perception des événements de commémoration au fur et à mesure de leur installation, de leurs débuts officiels en novembre 2013 jusqu'au moment du colloque en avril 2014.

Pierre LILE

« Un hôpital militaire en 1914 dans un village de la Haute-Garonne »

La communication s'articule autour de deux photographies. Dans une première partie, on y définit le terme d' « hôpital militaire » et les diverses questions qui s'y rattachent, dans cette première année de guerre et au-delà. On évoque ensuite la mémoire et la carrière du Général de Curières de Castelnau, héros du village de Montastruc-la-Conseillère et adresse de l'hôpital sur l'avenue portant son nom. Un dernier volet décrit l'hôpital proprement dit et son fonctionnement : les locaux, blessés et malades, médecins et infirmières, intendance et son devenir jusqu'à sa fermeture.

Jacques ARLET

« Les journaux toulousains à la veille de la guerre de 14-18 »

Grâce à l'existence de quatre quotidiens toulousains de tradition et d'orientation politiques différentes, l' *Express du Midi*, le *Télégramme*, la *Dépêche* et le *Midi Socialiste*, il est possible de situer l'opinion de leurs lecteurs par rapport à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et des événements qui l'ont suivi et qui ont abouti à la guerre, alors qu'elle n'était pas inévitable !

. La séance des « mardis d'Assézat » le mardi 14 octobre 2014 était consacrée à la conférence de **Lucien REMPLON**, intitulée :
« ***Août 1914 : La bataille des frontières*** ».
On y évoque le début de la guerre : l'impréparation et les erreurs des armées ; le terrible mois d'août 1914, qui fut si meurtrier et qui concerna bon nombre de régiments d'infanterie du Sud-Ouest, notamment des unités « toulousaines ».

Les cinq textes présentés au-dessus constituent la matière du document présent. Nous remercions les auteurs de les avoir écrits et proposés à la lecture du plus grand nombre. Il est probable qu'après ces débuts en 2013-2014, d'autres contributions viendront alimenter la commémoration du centenaire de cette terrible guerre.

Pour l'AdSIBL de Toulouse,
J.-B. HIRIART-URRUTY, coordinateur
(été 2014).

Les écoles primaires à Toulouse et leurs enseignements patriotiques avant 1914

Germain SICARD

Le titre même de la communication que j'ai le plaisir de vous présenter indique les deux pôles de son contenu : le réseau d'écoles primaires à Toulouse et les enseignements qui y sont donnés en vue d'affermir le sentiment patriotique des enfants, avec en ligne d'horizon la réflexion sur l'extraordinaire courage des soldats durant la Grande Guerre.

I. Les écoles primaires à Toulouse avant 1914

Les écoles constituent dès qu'elles existent un système efficace de socialisation qui instruit les jeunes en fonction des modèles, y compris politique, qui sont ceux de la société des adultes. L'empreinte de cette formation est d'autant plus sensible qu'elle prend en charge les enfants pendant toute la durée de la scolarisation obligatoire de six ans à douze ou treize ans, à ces âges où ils sont particulièrement réceptifs.

A Toulouse, comme dans toutes les agglomérations importantes, des écoles pour les petits enfants ont existé bien avant la Révolution, soit grâce à des instituteurs et institutrices rétribués par les parents soit grâce à des congrégations religieuses organisées pour l'éducation des jeunes. Ainsi pour les garçons, celle des « Frères des écoles chrétiennes » établies en 1680 par le prêtre Jean-Baptiste de La Salle d'abord à Reims ; pour les filles existent de nombreux couvents d'Ursulines depuis le XVIIème siècle.

A la fin du XVIIIème siècle, l'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, soucieux d'améliorer la situation des pauvres gens, forme le projet de multiplier les écoles de frères qui passent avec raison pour d'excellents pédagogues. En fait une première école des frères existe peu avant la Révolution grâce au curé de la paroisse Saint-Etienne ; elle sera suivie d'une autre école dénommé Saint-Nicolas dans le quartier populaire de Saint-Cyprien ; cette dernière est l'origine lointaine de l'école de même nom qui subsiste dans ce quartier.

Les événements de la Révolution sont désastreux pour les écoles catholiques, tant de filles que de garçons, car la majorité des religieux refusent de se soumettre à la Constitution Civile du Clergé votée le 24 juillet 1790, du fait qu'elle méconnaissait les principes fondamentaux de l'Eglise Catholique. Durant la Révolution les gouvernements élaborent des projets d'organisation des écoles primaires mais avec peu d'efficacité, faute de personnel, de moyens et de continuités dans de principes d'organisation.

Le rétablissement de la paix religieuse et la reconnaissance de la religion catholique par le Concordat de 1801-1802 vont permettre le retour des instituteurs et institutrices congréganistes, ainsi les frères des écoles chrétiennes sont autorisés par le gouvernement. A Toulouse ils rouvrent à partir de 1803 l'école Saint-Etienne et puis celle de Saint-Nicolas. Le nombre des écoles de frères passera à trois puis quatre puis cinq, du fait de l'entente entre le gouvernement et l'Eglise qui caractérise le temps de la Restauration. On comptera en 1830 dix-huit frères enseignants qui encadrent plusieurs milliers d'élèves, avec l'aide de subventions de la municipalité.

D'autre part, à Toulouse comme dans d'autres villes de France se créent à cette époque les écoles dites « mutuelles » inspirées de modèles anglais, par conséquent protestants. Les catholiques les apprécient peu et la rivalité entre « écoles mutuelles », et « écoles des frères » marquera la situation de l'enseignement à Toulouse de 1820 à 1833 comme dans toute la France.

C'est en 1833 que Guizot historien, ministre de l'Instruction Publique du roi Louis Philippe, fait voter la loi du 28 juin qui organise véritablement l'enseignement primaire comme un service public à la fois national, départemental et communal. Guizot, comme les élites intellectuelles de son temps, considère qu'il est nécessaire d'organiser une meilleure éducation des enfants du peuple pour assurer à la fois la prospérité, le bon ordre, et la moralité. La loi décide que chaque commune devra entretenir à ses frais une maison d'école pour loger l'instituteur et faire travailler les élèves (et un plus grand nombre lorsque la population le justifie). La réalisation de ce principe se fera progressivement au frais des communes soutenues par le Conseil Général et le budget de l'Etat. La même loi Guizot décide que la commune assurera une rétribution minimale à l'instituteur, complétée par les sommes que devront payer ceux des parents qui ne sont pas indigents ; petit à petit la proportion des élèves non payants augmentera jusqu'à ce qu'en 1881 l'enseignement soit déclaré gratuit pour les parents. Enfin, la loi Guizot organise le recrutement des enseignants qui jusqu'à lors laissait beaucoup à désirer, en créant dans chaque département et à ses frais sous l'autorité du Conseil Général une école normale chargée de former les instituteurs aux meilleurs méthodes d'enseignement grâce à des professeurs nommés par le ministère. Le niveau des instituteurs s'améliorera vite et ils acquerront bientôt un solide esprit de corps qui s'est maintenu jusqu'à nos jours. La loi Guizot définit aussi les matières qui sont enseignées et en gros les horaires des classes. Les dispositions de la loi Guizot concernent les écoles de garçons mais elles seront étendues aux écoles de filles par diverses dispositions réglementaires. Il y aura désormais dans chaque village et chaque quartier de ville une école de garçons et une école de filles, qui seront ensuite complétées par une école maternelle.

Pour ce qui est de Toulouse, les annuaires de la Haute-Garonne permettent de suivre l'implantation des écoles. Dans les anciens quartiers elles sont mentionnées dès 1833, et se reconnaissent encore à leur architecture plutôt sévère selon les choix de l'époque,

avec des fenêtres étroites. Il en est ainsi de l'Ecole du Centre, de l'école du Nord, actuellement encore boulevard d'Arcole, de l'école du Sud encore grande rue Saint-Michel et de l'école de l'Ouest dans le quartier Saint-Cyprien. S'y ajoutent les écoles des frères subventionnées par la municipalité, notamment Saint-Etienne, la Daurade, la Dalbade et Saint-Nicolas. Durant la monarchie de juillet et le second empire le nombre des écoles augmente à mesure qu'on en construit dans les quartiers qui se peuplent au-delà du centre de Toulouse ; ainsi l'école Bayard Matabiau, l'école Saint-Aubin, l'école du quartier Marengo, l'école des Minimes, l'école du Busca, l'école de la Croix de Pierre et l'école de la Patte d'Oie. Il existe en 1882, quatorze écoles communales de garçons associées le plus souvent à des écoles de filles. La création d'une nouvelle école suscitera même une mobilisation médiatique extraordinaire le 20 mai 1891, il s'agit de l'inauguration de l'école du quartier des Amidonniers habité par des artisans pauvres et des ouvriers, toujours à la même place et dans les mêmes locaux. La municipalité de Toulouse a obtenu la visite du Président de la République lui-même qui vient avec plusieurs ministres et les parlementaires du département ; après une matinée consacrée au discours un banquet est offert par le Conseil Général aux instituteurs du département. Les journaux et en particulier « La Dépêche », fermement républicaine, ne manque pas de mentionner les discours prononcés à la gloire de la République, du progrès, et de l'école laïque. Quant à l'opposition, elle ne manque pas de critiquer le coût exagéré de l'opération et le triomphalisme mal venu de cette opération destinée à créer quelques classes pour des élèves, que les instituteurs eux-mêmes jugeront indisciplinés et rebelles aux études, mais ce contraste entre la minceur de l'enjeu et l'ampleur la mobilisation médiatique illustre l'importance de l'école pour les républicains et son rôle pour la conquête des esprits des jeunes par l'école**. En 1914, la ville comptera vingt écoles de garçons**, plusieurs écoles de congrégations supprimées ayant été transformées en écoles communales laïques. Une seconde vague d'écoles communales sera mise en construction à partir 1924, et enfin elles seront multipliées à partir de 1950 dans les quartiers nouvellement peuplés.

II. Les enseignements dispensés dans les écoles primaires

Après avoir évoqué l'implantation des écoles et leur intégration dans le tissu des quartiers, il convient de s'interroger sur ce qui était enseigné dans ces écoles. Le principe dès le XVIIIème siècle et jusqu'au XXème siècle, c'est qu'elles doivent apporter à tous les enfants les connaissances indispensables pour accomplir ensuite leur vie d'adulte dans la société de leur temps. En outre, les gouvernements républicains n'ont pas manqué de considérer l'école comme le lieu de formation des futurs citoyens. Concrètement, il s'agit d'apprendre aux enfants à lire, à écrire et à compter (les quatre opérations). Ces rudiments seront complétés par l'initiation à la grammaire et à l'orthographe. Au XIXème siècle, la méthode dite simultanée a été généralisée, c'est-à-dire que le maître enseigne chaque discipline à tous les enfants à la fois, installés sur des

bancs en face de lui. Dans l'ancienne pédagogie les maîtres apprenaient d'abord à lire puis à écrire puis à compter. Au XIXème siècle, l'habitude est prise de consacrer chaque jour une partie du temps à la lecture, une autre à l'écriture et une autre au calcul, de façon à ce que l'attention des enfants soit maintenue en éveil par la succession des matières. Cet enseignement primaire commence vers six ou sept ans et se poursuit pendant plusieurs années. L'une des lois laïques de 1881 disposera que l'enseignement est obligatoire à partir de six ans et jusqu'à douze puis treize ans. Cette volonté de communiquer aux enfants l'ensemble des connaissances dont ils auront besoin toute leur vie aboutit à la création du fameux Certificat d'Etudes Primaires, établi à la fin de ce cycle et chargé d'attester pour ceux qui le méritent l'acquisition de ce minimum de connaissances. Les instituteurs des villes et des campagnes préparent ces enfants, garçons et filles ; les résultats favorables seront appréciés par les parents et constitueront pour les instituteurs une récompense notable. La préparation du Certificat d'Etudes mobilise les élèves et les maîtres en fin de cycle primaire. Ainsi l'enseignement primaire prolongé jusqu'au Certificat d'Etudes joue au XIXème siècle le rôle d' « école unique » qui sera dévolu par les réformes des années 1960-1970 au « collège unique ».

L'histoire ne figure pas dans les programmes les plus anciens. Cependant on doit relever que les membres du gouvernement révolutionnaire ont fait que l'histoire serve à la formation de l'esprit civique. En 1793, on envoie aux maîtres d'écoles en même temps qu'aux municipalités, un « tableau des actions civiques ou héroïques des républicains », afin que cette connaissance suscite des imitateurs parmi les jeunes. A cette époque le mythe des jeunes républicains Bara et Viala, évoqué par Robespierre, devra être répandu parmi les jeunes pour susciter des émules. De telles orientations disparaissent avec le Consulat, l'Empire et la Restauration. Quant à Guizot, s'il organise l'agrégation d'histoire et renforce la place de cette discipline dans les collèges, il se borne pour l'enseignement primaire à prévoir des enseignements d'histoire dans les écoles primaires supérieures.

Cependant l'histoire, depuis ses premières expressions en Grèce et à Rome, est considérée comme une connaissance formatrice pour tous ceux qui exercent des responsabilités politiques. Bien plus tard, le fameux « Discours sur l'histoire universelle » de l'évêque Bossuet, précepteur du dauphin fils de Louis XIV, est destiné à former son royal élève aux devoirs et à la prudence nécessaire à un monarque.

C'est Victor Duruy, lui-même historien, ministre de l'Instruction Publique de Napoléon III, qui établit l'histoire comme l'une des matières obligatoires de l'enseignement primaire en 1867, considérant que tous les enfants devaient être formés par la connaissance du passé à devenir des hommes vertueux et de bons citoyens. A leur tour, les républicains maintiennent l'histoire parmi les disciplines de l'enseignement primaire dans les différents règlements et programmes, avec la volonté, sur laquelle nous reviendrons, de la faire servir à former des citoyens éclairés et bien pensants. Désormais les instructions ministérielles définissent les programmes d'histoire en suivant l'ordre

chronologique et avec la volonté de former les jeunes en leur faisant connaître les gloires du passé. Dans le cas des horaires scolaires qui comportent cinq journées par semaine à six heures de travail pour chacune, soit trente heures au total, l'histoire se voit attribuer deux heures par semaine, auxquelles j'ajoute une heure pour la géographie et une heure éventuellement pour l'instruction civique. Les programmes indiquent de quelles manières les périodes de l'histoire de France seront étudiées avec notamment un temps suffisant pour la période contemporaine depuis la Révolution Française. L'étude de l'histoire de France commence au cours élémentaire. Elle se poursuit et se renforce au cours moyen et supérieur.

C'est en fonction de ce cadre que l'instituteur ou l'institutrice enseignera l'histoire aux enfants. L'enseignant est théoriquement libre dans l'expression de son discours. Toutefois des orientations véritablement nationales se sont peu à peu renforcées. D'abord du fait que tous les instituteurs publics à partir de 1833 sont formés dans le même moule par les professeurs d'écoles normale d'instituteurs choisis eux-mêmes par le ministre qui peut s'assurer de leur bon esprit. Pour les institutrices, une formation analogue sera généralisée à partir de 1881 dans le cadre de la politique de laïcisation de Jules Ferry et de ses auxiliaires. En second lieu, instituteurs et institutrices sont soumis aux inspections régulières des inspecteurs primaires et les notes qu'ils reçoivent sur leur enseignement sont essentielles pour le déroulement de leur carrière. En fait cela suffit à assurer un conformisme républicain.

En troisième lieu, les manuels assurent dans chaque discipline la canalisation et le soutien de la parole des maîtres. En effet, chaque élève reçoit chaque année, aux frais de la municipalité, un manuel pour chacune des disciplines de l'enseignement primaire. Les instituteurs choisissent entre les différents manuels produits par les éditeurs spécialisés, mais ce choix est décidé en conférence cantonale sous l'autorité de l'inspecteur primaire. L'examen des manuels montre qu'ils sont très proches les uns des autres dans leur contenu et leur présentation. Les éditeurs ont intérêt à se conformer à ce qu'attend le ministère pour avoir des chances suffisantes que leur manuel soit choisi et par conséquent que l'opération soit rentabilisée. Ajoutons que le Conseil Supérieur de l'instruction publique sous l'autorité du ministre exerce un contrôle sur ces manuels, il dresse la liste régulièrement révisée des manuels approuvés et qui seuls peuvent utilisés dans les classes. Les manuels exclus ne peuvent être même pas être utilisés dans l'enseignement privé. Les études qui ont été faites sur la politique du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique à l'égard des manuels montrent qu'il existe une véritable censure politiquement motivée. Ainsi, sous le second empire seront interdits les manuels qui critiquaient la politique du premier empire. A partir de 1879, date à laquelle Jules Ferry devient Ministre de l'Instruction Publique, et les républicains maîtres de tout l'appareil du gouvernement, les manuels qui critiquent la Révolution ou la République n'ont aucune chance d'être acceptés. Ainsi l'introduction de l'histoire comme matière de formation des jeunes s'accompagne d'une volonté méthodique

d'utiliser l'histoire pour former des citoyens bien pensants. Bon nombre de ces manuels qui ont été édités par centaines de milliers ont été conservés dans les bibliothèques publiques ou les musées pédagogiques, mais surtout dans les sous-sols de l'Institut National de la Recherche Pédagogique à Paris, rue d'Ulm, où j'ai pu les retrouver, les consulter et relever leur contenu voici plusieurs années. C'est donc à partir de ces contenus que nous sommes informés.

Je passerai sans insister, parce que tel n'est pas notre sujet, sur l'état d'esprit général de critique de la France d'Ancien Régime et des rois et de glorification systématique de la Révolution et de la République. Au point que les mécontents ont pu protester contre une éducation qui dévalorisait systématiquement le passé de la France.

En ce qui concerne le cœur de notre sujet aujourd'hui, la formation patriotique, on doit partir de la constatation que tout l'enseignement primaire dans ces différents manuels et dans ces différentes années est fondé sur **une véritable trilogie des valeurs révérées : la République, la Patrie, le Progrès.** Ces thèmes sont inséparables dans toutes les expressions de l'enseignement primaire français, et cela depuis le début de la troisième république jusqu'au milieu du XXème siècle, période à laquelle s'engage un changement de mentalité.

La coloration fortement patriotique de l'enseignement de l'histoire dans les écoles de la troisième république, est assise d'abord sur deux appels à la mémoire. D'abord mémoire glorieuse et glorifiée des armées de la Révolution finalement victorieuses des monarchies européennes coalisées durant la première république. Tous les manuels glorifient les fameux soldats de l'an II combattants intrépides qui allaient « sans pain et sans souliers » ; tous les manuels mentionnent la bataille de Valmy qui, en faisant reculer les Prussiens, change le cours de l'histoire. Tous les manuels citent les généraux valeureux Hoche, Marceau, Kléber. Plusieurs ajoutent le nom de Carnot qui, au comité de service public, est chargé de la conduite générale des opérations et de la mobilisation des moyens de la France. L'action militaire des armées républicaines illustre l'énergie du gouvernement et justifie la dictature, y compris la Terreur. Les divers manuels jugent que les armées révolutionnaires ont sauvé la patrie et fondent ainsi un « patriotisme tricolore » qui devient l'une des composantes du sentiment politique français.

La seconde mémoire est douloureuse, c'est celle des défaites de la guerre de 1870-1871, (l'Année Terrible) ; les auteurs ne s'attardent guère sur les causes, sinon pour déplorer l'insuffisance de la préparation par le régime de Napoléon III. L'historien Lavisse ose aller plus loin dans son manuel de la seconde année d'histoire de 1895 : *« nous avons été vaincus parce que beaucoup de français aimaient mieux les douceurs de la paix, la tranquillité qu'elle donne… »*. Il déduit de ces désastres que l'école doit enseigner à tous le respect des devoirs militaires et le courage face aux risques de la guerre. Les auteurs, lorsqu'ils abordent l'histoire de l'insurrection de la commune, soulignent les bienfaits de la concorde civile et les dangers des divisions. Tous retiennent de la mémoire de cette

année terrible le respect « pour les glorieux vaincus » et l'espoir que la République permettra la revanche et l'adhésion aux valeurs de la défense nationale.
Les divers auteurs de manuels font gloire à la République d'avoir assuré la sécurité de la patrie bien mieux que les régimes précédents. D'abord en assurant à la France des effectifs militaires suffisants par rapport au danger principal, celui de l'Allemagne. Les lois militaires ont abouti en 1905 en service véritablement égal pour tous de deux ans ; en 1913 il faudra les relever à trois ans en raison d'une natalité insuffisante.
Les manuels insistent tous, avec une prolixité qui surprend le lecteur actuel, sur le perfectionnement du matériel de guerre. L'un d'eux mentionne le canon de campagne, le fameux 75, supérieur à celui de l'Allemagne ; il ajoute une description avec coupe des obus, un autre montre aux enfants le mécanisme du fusil Lebel. Un autre évoque l'importance de la marine de guerre avec ses cuirassées, ses torpilleurs, ses sous-marins. Les auteurs de manuels le font avec un luxe de détails techniques qui peut surprendre le lecteur actuel. Tel manuel insistera sur les fortifications, dont on évoque les redoutables torpies. Tel autre manuel indiquera la composition des obus et en donnera un schéma, tel autre fournira aux enfants le schéma de nouveau fusil Lebel. Certes les dépenses militaires sont élevées, mais elles garantissent la sécurité.
Les auteurs de manuels ne manquent pas de faire gloire à la République d'avoir une politique extérieure assez habile pour réunir des alliés, d'abord l'alliance franco-russe qui aura un immense succès médiatique et à partir de 1904, l' « entente cordiale » avec l'Angleterre.
Ces différents éléments permettent aux auteurs de manuels de conclure que la République a parfaitement protégé la France. Le manuel de Cazes enseigne : *« jamais l'armée n'a été plus nombreuse ni plus forte. Nous pourrons opposer à l'Allemagne autant de soldats qu'elle ».* Les auteurs de manuels ne manquent pas d'associer le désir de paix à la ferveur patriotique : la France ne menace personne et elle est mieux armée que jamais pour faire respecter ses droits. Au passage et sans insister parce que ce n'est pas notre sujet, il faut indiquer que pour tous les manuels le sentiment patriotique se prolonge dans un mouvement favorable à la colonisation ; tous les manuels comportent un chapitre qui décrit les étapes de la nouvelle colonisation, ses acteurs et ses effets bienfaisants. Rappelons que Jules Ferry, Président du Conseil, a été suivi en déclarant que les nations les plus avancées devaient contribuer à la civilisation du monde entier.
Cet enseignement patriotique est réalisé à travers une pédagogie adaptée aux aptitudes des enfants. On évitera les détails d'éruditions, on utilisera des hauts faits faciles à mémoriser. Les récits seront complétés par des illustrations, ils s'achèveront par des résumés à apprendre et des devoirs destinés à bien ancrer les connaissances des textes.
On doit ajouter que ces enseignements patriotiques d'histoire sont complétés par ceux d'instruction civique qui insistent sur les devoirs envers la patrie ; ils sont complétés par les chants qui font place à l'inspiration militaire et par des lectures mobilisant le sentiment national. Par exemple le plus célèbre livre de lecture de l'époque, « Le tour de

France par deux enfants », évoque les diverses activités de la France, son rôle dans la civilisation humaine et aussi l'injustice qui a frappé l'Alsace et la Lorraine dont la France est amputée depuis le traité de Francfort de 1871. Une autre lecture favorite des manuels de français de la troisième république est celle des romans d'Eckman et Chatrian, qui, à côté des évocations de l'Alsace heureuse, contiennent des leçons patriotiques énergiques à travers l'histoire de « Madame Thérèse la cantinière », et du « conscrit de 1813 » ce paisible jeune homme qui n'aimait pas la guerre et qui s'est habitué à la faire au mieux. Ces auteurs, sans oublier les fautes de Napoléon et sa dictature, enseignent que devant la menace de l'ennemi, chacun doit se lever pour défendre la patrie en danger en exposant s'il le faut sa vie.

Parmi les douzaines et les douzaines de manuels tous inspirés par ce triomphalisme républicain et patriotique, un seul comporte une note différente, celui de Hervé et Clemendot (Histoire de France et de l'Europe, 1902). Ce dernier ne cache pas son inspiration socialiste et pacifiste. Il dénonce le patriotisme comme conduisant les pays à la guerre, impliquant des dépenses considérables, mais cet ouvrage n'aura aucun retentissement sur les jeunes car il a été interdit par le Conseil Supérieur d'Instruction Publique et ses auteurs exclus de l'enseignement. Mis à part cette exception qui n'a pas eu d'effet à l'époque sur les esprits, c'est le conformisme patriotique qui l'emporte dans tous les manuels.

Après ces cheminements à travers des ouvrages très proches par leur contenu, leur mise en page et leur style, il convient de rapporter pour conclure les conseils qu'ils donnent aux jeunes enfants en vue de leur avenir de soldats et de citoyens. Ainsi le manuel d'histoire de France de Guyot et Mane s'achève par une véritable incantation : « *mes amis, aimez la République… aimez la France, c'est votre mère, vers elle doit tendre le vif élan de votre âme, c'est la terre qui vous a vu naître, où ont vécu et souffert vos aïeux* ».

Le manuel de Lavisse, qui est alors le plus influent des professeurs d'histoire, s'achève par une exhortation aux élèves : ils doivent être de bon soldats et de bons citoyens pour reprendre à l'Allemagne ce qu'elle a prit *: « c'est pour que vous deveniez de bons soldats que vos maîtres vous ont appris l'histoire de France … Quand vous aurez vingt ans et que vous serez sous les armes, vous serez de bon soldats, obéissant bien à vos chefs, fermes et braves sur le champs de bataille* ».

Une telle mobilisation patriotique des esprits des jeunes pendant les années de la préadolescence constitue à coup sûr un élément majeur de la mentalité des soldats qui subiront pendant plus de quatre ans les conditions de vie et les risques de mort dans les tranchées.

Après la guerre de 1914-1918, l'inspiration patriotique des manuels d'histoire ne cesse pas, mais elle sera complétée par l'espoir de la paix entre les peuples. Mais ceci est une autre histoire.

Regards sur les débuts de la guerre de 1914-1918 au Pays basque

Jean-Baptiste HIRIART-URRUTY

Billet 1 *(25 novembre 2013)*

« Comme en 14… »

« C'est reparti comme en 14… » ; cette expression familière est appropriée pour indiquer que les manifestations de commémoration de la guerre de 14-18 ont bien commencé. Elles vont continuer à monter en puissance jusqu'à l'année prochaine, année qui devrait en être le point culminant. Nous l'avions anticipé, témoins les articles de journaux cités en références [1] et [2] ; voyons très brièvement ce qu'il est advenu depuis.

- Sur le plan national. L'annonce officielle du début des commémorations a été faite au niveau du pays le 7 novembre dernier. Une des premières actions importantes mise en œuvre fut ce qui a été dénommé « La Grande collecte », du 9 au 16 novembre. D'après ce que nous en savons (en prenant les informations auprès de la Bibliothèque d'études et du patrimoine de Toulouse, l'un des deux points de collecte à Toulouse), le résultat a été satisfaisant : des témoignages écrits, des lettres échangées par les soldats et leurs familles, etc. ont été recueillis et scannés. On peut regretter que le temps imparti, une semaine, était beaucoup trop court pour que les familles et les particuliers puissent effectuer leurs recherches et apporter les documents trouvés.

Dans le département des Pyrénées-Atlantiques, c'était le site des archives départementales à Pau qui était proposé comme site de collecte. Quoi qu'il en soit, tous ces documents seront triés et classés au niveau national, puis mis à la disposition du public via internet sur le site :

http://www.europeana1914-1918.eu/fr.

Deux autres sites (au moins) sont d'intérêt pour quiconque veut entreprendre des recherches ou simplement consulter :

http://centenaire.org/fr et

http://www.memoiredes hommes.sga.defense.gouv.fr

Le monde de l'édition n'est pas de reste puisque plus de 200 ouvrages sur le sujet ont été ou vont être publiés cet automne (source : la librairie « Les Ombres blanches » à Toulouse).

- Sur le plan régional (« Grand Sud-Ouest »), plusieurs organismes ou associations préparent des manifestations : par exemple, la section toulousaine de la Fondation

Jaurès et la ville de Carmaux (Tarn) pour ce qui concerne la commémoration (le 31 juillet 2014) du centième anniversaire de l'assassinat de Jaurès[1]. Les villages, parfois parmi les plus petits, apportent aussi leur contribution. Ainsi, Larrazet, petite localité du Tarn-et-Garonne, a organisé le week-end des 23 et 24 novembre 2013 une série de conférences sous le titre général de « *Soldats et civils à l'épreuve de la grande guerre 1914-1918* ». Je puis attester que, le samedi après-midi, il y avait deux cents participants, ce qui est remarquable pour une bourgade de taille modeste (640 habitants).

- Et à Hasparren ?[2] Un appel à souvenirs a été lancé par la commission extra-municipale d'Hasparren, dénommée « Ondarea » (en basque) à *Eihartzea* :

commission.histoire4@gmail.com.

Je ne doute pas qu'il y a des trésors dans les greniers des maisons ou enfouis dans les documents de famille, « *paper zaharretan* » *(= « dans les vieux papiers »)* : objets, équipements, photos, correspondances. Par ailleurs, des associations, organismes ou institutions travaillent de leur côté sur le sujet (associations d'anciens combattants, collèges et lycées d'enseignement, médiathèque, etc.).

Une des prochaines fois, je relaterai ce que, personnellement, j'ai pu trouver dans les archives d'Hasparren : des documents lourds de signification et chargés d'émotion.

Remerciements

Je remercie la Commission Histoire d'Hasparren, notamment mon collègue Bernard Cuburu-Ithorotz, de m'avoir permis de consulter les archives municipales datant de cette période et entreposées à la maison *Eihartzea*.

Références

1. J.-B. Hiriart-Urruty, « *Cent après la guerre de 1914-1918* », Hebdomadaire La Semaine du Pays Basque n° 1035 (août 2013).

2. J. Arotçarena, « *La Grande Guerre objet de recherche* », Quotidien Sud-Ouest (4 octobre 2013).

3. Site de la fondation Jaurès : http://www.jean-jaures.org/2014.

4. Un exemple tiré du site http://www.memoiredes hommes.sga.defense.gouv.fr est la fiche du soldat Gratien Hiriart-Urruty : né le 25 novembre 1893 (il y a exactement 120 ans !), mort en 1915 (à 22 ans !) dans un hôpital en Grèce. Voir une copie de cette fiche plus loin. La rubrique « parcours individuels » de « bases nominatives » de ce site internet permet d'accéder à quelques informations sur les morts de la Grande Guerre.

---

[1] J. Jaurès a visité le Pays Basque en 1911, il en a fait état dans la « Revue de l'enseignement primaire » en octobre de la même année. Il y avait découvert les spécificités du pays et sa langue. Il serait intéressant d'en savoir plus sur cette visite : où a-t-il séjourné ? qui a-t-il rencontré ? etc.

[2] Hasparren est une localité du Pays basque (Département des Pyrénées-Atlantiques), où est né l'auteur et où il a pu travailler sur les archives municipales.

Les trois régions administratives constituant aujourd'hui ledit « Grand Sud-Ouest »

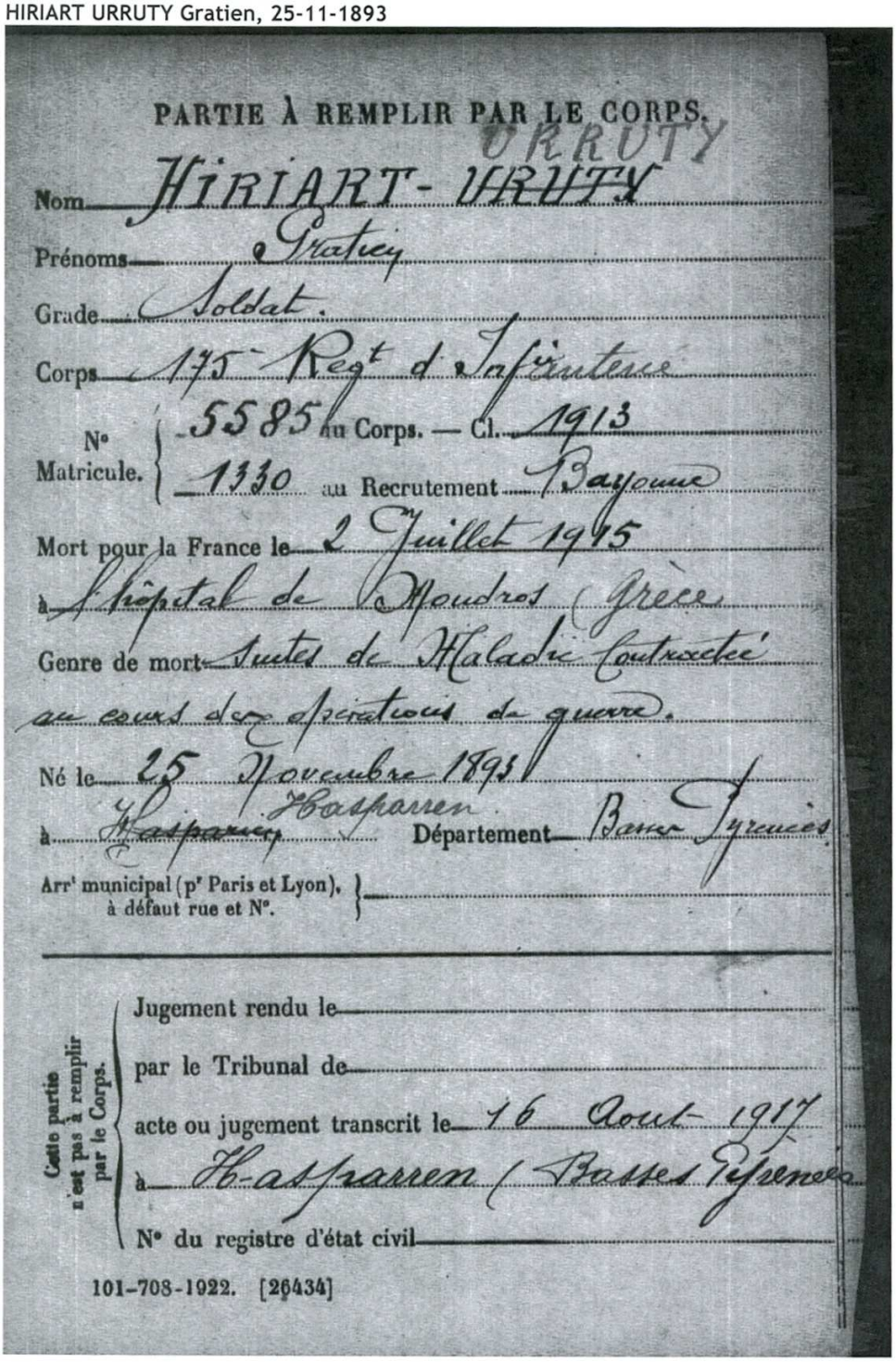
Les régions militaires en 1914.

Statistiques des nombres de mobilisés et de morts :

- Pour la 18ème région militaire (« Sud-Ouest atlantique », Bordeaux) : 406 000 mobilisés, 63 000 morts.
- Pour la 17ème région militaire (Toulouse) : 261 000 mobilisés, 46 000 morts.
- Pour la 16ème région militaire (Montpellier) : 337 000 mobilisés, 57 000 morts.

(Source : V. Bernard, *Les Poilus du Sud-Ouest. Le 18ème corps dans la Grande Guerre*. Editions Sud-Ouest, 2014.)

HIRIART URRUTY Gratien, 25-11-1893



PARTIE À REMPLIR PAR LE CORPS.

Nom HIRIART-URRUTY (URRUTY)

Prénoms Gratien

Grade Soldat.

Corps 175e Regt d'Infanterie

N° Matricule. 5585 au Corps. — Cl. 1913

1330 au Recrutement Bayonne

Mort pour la France le 2 Juillet 1915

à Hôpital de Moudros (Grèce)

Genre de mort Suites de Maladie contractée au cours des opérations de guerre.

Né le 25 Novembre 1893

à Hasparren Département Basses Pyrénées

Arr' municipal (p' Paris et Lyon), à défaut rue et N°.

Cette partie n'est pas à remplir par le Corps.

Jugement rendu le

par le Tribunal de

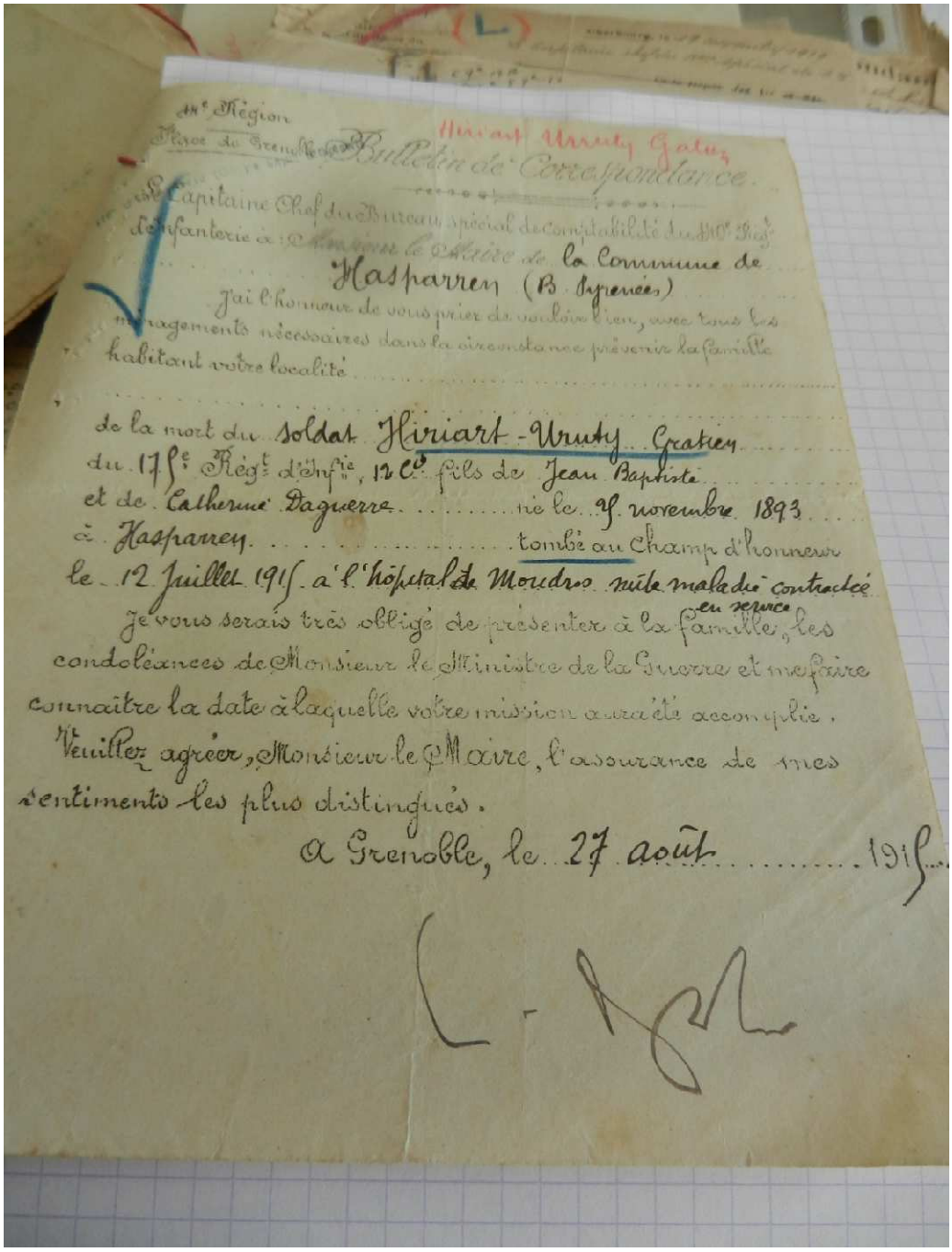
acte ou jugement transcrit le 16 Août 1917

à Hasparren (Basses Pyrénées)

N° du registre d'état civil

101-708-1922. [26434]

© Ministère de la défense - Mémoire des hommes



Hiriart Uruty Gatien

Mme Région
Place de Grenoble

Bulletin de Correspondance

Le Capitaine Chef du Bureau spécial de comptabilité du Mme Régt d'Infanterie à : Monsieur le Maire de la Commune de Hasparren (B. Pyrenées)

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien, avec tous les ménagements nécessaires dans la circonstance prévenir la famille habitant votre localité

de la mort du soldat Hiriart-Uruty Gratien du 175e Régt d'Infie, 12 Cie fils de Jean Baptiste et de Catherine Daguerre né le 25 novembre 1893 à Hasparren tombé au Champ d'honneur le 12 Juillet 1915 à l'hôpital de Moudros suite maladie contractée en service

Je vous serais très obligé de présenter à la famille, les condoléances de Monsieur le Ministre de la Guerre et me faire connaître la date à laquelle votre mission aura été accomplie.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

A Grenoble, le 27 août 1915

Document (original) figurant dans les archives municipales d'Hasparren. On notera, dans cette lettre adressée au maire, la formule type : *« avec tous les ménagements nécessaires dans la circonstance… »*

Billet 2 *(2 décembre 2013)*

« Ceux de 14… »

« *Ceux de 14…* » ; c'est avec déférence que nous parlions – et qu'on nous faisait parler, à nous gamins des années 1960 - des anciens de la guerre de 14-18… Pour nous, c'étaient « des vieux », comme peuvent le penser tous les enfants à propos d'adultes au-delà de la soixantaine. Notre instituteur à l'école primaire des garçons St Joseph à Hasparren, Laurent Ayerza, avait lui-même été mobilisé lors de la guerre[3] ; il nous inculquait le respect qu'on devait avoir vis-à-vis des combattants de Verdun et des autres.

- ***Mais, combien étaient-ils d'Hasparren ?*** Je n'ai pas de chiffre exact, mais **des centaines** assurément, car tous les jeunes entre 18 et 45 ans pouvaient être mobilisés, à titres divers (la dite « Territoriale » comprenait deux fractions : d'une part, celle mobilisable immédiatement, les territoriaux de 35 à 41 ans, et, d'autre part, les « réservistes territoriaux » au-delà de 41 ans, jusqu'à 45 ans et même plus pendant la guerre).

- ***Combien de tués ou de mutilés parmi ceux-là ?*** **Plus de 200** (plus précisément : 198 tués ou disparus, 52 mutilés), c'est-à-dire **1 par semaine** pendant toute la durée du conflit… Au niveau national, ce furent **1000 tués par jour** pendant plus de quatre ans[4]. La plupart étaient jeunes, issus des zones rurales du pays, et tous les villages étaient concernés ; il suffit, pour une bourgade donnée, de prendre le nombre d'habitants en 1914 et d'appliquer une morbide règle de trois (**3,2%**), vous avez alors approximativement le nombre de jeunes tués. La plupart de ceux d'Hasparren étaient agriculteurs ou travaillaient dans les usines de fabrication de chaussures[5].

Presque un fantassin sur trois, **30%,** majoritairement issus de la campagne, mourra pendant la guerre.

- *Qui était le maire d'Hasparren de l'époque ?* C'était le Dr Pierre Broussain (de 1905 à 1919). C'est à la mairie qu'arrivaient les communiqués officiels sur l'état de la guerre, des combats…, enfin… ce qu'on voulait bien en dire.

- *Comment étaient informées les familles ?* C'est aussi à la mairie qu'arrivaient les terribles télégrammes annonçant la mort d'un jeune, *« tué à l'ennemi »* selon l'expression consacrée, ou *« mort au champ d'honneur »* ; parfois, ils sont un peu plus précis sur le statut du soldat : c'est un *« brancardier, zouave, sapeur, sergent, cavalier,… »*, ou bien sur la

---

[3] J'ai entendu de mon père (né en 1909) que L. Ayerza (classe 1919) assurait ses enseignements à l'école primaire lors de ses permissions *« soldado arropan »* (= *« en tenue de militaire »).*

[4] Bien sûr, ce sont des moyennes car il y a eu des jours de combat avec 25000 morts, notamment en août 1914. Les cinq mois de 1914 furent d'ailleurs parmi les plus meurtriers de toute la guerre.

[5] Un homme politique de l'époque, F. Buisson, qui fut co-fondateur de la Ligue des droits de l'Homme et qui sera Prix Nobel de la paix (en 1927), disait que la France se divisait en deux groupes : *« ceux qui possèdent sans travailler et ceux qui travaillent sans posséder… »*. Les choses ont-elles vraiment changé aujourd'hui ?

cause du décès : « *mort à la suite d'intoxication par gaz* », « *mort dans l'ambulance à la suite de blessures* », ou tout simplement « *signalé sur un état de pertes* ». Le maire ou un conseiller municipal, souvent accompagné d'un gendarme, était chargé d'annoncer la nouvelle à la famille ; les télégrammes, dont beaucoup de copies sont restées dans les archives municipales, mentionnaient qu'il fallait faire part du décès « *avec tous les ménagements nécessaires* », ou « *avec tous les ménagements de circonstances* ». Les parents, voyant arriver au loin ou au seuil de leur propriété ces personnages comprenaient vite de quoi il s'agissait… Certaines familles ont eu plusieurs fils, parfois trois, tués à la guerre. Sur un autre cas, de la maison « *Cachautea* » (de Hasparren), deux frères ont été tués à trois jours d'intervalle en 1917. Les lieux de sépulture n'étaient pas toujours identifiés, souvent les familles n'ont jamais su où furent enterrés leurs fils tués… ou encore, les corps n'ont jamais pu être identifiés.

Le maire d'une bourgade du Périgord a raconté comment il a dû, à plus de cent reprises, annoncer aux parents le décès de leur fils au front. Il considérait que c'était son devoir mais, meurtri, il mettra à l'issue de la guerre un terme à sa carrière politique.

- Hasparren loin des champs de bataille ? Le département des Pyrénées-Atlantiques s'appelait alors « des Basses-Pyrénées ». Evidemment, Hasparren était fort loin des champs de bataille, ce qui explique sans doute des adresses un peu approximatives comme « *Monsieur le maire de Sparray (B. Pyrénées)* » que j'ai vue sur un télégramme. A cet égard, on a à l'esprit, car on l'a appris dans les enseignements d'histoire, que les lieux des grandes batailles étaient dans le nord et le nord-est de la Belgique, mais les lieux de tuerie furent aussi ailleurs en Europe : un tel, hazpandar[6], tué en Salonique, un autre à l'hôpital de Mondros dans les Dardanelles (Grèce), etc. J'ai pu voir que plusieurs jeunes hazpandars avaient été tués à la « bataille de Craonelle » (c'est dans Aisne, au sud du plateau du Chemin des Dames).

Billet 3 *(20 décembre 2013)*

« Tous touchés… »

On a parfois du mal à imaginer combien la première guerre mondiale fit de morts partout en France, dans les plus petits villages. Quand je visite une bourgade, il m'arrive parfois de jeter un coup d'œil au monument aux morts… il y a toujours une liste des jeunes morts à la guerre ; c'est d'ailleurs pour moi une manière d'appréhender les noms de famille du coin. Comme je l'indiquais dans un billet précédent, à Hasparren comme ailleurs, nous avons eu l'occasion de côtoyer pendant

[6] Ici comme par la suite, *hazpandar* signifie : habitant d'Hasparren.

notre enfance des anciens combattants de la première guerre mondiale. En laissant de côté des études généralistes, au niveau régional ou national, j'ai fait l'expérience suivante : partant de ma maison natale, dénommée *Joanes-Ederraenia,* au quartier Hasquette (de Hasparren), j'ai noté qui dans le voisinage immédiat avait été touché par la première guerre mondiale. Le résultat est édifiant : les familles les plus voisines me donnaient un échantillon représentatif des différents cas possibles : des tués, des blessés, des anciens combattants. Voici ces exemples :

- ***Des survivants***. A *Joanes-Ederraenia*, dans les années 1955-1965, deux voisins venaient régulièrement donner un coup de main aux travaux des foins ou de la ferme *: Joanes* de la maison *Malexiatea* et *Cachaŭ* (ou *Kaxaŭ*) de la maison *Magnelania*. Ils leur arrivaient de parler de leurs souvenirs de la Grande Guerre pendant les pauses-goûters de l'après-midi. Je crois que j'ai appris de *Joanes* la bataille des Dardanelles… Y était-il allé ? Je ne m'en souviens plus de manière sûre, mais fort probablement[7]. Il évoquait aussi la Bulgarie, contre qui la France était en guerre, et où il était allé. Quant à *Cachaŭ*, il avait fait les quatre années de guerre juste après avoir terminé ses trois années de service militaire[8] ; ce furent donc sept ans de sa jeunesse sans revenir chez lui…

- ***Des blessés.*** A la maison *Abituenia,* famille voisine mais aussi liée par parenté, Jean-Pierre Hiriart-Urruty (1896-1971), dit *Panpiale*, avait été mobilisé à 18 ans ; il était revenu blessé au bras et conserva ce handicap toute sa vie. Du côté de la famille de sa femme, née *Darraïdou*, trois jeunes furent « *tués à l'ennemi* »[9] en 1917 et 1918.

- ***Des morts.*** En recoupant les informations figurant dans les archives avec celles se trouvant sur des sites internet dédiés, j'ai pu trouver :

Pierre Etchessahar, de la maison *Malexiatea,* certainement le frère du *Joanes* cité plus haut : né le 14 février 1889, tué le 31 juillet 1916 « *dans le bois de Laufée (Meuse)* ».

Jean Ihitz, de la maison *Gorriatea :* né le 3 janvier 1888, « *mort de blessures de guerre* » le 14 février 1916 à Harbonnières (Somme).

Gratien Hiriart-Urruty, de la maison *Latsaldia* : né le 12 juillet 1893, mort « *des suites de maladie contractée au cours des opérations de guerre* » le 12 juillet 1915 à l'hôpital de Mondros (Dardanelles). Inhumé au cimetière franco-anglais de l'île de Lemnos, tombe

---

[7] Bataille des Dardanelles (1915-1916), sur la péninsule Gallipoli : le but des Alliés était de s'emparer de la mer de Marmara pour pouvoir assiéger Istanbul ; des troupes françaises y participèrent. Plusieurs hazpandars et basques évoquent d'ailleurs leur périple vers les Dardanelles.

[8] Ladite « loi des trois ans » a fait passer en 1913 le service militaire obligatoire de deux à trois ans ; elle fut promulguée en vue de préparer l'armée française à une guerre éventuelle avec l'Allemagne ; cette guerre qui arrivera un an plus tard…

[9] Les causes et lieux de décès, signalés entre guillemets, sont tels qu'ils figurent dans les documents des archives municipales ou dans les références de www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr que nous avons pu consulter.

192 (*cf.* un billet précédent). Son souvenir s'est dilué dans le temps et sa famille ne s'en souvient plus vraiment.

Et on pourrait continuer… *Baptiste Etchemendy*, le grand-père d'un ami (originaire d'Hasparren et collègue à Toulouse), tué le 29 mai 1915 (à 36 ans) à Aix-Noulette (Pas-de-Calais). La famille n'a jamais pu savoir où il avait été enterré. Les archives municipales d'Hasparren font état pour lui de « *l'octroi de la croix de guerre avec palmes* » en 1916.

Ces quelques exemples montrent comment cette guerre frappait au plus près et de manière uniforme. Ce que j'ai noté, dans le voisinage le plus immédiat de ma maison natale, toute famille d'Hasparren pourrait le faire et y trouverait le même échantillon : des tués, des blessés, des survivants.

« *Monument des basques* », érigé à Craonelle (Aisne) en mémoire des soldats provenant des Basses-Pyrénées qui ont combattu au Chemin des Dames pendant la première guerre mondiale. Ce monument représente un homme en costume traditionnel, coiffé d'un béret, regardant vers son pays et tournant le dos aux champs de bataille.

Billet 4 *(15 janvier 2014)*

« Le début en août 1914… »

Quels sont les mécanismes, les enchaînements, les jeux d'alliance entre états qui ont fait que des peuples (pourtant civilisés) sont allés vers ce qu'on a appelé depuis « un suicide collectif », « une guerre civile européenne », « une honte pour l'humanité » ? Ces questions sont l'objet d'innombrables études par les historiens, lesquels ne sont pas tous d'accord d'ailleurs…, et leurs études continuent. Le fait est qu'août 1914 marque le début de la plus meurtrière des guerres qui ait eu lieu jusqu'à cette date-là.

En 1914, Hasparren est une grosse bourgade de 5 500 habitants, un nombre d'habitants qu'elle gardera avec une remarquable constance jusqu'à la fin du XXe siècle. Fin juillet et début août, c'est encore le temps des moissons… Quand le tocsin

sonne à l'église le 1er août et que l'ordre de mobilisation est annoncé et affiché (2 août : premier jour de mobilisation), c'est le sentiment de tristesse qui domine.

- Les jeunes sont-ils partis avec enthousiasme, comme on l'a écrit parfois ? C'est de la propagande… ; *« La première victime d'une guerre, c'est toujours la vérité »* disait R. Kipling. Il est vrai que les esprits avaient été formatés et conditionnés, à l'école (la fameuse récupération de l'Alsace-Lorraine, entre autres), à travers les journaux, par le clergé aussi[10], par la pression sociale du « devoir à accomplir », de l'hypothétique gloire « du sang versé pour la patrie », ce qui fait que tous ces jeunes partirent résignés plutôt qu'enthousiastes. Un voisin de ma maison natale, *Panpiale*, racontait qu'au départ vers le front on les faisait chanter et composer des *bertsus*[11].

Notre instituteur à Hasparren, que j'ai déjà évoqué au début du Billet 2, avait quelques chansons basques favorites, qu'il nous apprenait ; l'une d'entre elles était *« Iruten ari nuzu » (= « Je file ma quenouille »)*. C'est une chanson mélancolique, triste même, qu'on chante rarement dans des réunions festives. Ce n'est que plus tard, à l'occasion de mes lectures, que j'ai appris que c'était l'hymne des soldats basques quittant leur pays pour aller au front (au 49e R.I. de Bayonne par exemple).

Certes, chaque préfecture ou sous-préfecture (Bayonne, Pau, Tarbes, Mont-de-Marsan, etc.) est fière de son régiment, mais au-delà de l'entrain manifesté par certains, tous les mobilisés et les personnes qui les accompagnent savent à quoi s'en tenir.

- Y a-t-il eu beaucoup de déserteurs ou d'insoumis ? Beaucoup moins que ce que les autorités militaires avaient envisagé… La situation frontalière du Pays basque et les relations de parenté avec des familles d'émigrés basques en Amérique du sud auraient pu faire penser à un plus grand nombre de déserteurs… Ce ne fut pas le cas ; par exemple, pendant toute la durée de la guerre, le nombre des déserteurs en Soule (province du Pays basque, frontalière du Béarn et des Pyrénées) a été estimé à quelques dizaines tout au plus. Dans un article écrit en 1923 dans la revue *Gure Herria (= Notre pays)*, l'abbé Foix, curé de Sainte-Engrâce (petit village de l'extrémité de la Soule), a la fierté (ridicule à mon sens) d'écrire que, dans sa paroisse, ils n'ont été que trois ([1, pages 32-33]).

Le 18 août 1914, le préfet Coggia des Basses-Pyrénées (que l'on trouve très présent dans toutes les activités administratives de soutien à la guerre) envoie une lettre-circulaire aux maires du département, où il prescrit : *« de faire rechercher avec la plus*

---

[10] L'évêque A. Baudrillard prononça cette phrase terrifiante le 16 août 1914 : *« Je pense que ces événements sont fort heureux. Il y a quarante ans que je les attends. La France se refait et, selon moi, elle ne pouvait pas se refaire autrement que par la guerre qui la purifie ».* Cela ne l'empêchera pas de devenir plus tard cardinal puis membre de l'Académie française…

[11] Un *bertsu* est un chant d'improvisation rimé et strophé que l'on compose et chante au Pays basque à l'occasion d'événements (de famille, de société, ou autres). C'est une pratique encore pratiquée et très prisée.

grande rigueur les hommes qui se seraient soustraits à leur devoir militaire à l'heure grave que traverse la France ».

Voici ce qu'écrit M. Ruquet ([2]) à propos de la mobilisation et des désertions dans des régions frontalières des Pyrénées : « *Dans les Pyrénées, la mobilisation se fait avec angoisse, surtout en ce qui concerne les femmes, et l'enthousiasme semble limité aux centres urbains. L'apathie des populations du Pays Basque et de la Cerdagne et les départs vers l'Espagne des habitants de ces régions marquent un attachement moins grand à la nation ».*

Plus tard dans la guerre, après les mutineries, des permissions seront limitées pour soldats des régiments des régiments du Sud-Ouest, par crainte de désertions vers l'Espagne. Le général J.C. Graziani, de l'état-major général, avait même proposé en septembre 1915, la suppression pure et simple, à quelque titre que ce soit, des permissions pour les soldats des régions pyrénéennes. Sa proposition ne fut pas adoptée, toutefois.

Ajoutons que la discipline militaire était impitoyable, plus impitoyable dans l'armée française que dans l'armée allemande ou dans l'armée britannique.

- Les réquisitions. Elles concernaient le bétail, le fourrage, les vins, la laine, les cuirs, les peaux, les haricots… Mais aussi et surtout les chevaux au début, si importants pour le déplacement des hommes et des armes. Plus tard dans la guerre viendra l'heure des emprunts nationaux… car la guerre coûte très cher. Dans les archives municipales d'Hasparren figure un texte publicitaire savoureux, écrit en langue basque sous l'égide du précepteur de l'époque, et qui incite à souscrire avec les mentions suivantes : « *c'est bien rémunéré* », « *rassurez-vous, personne n'en saura rien* »…

- Les premières batailles d'août 1914 ? Elles furent terribles, parmi les plus meurtrières de toute la guerre. La hiérarchie militaire prône « l'offensive à tout prix », les soldats sont bien repérables avec leurs tuniques bleues et leurs pantalons rouges… Les casques ne viendront qu'en 1915. Ladite « bataille des frontières » sur les frontières franco-belge et franco-allemande fera jusqu'à 25 000 tués dans une seule journée du mois d'août. Dans des combats comme ceux de Bertrix (commune francophone de Belgique) ou de Charleroi, des régiments du Sud-Ouest furent engagés et rapidement décimés par les mitrailleuses allemandes[12].

On imagine le désarroi des jeunes hazpandars, ou basques de manière plus générale, arrachés à leur pays et aux leurs, dans un tourbillon mortifère qui leur échappe, ayant parfois des difficultés à comprendre les commandements ou a communiquer (car leur connaissance du français pouvait être faible)… Pourtant, certains témoigneront et écriront (en français ou en basque) dans une belle écriture déliée (que je ne retrouve plus sur les copies de mes étudiants !). Ce sont tous ces témoignages que les familles auront à cœur d'exhumer des greniers de leurs maisons.

---

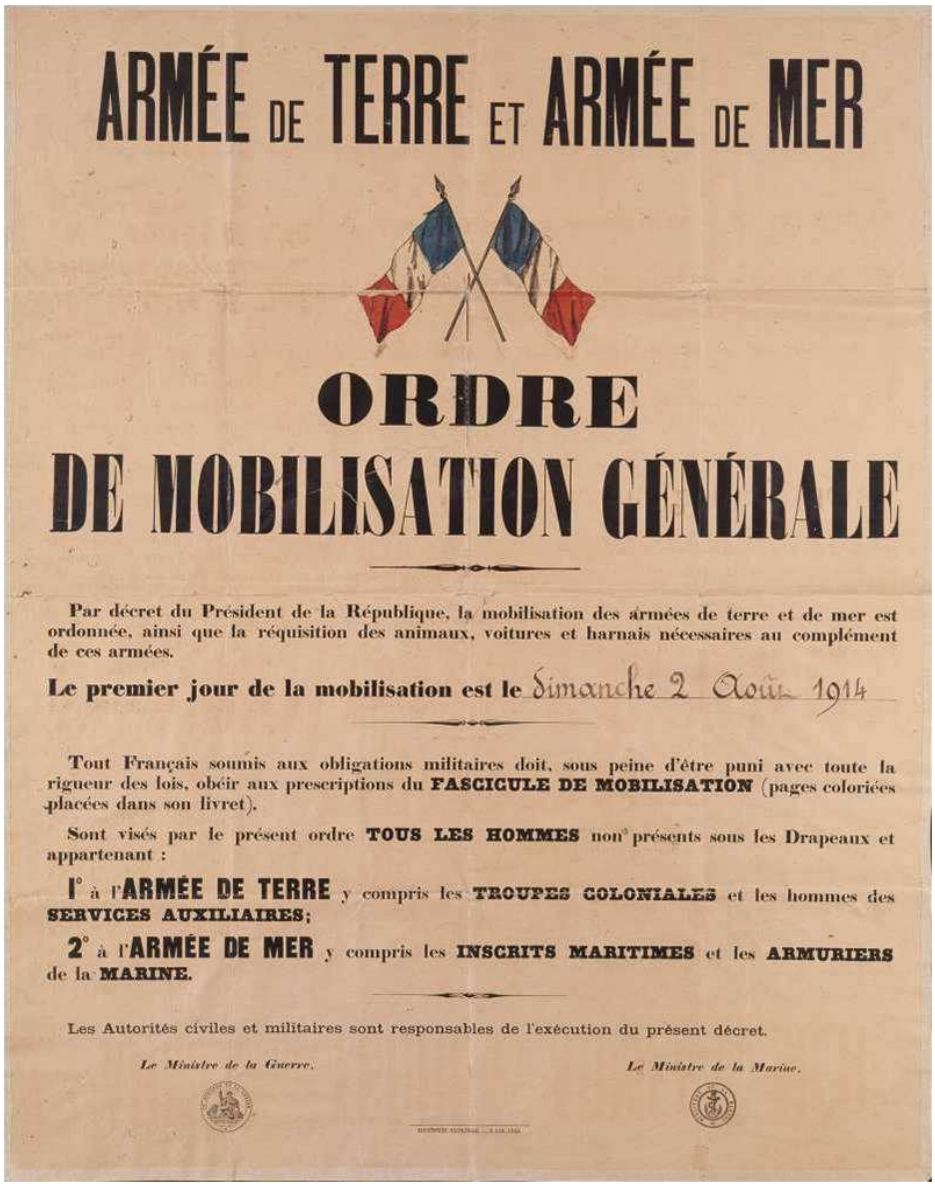
[12] Voir le texte de L. Remplon dans ce même volume.

- Savait-on ? Savait-on en 1914 qu'on s'engageait pour une guerre si meurtrière et qui allait durer plus de quatre ans ? Sûrement pas… Le fait est que cette guerre changera complètement le cours et la physionomie de tout le XXe siècle. C'est un terrible coup d'arrêt à beaucoup de projets envisagés au début du siècle. Ainsi, à titre d'exemple, la voie ferroviaire qui avait été conçue et préparée pour relier Cambo-les-bains à l'intérieur du Pays basque en passant par Hasparren sera définitivement abandonnée ; il en reste encore de nos jours le tracé préparé à cet effet…

Références

1. Ikerzaleak, *1914-1918. Une petite vallée du Pays basque dans la guerre.* Publié sous l'égide de la maison du patrimoine à Mauléon en Soule (2006).
2. M. Ruquet, *Désertions et insoumissions sur la frontière des Pyrénées pendant la guerre de 14-18,* in *Mémoire et trauma de la Grande Guerre ; Bretagne, Catalogne, Corse, Euskadi, Occitanie*. Université de Rennes II (2010).

Les soldats du 18ème R.I. de Pau au départ. Pour ce régiment, le mois de septembre 1914 a été le plus destructeur de toute la guerre avec 577 tués. Il a eu 1 027 tués lors des trois premiers mois du conflit (août, septembre et octobre 1914), soit 30 % du total des tués du régiment pendant toute la guerre.



ARMÉE DE TERRE ET ARMÉE DE MER

ORDRE
DE MOBILISATION GÉNÉRALE

Par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre et de mer est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures et harnais nécessaires au complément de ces armées.

Le premier jour de la mobilisation est le Dimanche 2 Août 1914

Tout Français soumis aux obligations militaires doit, sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois, obéir aux prescriptions du **FASCICULE DE MOBILISATION** (pages coloriées placées dans son livret).

Sont visés par le présent ordre **TOUS LES HOMMES** non présents sous les Drapeaux et appartenant :

1° à l'**ARMÉE DE TERRE** y compris les **TROUPES COLONIALES** et les hommes des **SERVICES AUXILIAIRES;**

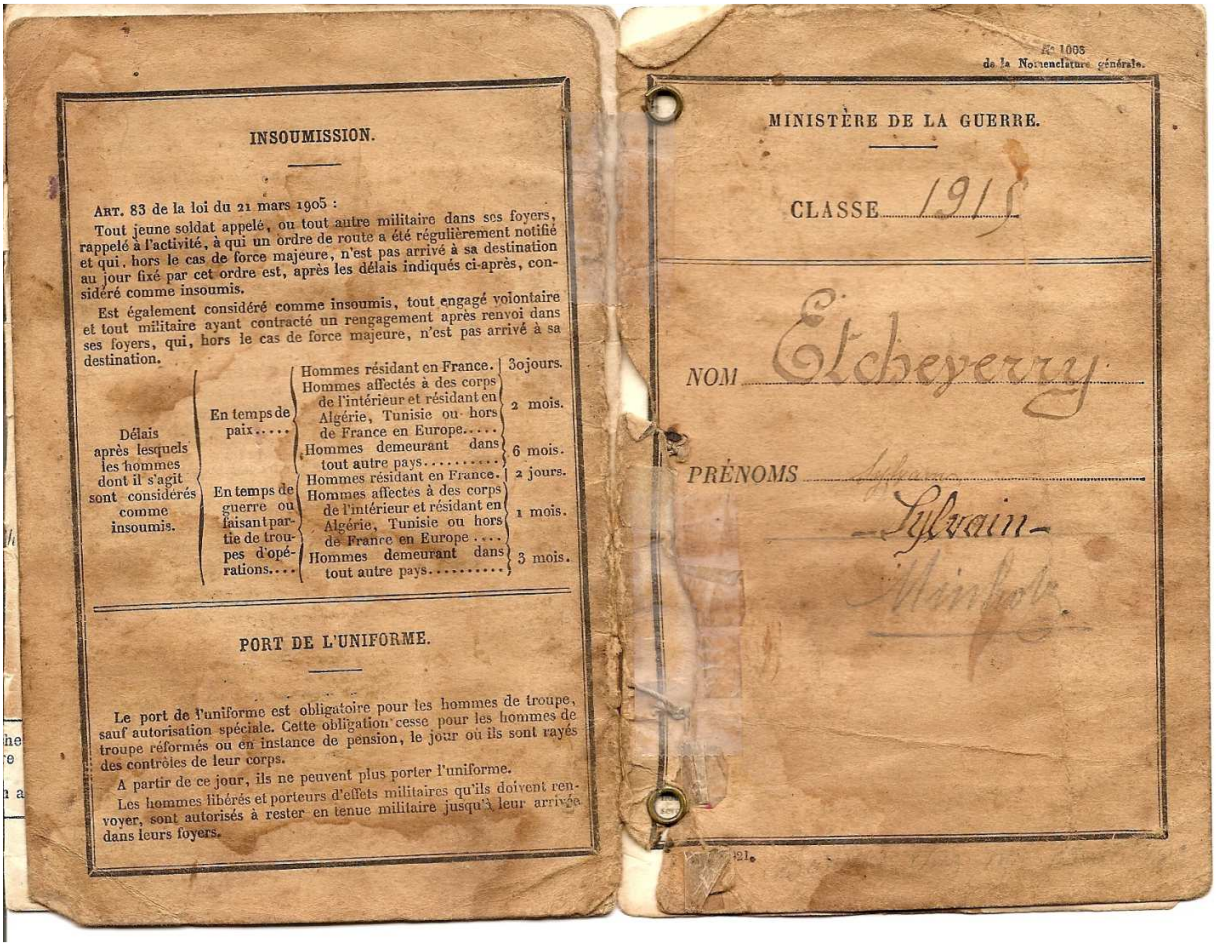
2° à l'**ARMÉE DE MER** y compris les **INSCRITS MARITIMES** et les **ARMURIERS** de la **MARINE.**

Les Autorités civiles et militaires sont responsables de l'exécution du présent décret.

Le Ministre de la Guerre. *Le Ministre de la Marine.*

L'affiche de mobilisation, telle qu'elle a dû être placardée à Hasparren et dans tous les villages de France. On notera que le texte imprimé était déjà prêt, que la date a été ajoutée de manière manuscrite.

Un hazpandar mobilisé comme il y en a eu des centaines… Ils sont plutôt ruraux, petits, résistants à la marche… et ils devront beaucoup marcher. Celui-ci survivra, il sera pendant de longues années le porte-drapeau des anciens combattants de la Grande Guerre à Hasparren lors des manifestations de commémoration.



INSOUMISSION.

ART. 83 de la loi du 21 mars 1905 :

Tout jeune soldat appelé, ou tout autre militaire dans ses foyers, rappelé à l'activité, à qui un ordre de route a été régulièrement notifié et qui, hors le cas de force majeure, n'est pas arrivé à sa destination au jour fixé par cet ordre est, après les délais indiqués ci-après, considéré comme insoumis.

Est également considéré comme insoumis, tout engagé volontaire et tout militaire ayant contracté un rengagement après renvoi dans ses foyers, qui, hors le cas de force majeure, n'est pas arrivé à sa destination.

Délais après lesquels les hommes dont il s'agit sont considérés comme insoumis.	En temps de paix.....	Hommes résidant en France.	30 jours.
		Hommes affectés à des corps de l'intérieur et résidant en Algérie, Tunisie ou hors de France en Europe.....	2 mois.
		Hommes demeurant dans tout autre pays.....	6 mois.
	En temps de guerre ou faisant partie de troupes d'opérations....	Hommes résidant en France.	2 jours.
		Hommes affectés à des corps de l'intérieur et résidant en Algérie, Tunisie ou hors de France en Europe	1 mois.
		Hommes demeurant dans tout autre pays.....	3 mois.

PORT DE L'UNIFORME.

Le port de l'uniforme est obligatoire pour les hommes de troupe, sauf autorisation spéciale. Cette obligation cesse pour les hommes de troupe réformés ou en instance de pension, le jour où ils sont rayés des contrôles de leur corps.

A partir de ce jour, ils ne peuvent plus porter l'uniforme.

Les hommes libérés et porteurs d'effets militaires qu'ils doivent renvoyer, sont autorisés à rester en tenue militaire jusqu'à leur arrivée dans leurs foyers.

N° 1005 de la Nomenclature générale.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

CLASSE 1915

NOM Etcheverry

PRÉNOMS Sylvain Martial

191.

Chaque jeune doit conserver son fascicule de mobilisation entre la fin du service actif (22 ou 23 ans) et le dégagement définitif des obligations dans la territoriale, à 45 ans. Ce fascicule indique les démarches à suivre en cas de mobilisation, où se rendre par exemple, mais aussi les peines encourues en cas d'insoumission.

Billet 5 *(1er février 2014)*

« La vie à l'arrière s'organise… »

Après le départ des mobilisés vers les différents fronts de la guerre, le travail (agricole, industriel), le commerce, les communications, tout doit se réorganiser à l'arrière… Des éléments supplémentaires sont à gérer : les blessés qui viennent se faire soigner, les réfugiés qui affluent du nord de la France et de la Belgique, etc.

- Réorganisation de l'activité agricole et industrielle

Pour les travaux des champs, les bras manquent… Les femmes prendront en partie la relève mais ça ne suffira pas : une partie des terres sera laissée non cultivée ; les labours d'automne 1914 seront négligés ; les terres à blé deviennent des prairies et l'élevage gagne du terrain.

Une bonne part des activités industrielles se délocalise vers le centre et le sud de la France ; ainsi la région de Toulouse, érigée au rang de base arrière industrielle, connaît un changement sans précédent pour se placer résolument au service de l'effort de guerre : chimie, métallurgie, textile ; débuts de l'industrie aéronautique et aussi celui des usines d'armement (obus, pièces d'artillerie, gaz de combat, habits et chaussures pour soldats). Les femmes qui y étaient employées étaient appelées *« les munitionnettes ».* Dans cette guerre, la plus terrible qu'ait connue l'humanité jusqu'alors, c'est l'avènement de « la mort à l'échelle industrielle » ; ce ne sont plus seulement les baïonnettes, fusils ou autres canons légers qui vont tuer mais bien les mitrailleuses et, surtout, les obus. Un chiffre résume ceci : **2/3** de tous les tués ou blessés l'ont été par des obus.

Les tramways des villes (comme Bordeaux et Toulouse par exemple) se féminisent soudain, faute de conducteurs. Cette féminisation aura des conséquences pendant et, surtout après, la guerre. N'oublions pas toutefois que la Chambre des Députés leur avait accordé le droit de vote, ce que le Sénat leur refusa ! Il faudra attendre pour cela la fin de la deuxième guerre mondiale… Pourtant ce sont elles qui ont « tenu les baraques » à l'arrière du front.

- Les hôpitaux-hospices à l'arrière[13]

A Hasparren comme à Mauléon (et dans d'autres grosses bourgades du Pays basque) sont aménagés des hôpitaux pour accueillir et soigner les blessés évacués du front. Des hazpandars nous ont dit qu'il subsistait des photos ou des cartes postales de l'hôpital improvisé de Hasparren ; c'est l'occasion de les ressortir et de les faire voir.

La cas de Biarritz, et plus généralement celui de la Côte basque, a été étudié très en détail par J. Rocafort ([1]) : durant toute la guerre, à Biarritz, une moyenne de 1 500 à 2 000 blessés seront soignés chaque jour.

---

[13] Voir aussi le texte de P. Lile dans ce même volume.

- Les réfugiés

Parmi les réfugiés, un cas important est celui des belges. Il y avait même un Consulat de Belgique à Bayonne, pour, c'est son intitulé, *« les Basses-Pyrénées, le Gers et les Landes »*. Certains, flamands, parlaient très peu le français ; inutile de dire les difficultés dues à la langue qu'ils ont rencontrées au début, dans des villages où on parlait plus volontiers le basque que le français. Les réfugiés étaient généralement « placés » dans les fermes pour aider et suppléer l'absence des hommes partis pour la guerre (comme on l'a souligné au paragraphe précédent). Un exemple fort intéressant est celui d'Achille Venmans (1890-1960), fuyant l'envahisseur allemand en Belgique et arrivé en Soule à 24 ans ; il y fera souche… Son petit-fils, que j'ai connu au collège-lycée privé St François de Mauléon (en Soule), porte le même prénom que son grand-père ; certains connaisseurs du Pays basque (ou simplement de Bayonne) ont peut-être deviné qu'il s'agit du souletin propriétaire de plusieurs bars successifs à Bayonne, où le prénom d'Achille figure bien en évidence *(« Chez Achille »*). Le grand-père se maria en Soule, s'installa comme artisan à Mauléon, et je crois me souvenir que les Venmans furent pour beaucoup dans le développement d'un club de football à Mauléon.

Référence

1. J. Rocafort, *Avant oubli. Soldats et civils de la Côte basque durant la Grande Guerre.* Ed. Atlantica, Biarritz (1997).

Les femmes remplacent les hommes dans les travaux des champs (Source : ECPAD : Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense).

Les femmes remplacent les hommes… Ici, ce sont les « wattwomen » (à Bordeaux), ainsi dénommées car elles conduisent des tramways électriques (Source : *1914-1918. Notre région dans la guerre*. Hors-série de « Sud-Ouest », février 2014).

Les femmes remplacent les hommes… Ici, ce sont les « munitionnettes », à la fabrication de douilles pour cartouches de fusil à l'arsenal de Toulouse (1917).

Des hôpitaux de fortune sont organisés partout à l'arrière. Ici, à Larressore (Basses-Pyrénées, près de Cambo-les-bains), ce sont des blessés gazés qui sont soignés. Le bon air du Pays basque y était déjà reconnu et apprécié.

Billet 6 *(15 février 2014)*

« A mon commandement ! »

Comme toutes les guerres, la première guerre mondiale a fait la part belle aux dirigeants politiques et militaires du moment. D'ailleurs, tous nos livres d'histoire sont émaillés de noms de généraux, généralissimes, maréchaux… Ils ont aussi laissé leurs noms à des rues ou places de nos villes. En y pensant, viennent à l'esprit, en rafale : Clémenceau, Jaurès, Poincaré, Barthou, Caillaux, Doumergue (pour les hommes politiques), Foch, Joffre, Gallieni, de Castelnau, Lanrezac, Lyautey, Nivelle, Franchet d'Esperey, Pétain

(pour les militaires). Notre « Grand Sud-Ouest »[14], au sens large, a été associé, d'une manière ou d'une autre, à ces personnalités. Voyons brièvement ce qu'il en est.

- Militaires

F. Foch est né à Tarbes ; une avenue porte son nom à Bayonne, Toulouse, Tarbes, etc. Il y a un « Lycée Foch » à Rodez. **J. Joffre** est né à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) ; un collège à Rivesaltes et un lycée à Montpellier portent son nom. **J. Gallieni** est né à St Béat (Haute-Garonne) ; il y a un « lycée Gallieni » à Toulouse. **E. de Castelnau** est né en Aveyron et mort à Montastruc-la-Conseillère (Haute-Garonne) ; il perdit trois fils lors de la première guerre mondiale[15]. **L. Franchet d'Esperey** est mort à Saint-Amancet (Tarn) ; il perdit son fils et son frère pendant la Grande Guerre. **R. Nivelle** est né à Tulle[16]. **H. Lyautey**, qui fut ministre de la guerre lors de la première guerre mondiale, est, lui, davantage lié au Maroc. Un lycée porte son nom à Casablanca. Nos souvenirs d'enseignement d'histoire en école primaire nous rappellent qu'il y avait une ville du Maroc dénommée Port-Lyautey, à une trentaine de kilomètres au nord de Rabat ; elle s'appelle maintenant Kenitra. Notre instituteur à l'école primaire de garçons d'Hasparren, L. Ayerza, que j'ai déjà évoqué lors d'un billet précédent, avait une vénération pour lui ; il lui attribuait cette phrase, que, ma foi, je trouve très juste : « *quand on est pressé, il faut aller lentement…* ». J'évoquerai plus loin le général **Ch. Lanrezac.**

Ont-ils été de bons dirigeants militaires ? C'est aux historiens et aux experts de juger… Leurs avis ont d'ailleurs évolué, au fur et à mesure que les archives ont été dévoilées, et ils ne sont pas toujours d'accord. Certains de ces généraux étaient « pour l'offensive jusqu'à l'excès » (Joffre), d'autres pour « une défense offensive » (Lanrezac, Pétain). Ils avaient en tout cas une lourde responsabilité, celle de gérer ce que certains appelaient de manière cynique « la chair à canon » ou « le combustible humain ».

Je reste un peu perplexe en voyant qu'on a donné ces noms de militaires à des établissements d'éducation (collèges, lycées) ; ils auraient été plus appropriés pour des casernes ou zones militaires… Mais cela témoigne encore une fois de l'impact de la première guerre mondiale et de ses « gloires » sur toute la vie du XXe siècle.

- Hommes politiques

Comment ne pas évoquer dans cette rubrique Jaurès ? **J. Jaurès** naquit à Castres et fut assassiné à Paris à la veille du déclenchement de la guerre (le 31 juillet 1914). Plusieurs rues, places ou établissements scolaires portent son nom. J'ai même connu des collègues scientifiques russes dont le prénom était Jaurès. **G. Doumergue** est né à Aigues-Vives dans le Gard. **L. Barthou**, né à Oloron (Béarn), a laissé son nom à un lycée

---

[14] Comme dans un billet précédent, j'entends par « Grand Sud-Ouest » la réunion des trois régions administratives que sont Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon.

[15] Voir le texte de P.Lile dans ce même volume.

[16] Gamin, j'ai connu une ritournelle de cour de récréation : « *Nivelle, ce chien qui fuit quand on l'appelle…* » ; mais ce n'est pas de ce général honni qu'il s'agit.

de Pau. Sa femme s'était occupée, comme infirmière-en-chef, de l'hôpital de fortune de Larressore dont une photo figure plus haut.

- Lanrezac : une anecdote personnelle

Quand j'ai passé le Baccalauréat, les épreuves orales étaient obligatoires, même si on avait de bonnes notes aux épreuves écrites, et ces oraux se déroulaient à Pau (chef-lieu du département). Parmi les matières des épreuves orales figurait l'histoire-géographie, dont le programme comprenait précisément la première guerre mondiale… Je tombe sur ce sujet, que je connaissais bien car j'avais déjà du goût pour l'histoire, et je déroule mes connaissances, en évoquant notamment *« les coups de boutoir du général Lanrezac »* (je reprenais de tête ce qui figurait textuellement dans mon cours d'histoire). Là, l'examinateur m'arrête et me pose la question suivante : *« connaissez-vous un descendant du général Lanrezac ? »*. J'étais bien en peine pour répondre, mais ce fut l'occasion pour l'examinateur de le faire : *« un descendant du général Lanrezac est Roger Lanzac… »*. R. Lanzac, qui avait donc raccourci son nom, était à l'époque un animateur de télévision et radio ; il fut aussi très populaire avec ses émissions à Télé-Dimanche, sans oublier le fameux « Jeu des mille francs ». Un « cirque R. Lanzac » sillonne toujours, en 2014, les routes de France.

Billet 7 *(1er mars 2014)*

« Les nouvelles…, quelles nouvelles ? »

Au début du XXe siècle et quand la guerre éclate, la presse écrite est, pour l'essentiel, le seul moyen de diffusion de l'information. Elle reste peu lue, mais un journal acheté transite par plusieurs lecteurs ou familles. Qu'en est-il de cette presse au début et pendant la guerre ?[17]

- Au niveau national. Dans sa très grande majorité, la presse nationale est servile et censurée. En relisant certains des titres ou articles de cette époque, on reste abasourdi devant les inexactitudes publiées, les énormités véhiculées, le ton guerrier et cocardier adopté, bref tout ce qui ressort du « bourrage de crâne ». Par exemple, la presse française est la seule en Europe qui ne publie pas les pertes de guerre. Dans *Le Temps* du 4 août 1914 on peut lire l'énormité suivante : *« Les statistiques des dernières guerres montrent que plus les armes se perfectionnent, plus les pertes diminuent »* (!). En 1918, lorsque ladite grippe espagnole frappera la France (le canton d'Hasparren ne fut pas épargné, le Sud-Ouest non plus), les données relatives aux décès seront tenues secrètes pour ne pas informer du fait que l'armée pouvait être affaiblie. Les soldats au front se plaindront à

[17] Voir aussi le texte de J. Arlet dans ce même volume.

travers leurs écrits de ce « bourrage de crâne », eux qui sont confrontés à la dure réalité des combats. Ils créeront d'ailleurs leurs propres journaux. Ce n'est pas un hasard si le *Canard enchaîné* est fondé à cette époque, en septembre 1915.

Il s'agit, pour les autorités du pays, de ne pas affaiblir le moral de l'armée et de la population civile… L' « espionnite » est présente partout, surtout en début de conflit ; des centaines de censeurs sont recrutés.

- Sur la Côte Basque. Quelques journaux sont publiés à Bayonne et Biarritz, ils ont toutefois un périmètre de diffusion et un lectorat bien limités ; en particulier, peu sont diffusés vers l'intérieur du pays. Au Pays basque, c'est l'hebdomadaire *Eskualduna* qui domine (rédigé un peu en français, essentiellement en basque). Son cas mérite un regard particulier.

- L'hebdomadaire Eskualduna[18]. Cet hebdomadaire, d'obédience catholique nette, est l'élément de presse écrite le plus diffusé au Pays basque, non seulement par abonnements mais surtout parce qu'il est vendu au sortir des églises le dimanche. Au début et pendant la Grande Guerre, il aura plus de 7 000 acheteurs réguliers. Un des rédacteurs proéminents est le chanoine Jean Hiriart-Urruty (1859-1915)[19], souvent appelé par son prénom en basque Manez (ou Manex), originaire de la maison Joanes-Ederraenia au quartier Hasquette, mon grand-oncle paternel en fait. Il « tiendra » l'hebdomadaire jusqu'à sa mort en 1915. C'était un redoutable polémiste, à la plume facile et acérée. Il n'empêche que c'était aussi un sectaire de premier ordre : il en avait contre les juifs, les francs-maçons,… bref contre tout ce qui n'allait pas dans le même sens que lui (du point de vue religieux et politique). Une volumineuse thèse a été récemment consacrée au suivi de la première guerre mondiale dans *Eskualduna* (réf. [1]) ; elle comprend plus de 700 pages et est rédigée en basque. On peut espérer qu'un livre plus réduit en volume, qui en retiendrait l'essentiel, pourra être diffusé. En attendant, le lecteur pourra se contenter de lire le résumé d'une trentaine de pages qui peut être téléchargé à partir du dernier onglet des archives internet où est déposée la thèse. Pendant toute la guerre, l'hebdomadaire, publié en deux grands feuillets, consacrera tous ses articles ou presque à la guerre. Un censeur, lisant le basque, avait été désigné pour le surveiller ; il n'a pas vraiment eu besoin d'intervenir… L'attitude du journal était ultra-patriotique, anti-allemande, et d'un parti pris religieux des plus manichéens.

---

[18] On écrirait aujourd'hui *Euskalduna* (= *Le Basque*). Fondé en 1887, il va durer jusqu'en 1944 ; il fut interdit à la Libération en raison de ses prises de position pro-Vichy et pro-allemandes. L'hebdomadaire basque qui a pris la suite est *Herria ;* il est tiré aujourd'hui à environ 3 000 exemplaires. Abonné de longue date, c'est avec plaisir que je le reçois chez moi, près de Toulouse, chaque semaine (généralement la semaine suivant sa parution le jeudi, toutefois).

[19] On le confond parfois, y compris dans les références de *Wikipédia*, avec un autre abbé Jean Hiriart-Urruty (1927-1990), de la maison voisine *Abituenea* au quartier Hasquette (de Hasparren), lié par parenté avec la famille de *Joanes-Ederraenia*. Celui-ci dirigera à son tour, dans les années 1960, l'hebdomadaire *Herria.*

Voici des exemples de thèmes défendus : *« les basques sont de bons français et de bons soldats », « la guerre est une punition de Dieu », « Dieu est du côté des français », « les allemands sont des dégénérés, des moins que rien », « nos armes sont supérieures aux armes allemandes »*. Parfois, il s'agit de moqueries sur les noms des dirigeants allemands ; ainsi le ministre Hohenhorn, que Manez Hiriart-Urruty fustige en *Adar gorak* (= les cornes hautes)[20]. D'autres fois, il se réfère à des choses que les lecteurs, paysans pour beaucoup, connaissent, les animaux par exemple. En voici une phrase, tirée de l'éditorial du 23 juillet 1915 (réf. [2]) ; il s'agissait de commenter les coups de boutoir de l'armée allemande et de l'échec que Manez lui prédisait : *« Emak hor, marroa, koska eta koska, higatuko zaizkik adarrak gu garaitu baino lehen » (= « Vas-y, mon bélier, cogne, cogne, tu vas t'user tes cornes avant de nous battre »).* Avec les éditoriaux et les nouvelles locales, l'hebdomadaire publiait des nouvelles envoyées du front par les soldats du Pays basque. Parmi ces personnes qui écrivaient, un autre hazpandar, Pierre Duhour (1890-1968), alors engagé dans la Marine.

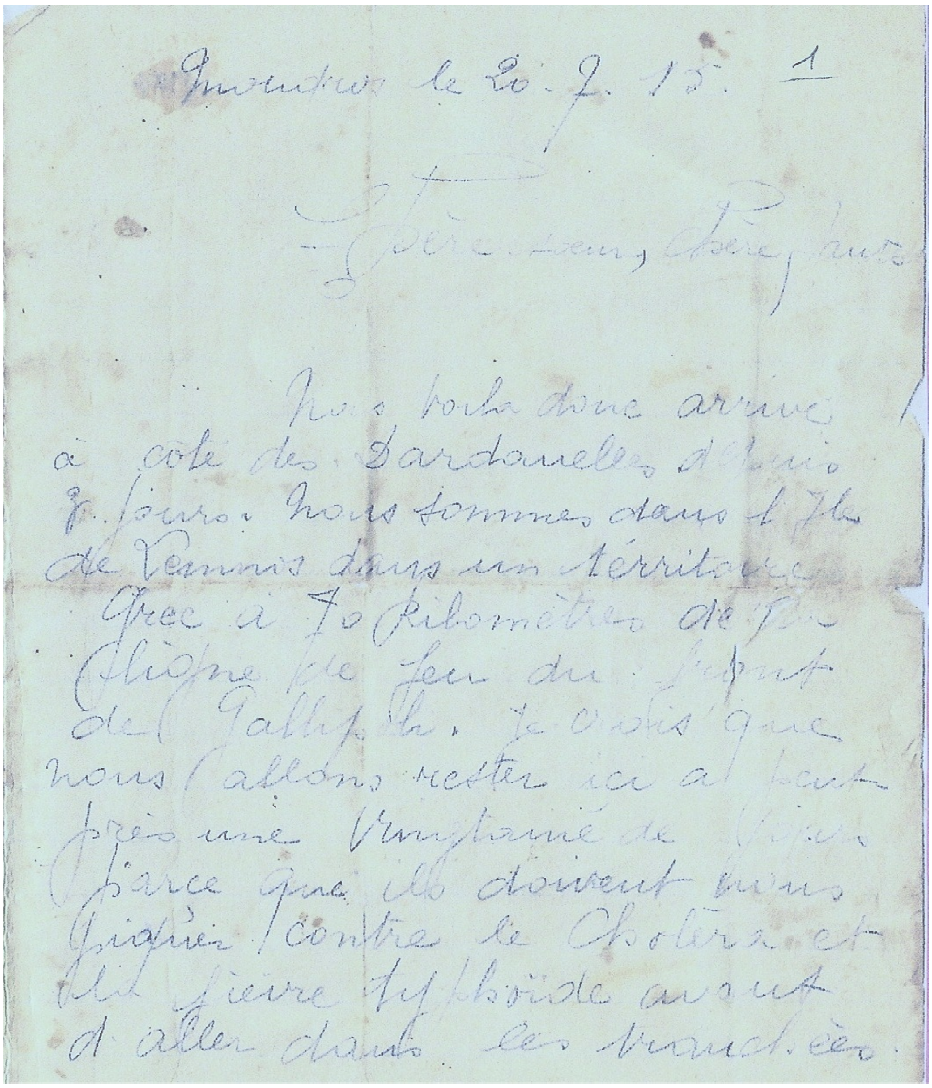
- Les hazpandars dans la presse basque. L'évocation de cette période douloureuse qui va marquer et conditionner tout le XXe siècle est l'occasion de rappeler le rôle primordial que les hazpandars ont joué dans l'écriture journalistique basque depuis un siècle : outre les deux Jean Hiriart-Urruty et Pierre Duhour mentionnés au-dessus, il y a P. Xarriton (1921-) et Janbattitt Dirassar (1937-), qui écrit dans *Herria* depuis une cinquantaine d'années. Ce dernier est originaire du quartier Celhay mais a des racines à Hasquette par sa mère. Je terminerai donc cette note par un clin d'œil un peu chauvin, en disant qu'Hasparren, et plus particulièrement son quartier Hasquette, a fourni au journalisme et à la presse basques plus que tout autre commune.

Références

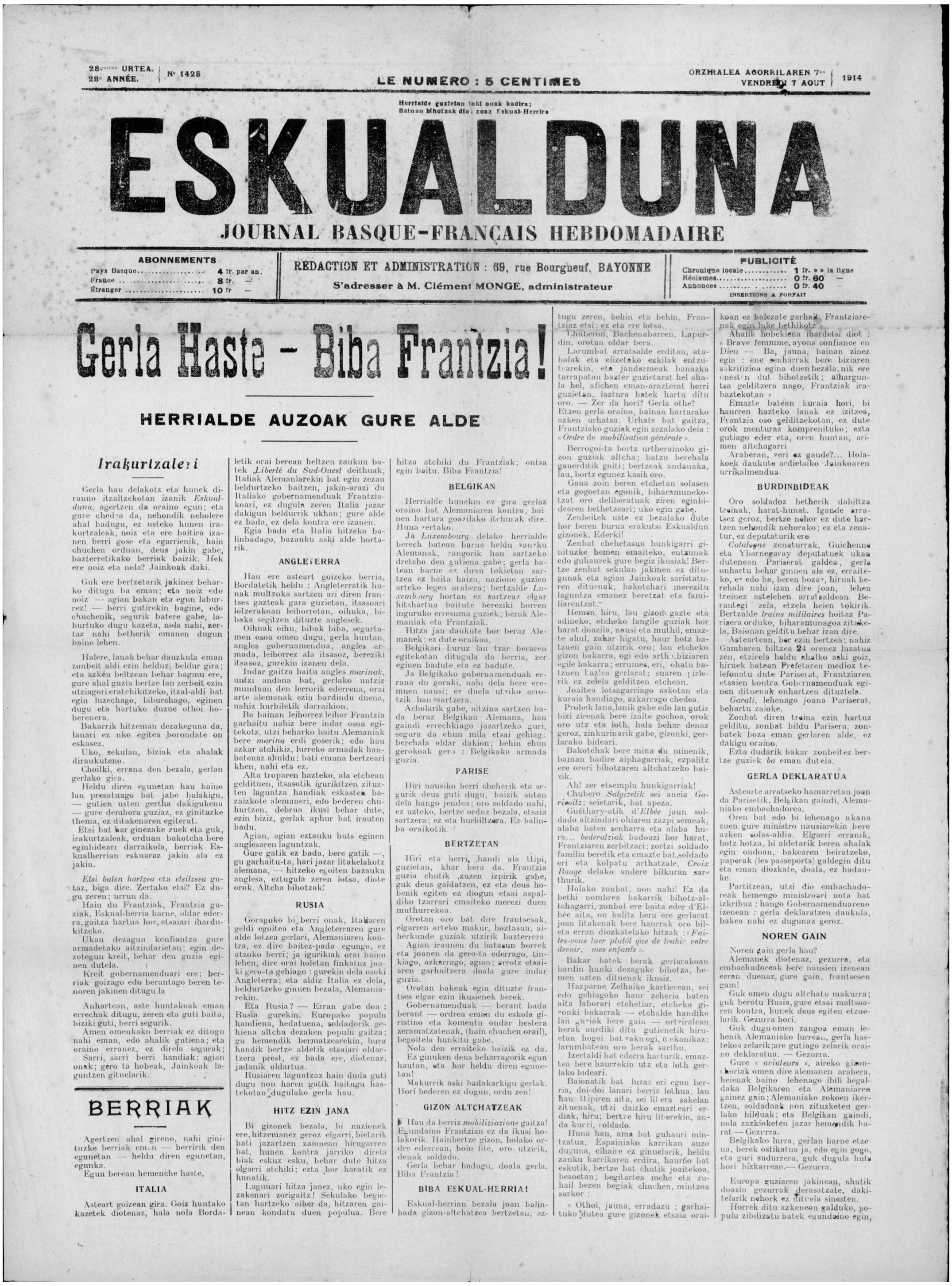
1. E. Videgain, *La première guerre mondiale dans l'hebdomadaire Eskualduna.* Thèse de doctorat soutenue en 2012 auprès de l'université de Bordeaux III.

2. Jean Hiriart-Urruti, *Ni kazeta-egilea naiz ; Artikulu, Berri, Ixtorio* . Edité par X. Altzibar, Bilbao Bizkaia Kutxa Fundazioa (2004).

[20] Manez Hiriart-Urruty connaissait l'allemand, qu'il enseignait… Il s'en est servi dans ses écrits pour ironiser sur les noms. Il est intéressant d'observer que Manez Hiriart-Urruty et Jean Jaurès avaient quelques similitudes : nés la même année (en 1859), morts à une année d'intervalle (en 1914 et en 1915), tous les deux férus de philosophie et d'allemand qu'ils enseignaient, journalistes et écrivant beaucoup, attachés à leurs régions d'origine et à leur spécificités,... mais pas du même bord politique. Se sont-ils rencontrés lors du séjour de Jaurès en Pays Basque en 1911 ? Nous n'en savons rien.



Lettre d'un hazpandar, qui sera tué l'année suivante, datée du 20 juillet 1915 : « *Nous voila donc arrivés du côté des Dardanelles depuis 3 jours…* »



28garren URTEA. 28e ANNÉE. | No 1425 | LE NUMERO : 5 CENTIMES | ORZIRALEA AGORRILAREN 7an VENDREDI 7 AOUT | 1914

Herrialde guzietan toki onak badira;
Bainan bihotzak dio : zoaz Eskual-Herrira

ESKUALDUNA

JOURNAL BASQUE-FRANÇAIS HEBDOMADAIRE

ABONNEMENTS
Pays Basque.................. 4 fr. par an.
France....................... 8 fr. —
Étranger..................... 10 fr —

RÉDACTION ET ADMINISTRATION : 69, rue Bourgneuf, BAYONNE
S'adresser à M. Clément MONGE, administrateur

PUBLICITÉ
Chronique locale........... 1 fr. » » la ligne
Réclames................... 0 fr. 60 —
Annonces................... 0 fr. 40 —
INSERTIONS A FORFAIT

Gerla Haste - Biba Frantzia!

HERRIALDE AUZOAK GURE ALDE

Irakurtzaleri

Gerla hau delakotz eta hunek dirauno itzaltzekotan izanik *Eskualduna*, agertzen da oraino egun; eta gure chedea da, nehondik neholere ahal badugu, ez usteko hunen irakurtzaleak, noiz eta ere baitira izanen berri gose eta egarrienik, hain chuchen orduan, deus jakin gabe, bazterretikako berriak baizik. Hek ere noiz eta nola? Jainkoak daki.

Guk ere bertzetarik jakinez beharko ditugu ba eman; eta noiz edo noiz — agian bakan eta egun laburrez! — berri gutirekin bagine, edo chuchenik, segurik batere gabe, laburtuko dugu kazeta, nola nahi, zertaz nahi betherik emanen dugun baino lehen.

Halere, lanak behar dauzkula eman zonbeit aldi ezin helduz, beldur gira; eta azken beltzean behar baginu ere, gure ahal guzia bertze lan zerbeit ezin utziagori eratchikitzeko, itzal-aldi bat egin luzechago, laburchago, eginen dugu eta hartuko duzue othoi hoberenera.

Bakarrik hitzeman dezakeguna da, lanari ez uko egitea borondate on eskasez.

Uko, sekulan, biziak eta ahalak diraukuteno.

Choilki, errana den bezala, gerlan gerlako gisa.

Heldu diren egunetan hau baino lan presatuago bat jabe balakigu, — gutien usten gertha dakigukena — gure dembora guziaz, ez ginitazke thema, ez ditakenaren egiterat.

Etsi bat har ginezake zuek eta guk, irakurtzaleak, orduan bakotcha bere eginbideari darraikola, berriak Eskualherrian eskuaraz jakin ala ez jakin.

Etsi baten hartzea eta *etsitzea* gutaz, biga dire. Zertako etsi? Ez dugu zeren; urrun da.

Hain du Frantziak, Frantzia guziak, Eskual-herria barne, oldar ederra, gaitza hartua hor, etsaiari ihardukitzeko.

Ukan dezagun konfiantza gure armadetako aitzindarietan; egin dezotegun kreit, behar den guzia eginen dutela.

Kreit gobernamenduari ere; berriak goizago edo berantago beren tenoren jakinen ditugu.la

Anhartean, aste huntakoak eman errechak ditugu, zeren eta guti baita, biziki guti, berri segurik.

Amen omenkako berriak ez ditugu nahi eman, edo ahalik gutiena; eta oraino erranez, ez direla segurak;

Sarri, sarri berri handiak; agian onak; gero ta hobeak, Jainkoak laguntzen gituelarik.

BERRIAK

Agertzen ahal gireno, nahi ginituzke berriak eman — berririk den egunetan — heldu diren egunetan, egunka.

Egun berean hemenche haste,

ITALIA

Asteart goizean gira. Goiz huntako kazetek diotenaz, hala nola Bordaletik orai berean heltzen zaukun batek „*Liberté du Sud-Ouest* deithuak, Italiak Alemaniarekin bat egin zezan beldurtzeko baitzen, jakin-arazi du Italiako gobernamenduak Frantziakoari, ez dugula zeren Italia jazar dakigun beldurrik ukhan; gure alde ez bada, ez dela kontra ere izanen.

Egia bada eta Italia hitzeko balinbadago, bazauku aski alde hortarik.

ANGLETERRA

Hau ere asteart goizeko berria, Bordatetik heldu : Angleterratik hunak multzoka sartzen ari diren frantses gazteak gara guzietan, itsasoari lotzerakoan leihorretan, oihuka, bibaka segitzen dituzte anglesek.

Oihuak oihu, bibak biba, segurtamen osoa omen dugu, gerla huntan, angles gobernamendua, angles armada, leihorrez ala itsasoz, bereziki itsasoz, gurekin izanen dela.

Indar gaitza baitu angles *marinak*, untzi andana bat, gerlako untziz munduan den lerrorik ederrena, orai arte alemanak ezin bardindu duena, nahiz hurbiletik darraikion.

Ba bainan leihorrez leihor Frantzia garhaitu nahiz bere indar osoa egitekotz, utzi beharko baitu Alemaniak bere *marina* erdi goserik; edo hau azkar atchikiz, lurreko armadak hanbatenaz abuldu; bati emana bertzeari khen, nahi eta ez.

Alta troparen hazteko, ala etchean gelditnen, itsasotik igurikitzen dituzten laguntza handiak eskasten bazaizkote alemaneri, edo bederen chuhurtzen, debrua ikusi behar dute, ezin biziz, gerlak aphur bat irauten badu.

Agian, agian eztauku huts eginen anglesaren laguntzak.

Gure gatik ez bada, bere gatik —, gu garhaitu-ta, hari jazar litakelakotz alemana, — hitzeko egoiten bazauku anglesa, eztugula zeren lotsa, diote orok. Altcha bihotzak!

RUSIA

Goragoko bi berri onak, Italiaren geldi egoitea eta Angleterraren gure alde lotzea gerlari, Alemaniaren kontra, ez dire baitez-pada egungo, ez atzoko berri; ja igurikiak orai baino lehen, dire orai holetan finkatuz joaki gero-ta gehiago : gurekin dela osoki Angleterra; eta aldiz Italia ez dela, beldurtzeko ginuen bezala, Alemaniarekin.

Eta Rusia? — Erran gabe doa : Rusia gurekin. Europako populu handiena, hedatuena, soldadorik gehiena altcha dezaken populu gaitza; gu hemendik bermatzearekin, hura handik bertze aldetik etsaiari oldartzera prest, ez bada ere, diotenaz, jadanik oldartua.

Rusiaren laguntzaz hain duda guti dugu non haren gatik baitugu hastekotan dugulako gerla hau.

HITZ EZIN JANA

Bi gizonek bezala, bi nazionek ere, hitzemanez geroz elgarri, bietarik bati jazartzen zaionean hirugarren bat, hunen kontra jarriko direla biak eskuz esku, behar dute hitza elgarri atchiki; ezta hor haratik ez hunatik.

Lagunari hitza janez, uko egin lezakenari zorigaitz! Sekulako begietan hartzeko aiher da, hitzaren gainean kondatu duen populua. Bere hitza atchiki du Frantziak; ontsa egin baitu. Biba Frantzia!

BELGIKAN

Herrialde hunekin ez gira gerlaz oraino bat Alemaniaren kontra, bai nen hartara goazilako itchuiak dire. Huna zertako.

Ja *Luxembourg* delako herrialde berech batean barna heldu zauzku Alemanak, zangorik han sartzeko dretcho den gutiena gabe; gerla batean barne ez diren tokietan sartzea ez baita haizu, nazione guzien arteko legen arabera; bertzalde *Luxembourg* hortan ez sartzeaz elgar hitzhartua baitute bereziki horren inguruko erresuma guziek; berak Alemaniak eta Frantziak.

Hitza jan daukute hor beraz Alemanek; ez dute oraikoa.

Belgikari buruz lan tzar beraren egitekotan ditugula da berria, zer eginen badute eta ez badute.

Ja Belgikako gobernamenduak errana du goraki, nahi dela bere eremuen nausi; ez duela utziko arrotzik han sartzera.

Acholarik gabe, aitzina sartzen bada beraz Belgikan Alemana, han gaindi errechkiago jazartzeko guri, segura da ehun mila etsai gehiago berehala oldar dakion; behin ehun gerokoak gero : Belgikako armada guzia.

PARISE

Hiri nausiko berri cheherik eta segurik deus guti dugu, baizik sutan dela hango jendea; oro soldado nahi, ez uzteko, bertze orduz bezala, etsaia sartzera; ez eta hurbiltzera. Ez balinba oraikotik.

BERTZETAN

Hiri eta herri, handi ala ttipi, guzietan, khar bera da. Frantzia guzia chutik ,zuzen izpirik gabe, guk deus galdatzen, ez eta deus hobenik egiten ez diogun etsai aspaldiko tzarrari emaiteko merezi duen muthurrekoa.

Orotan oro bat dire frantsesak, elgarren arteko makur, hoztasun, aiherkunde guziak utzirik bazterrera.

Agian iraunen du batasun horrek eta joanen da gero-ta ederrago, tinkiago, azkarrago, agian; arrotz etsaiaren garhaitzera doala gure indar guzia.

Orotan bakeak egin dituzte frantses elgar ezin ikusienek berek.

Gobernamenduak — berant bada berant — ordrea eman du eskola giristino eta komentu ondar hestera zeramatzatenak, (hain chuchen orai!), begoitela hunkitu gabe.

Nola den erraiteko baizik ez da.

Ez ginuken deus beharragorik egun hautan, eta hor heldu diren egunetan!

Makurrik aski badakarkigu gerlak. Hori bederen ez dugun, ordu zen!

GIZON ALTCHATZEAK

Hau da berriz *mobiliziazione* gaitza! Egundaino Frantzian ez da ikusi holakorik. Hainbertze gizon, holako ordre ederrean, hoin fite, oro utzirik, denak soldado.

Gerla behar badugu, doala gerla. Biba Frantzia!

BIBA ESKUAL-HERRIA!

Eskual-herrian bezala joan balinbada gizon-altchatzea bertzetan, eztugu zeren, behin eta behin, Frantziaz etsi; ez eta ere lotsa.

Chuberon, Bachenabarren, Lapurdin, orotan oldar bera.

Larumbat arratsalde erditan, atabalak eta elizetako ezkilak entzutearekin, eta jandarmeak banazka tarrapatan bazter guzietarat hel ahala hel, afichen eman-arazterat herri guzietan, laztura batek hartu ditu oro. — Zer da hori? Gerla othe? Etzen gerla oraino, bainan hartarako azken urhatsa. Urhats bat gaitza, Frantziako guziak egin zezalako deia : « *Ordre* de *mobilisation générale* ».

Berrogoi-ta bortz urtherainoko gizon guziak altcha; batzu berehala gauerditik goiti; bertzeak andanaka, lau, bortz egunez kasik oro.

Gaua zoin beren etchetan solasen eta gogoetan egonik, biharamunekotzat oro deliberatuak ziren eginbidearen bethetzeari; uko egin gabe.

Zenbeitek uste ez bezalako dute hor beren burua erakutsi Eskualdun gizonek. Ederki!

Zenbat chehetasun hunkigarri ginituzke hemen emaiteko, entzunak edo guhaurek gure begiz ikusiak! Bertze zenbat sekulan jakinen ez ditugunak eta agian Jainkoak saristaturen dituenak, bakotchari merezitu laguntza emanez beretzat eta familiarentzat.

Hemen hiru, lau gizon gazte eta adineko, etcheko langile guziak hor harat doazila, nausi eta muthil, emazte ahul, zahar higatu, haur hotz batzuen gain utzirik oro; lan etcheko gizon bakarra, ogi edo artho biziaren egile bakarra; errumes, eri, ohatu batzuen hazlea gerlarat; suaren izlerik ez zeiela gelditzen etchean.

Joaitea lotsagarriago askotan eta kuraia handiago, azkarrago chedea.

Probek lana,lanik gabe edo lan gutiz bizi zirenak bere izaite gochoa, orok oro utz eta loth, hala behar denaz geroz, zinkurinarik gabe, gizonki, gerlarako bideari.

Bakotchak bere mina du minenik, bainan badire aiphagarriak, ezpalitz ere orori bihotzaren altchatzeko baizik.

Ah! zer etsemplu hunkigarriak!

Chubero *Salgizetik* sei aneia *Garisoitz*; seietarik, bat apeza.

Guéthary-atik d'*Elbée* jaun soldado aitzindari ohiaren zazpi semeak, alaba baten senharra eta alaba hura... *bederatziak* badoazi hor harat, Frantziaren zerbitzari; zortzi soldado familia beretik eta emazte bat,soldado eri eta kolpatu arthatzale, *Croix Rouge* delako andere bilkuran sarthurik.

Holako zonbat, non nahi! Ez da bethi nombrea bakarrik bihotz-altchagarri, zonbat ere baita eder d'Elbée aita, on balitz bera ere gerlarat joan litakenak bere haurrak oro bileta erran diozkatelako hitzak : « *Faites-vous tuer plutôt que de trahir votre devoir, mes enfants* ».

Bakar batek berak gerlarakoan bardin hunki dezaguke bihotza, hemen uzten dituenak ikusiz.

Hazparne Zelhaiko kartierean, sei edo gehiagoko haur zeheria baten aita laborari etchetiar, etcheko gizonki bakarrak — etchalde handiko lan guziak bere gain — ortziralean berak aurdiki ditu gutienetik hiruetan hogoi bat zaku ogi, mekanikaz; larumbatean oro berak sarthu.

Izertaldi bat ederra harturik, emaztea bere haurrekin utz eta loth gerlako bideari.

Baionatik bat luzaz eri egon berria, doi-doi lanari berriz lothua, lau haur ttipiren aita, sei libera sakelan zituenak, utzi daizko emazteari erdiak, hiru; bertze hiru liberekin, anda kurri, soldado.

Huna hau, ama bat guhauri mintzatua, Espainiako karrikan auzo duguna, elhaire ez ginuelarik, heldu zauku karrikaren erdira, haurño bat eskutik, bertze bat chutik joaitekoa, besoetan; begitartea mehe eta zuhail bezen begiak chuchen, mintzoa sarkor :

« Othoi, jauna, erradazu : garhaituko dutea gure gizonek etsaia oraikoan ez balezate garhait, Frantziarenak egin luke bethikotz »

Ahalik hobekiena ihardetsi diot : « Brave femmme, ayons confiance en Dieu — Ba, jauna, bainan zinez egia : ene senharrak bere biziaren sakrifizioa egina duen bezala, nik ere onesten dut bihotzetik; alharguntsa gelditzera nago, Frantziak irabaztekotan »

Emazte batean kuraia hori, bi haurren hazteko lanak ez izitzea, Frantzia oso gelditzekotan, ez dute orok menturaz kompreniituko; ezta gutiago eder eta, oren huntan, arimen altchagarri

Araberan, zeri ez gaude?... Holakoek daukute ardietsiko Jainkoaren urrikalmendua.

BURDINBIDEAK

Oro soldadoz betherik dabiltza treinak, harat-hunat. Igande arratsez geroz, bertze nehor ez dute hartzen nehondik nehorako; ez eta zenatur, ez deputaturik ere.

Catalogne zenaturrak, Guichenne eta Ybarnegaray deputatuek ukan dutenean Pariserat galdea, gerla onhartu behar ginuen ala ez, erraiteko, ez edo ba, beren bozaz, hiruak berehala nahi izan dire joan, lehen treinez astelehen arratsaldean. Berantegi zela, etzela heien tokirik. Bertzalde *trains militaires* hoitaz Parisera orduko, biharamunagoa zitakela, Baionan gelditu behar izan dire.

Asteartean, bar ezin bertzea; nahiz Gambaren biltzea 24 orenez luzatua zen, etzirela heldu ahalko aski goiz, hiruek batean Prefetaren medioz telefonatu dute Pariserat, Frantziaren etsaien kontra Gobernamenduak eginen dituenak onhartzen dituztela.

Garati, lehenago joana Pariserat, behartu zaioke.

Zonbat diren treina ezin hartuz gelditu, zonbat bildu Parisera, zonbatek boza eman gerlaren alde, ez dakigu oraino.

Ezta dudarik bakar zonbeitez bertze guziek ba eman duteia.

GERLA DEKLARATUA

Astearte arratseko hamarretan joan da Parisetik, Belgikan gaindi, Alemaniako embachadorea.

Oren bat edo bi lehenago ukana zuen gure ministro nausiarekin bere azken solas-aldia. Elgarri erranik, hotz hotza, bi aldetarik beren ahalak egin ondoan, bakearen beiratzeko, paperak (les passeports) galdegin ditu eta eman diozkate, doala, ez badauke.

Partitzean, utzi dio embachadoreak hemengo ministroari nota bat izkribuz : hango Gobernamenduareno izenean : gerla deklaratzen daukula, bakea nahi ez dugunaz geroz.

NOREN GAIN

Noren gain gerla hau?

Alemanek diotenaz, gezurra, eta embachadoreak bere nausien izenean erran duenaz, gure gain, frantsesen gain!

Guk omen dugu altchatu makurra; guk berotu Rusia, gure etsai maltsoaren kontra, hunek deus egiten etzuelarik. Gezurra hori.

Guk dugu omen zangoa eman lehenik Alemaniako lurrean, gerla hastekoa zelarik;are gutiago zelarik oraino deklaratua. — Gezurra.

Gure « *aviateurs* », aireko gizonchoriak omen dire alemanen arabera, heienak baino lehenago ibili hegaldaka Belgikaren eta Alemaniaren gainez gain; Alemaniako zokoen ikertzen, soldadoak non zituzketen gerlako bilduak; eta Belgikan gaindi, nola zazkioketen jazar hemendik barat — Gezurra.

Belgikako lurra, gerlan barne etzena, berek ostikatua ja, edo egin gogo, eta guri sudurrera, guk dugula huts hori bizkarrean.— Gezurra.

Europa guziaren jakinean, chutik doazin gezurrak derasatzate, dakitelarik nehork ez ditela sinesten.

Horrek ditu azkenean galduko, populu zibilizatu batek egundaino egin,

Première page de l'hebdomadaire *Eskualduna,* de la première semaine d'Août 1914 :
La guerre commence - Vive la France ! Les pays voisins sont avec nous.
Pourtant, l'Espagne n'entre pas en guerre, et l'Italie n'y entrera que l'année suivante.

Billet 8 *(15 mars 2014)*

« Mon cher papa… »

« *Mon cher papa,… Ma chère maman,… Mon cher petit,…* », c'est par ces phrases que débutaient souvent les lettres que lesdits « poilus » écrivaient du front à leurs familles restées au pays. Ces lettres, lourdes d'émotion, furent nombreuses et il en reste bien des traces encore aujourd'hui.

- Ecrire pendant la guerre. Les mobilisés font partie d'une génération qui a appris à lire et à écrire, fruit de l'école de la IIIe république. Certains sont plus à l'aise que d'autres, certains préfèrent écrire dans la langue ou patois de leur région ; par exemple, des lettres écrites en basque ne furent pas rares. Ce sera à peu près la même chose pour les prisonniers en Allemagne lors de la deuxième guerre mondiale. Que contiennent ces lettres ? Comme on s'en doute, les soldats donnent des nouvelles de leur santé, pas de la localisation de leur régiment (çà leur était interdit), demandent des nouvelles de leurs familles et s'inquiètent des travaux des champs et du bétail (n'oublions pas que la France de 14-18 est rurale et que beaucoup de ces appelés sont des travailleurs de la terre). Au fur et à mesure que la guerre s'avance, ils s'expriment sur l'absurdité de la situation, s'énervent contre les « planqués » et les « embusqués » à l'arrière, contre les ordres militaires et leurs chefs aussi… Beaucoup de recueils de ces lettres ont été publiées, il y en a sûrement d'autres classées dans les vieux papiers ou greniers des campagnes, au Pays basque notamment. Si vous entrez dans une librairie ces jours-ci, vous y verrez tout un étalage de rééditions de ces livres de lettres ou de témoignages. Je signale quelques titres en référence, en m'en tenant à des publications récentes.

Lire ces lettres est parfois difficile, bouleversant, insoutenable même… Imaginez-vous, jeune mobilisé, complètement perdu au bout de la France, couchant quelques mots sur un bout de papier : « *Mon cher papa…* ». Pire, imaginez un père ou une mère recevant un courrier avec les dernières nouvelles d'un fils… Parfois, c'est carrément un soldat qui va monter à l'assaut (avec de fortes chances d'y être tué) qui adresse ses dernières recommandations de conduite dans la vie au petit qu'il a laissé au foyer « *Mon cher petit…* ».

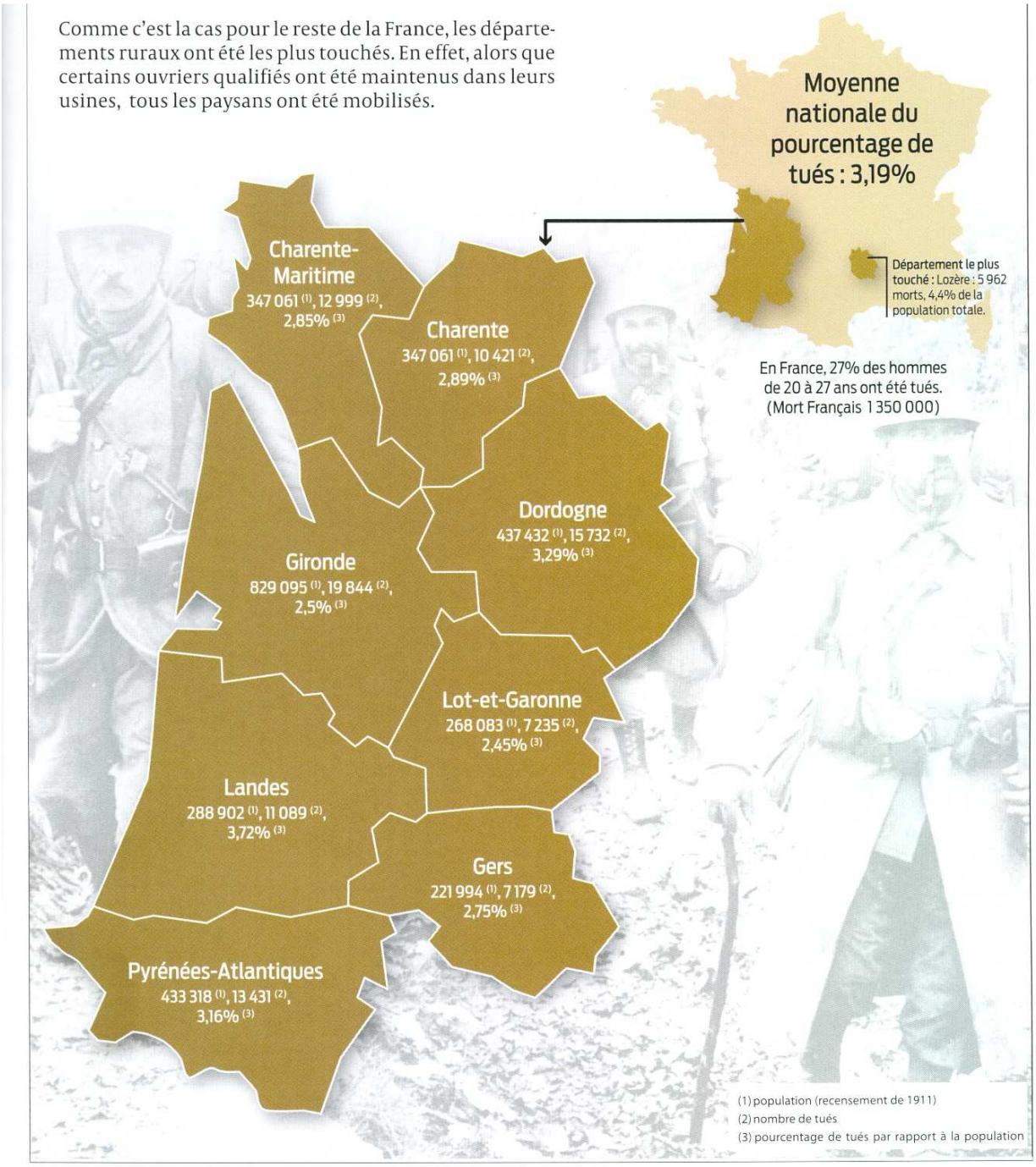
- Ecrire après la guerre. Certains de ceux qui sont revenus ont voulu témoigner une fois la guerre terminée, au retour dans leurs foyers ou pays ; parfois c'était bien des années après. Là, les écrits vont au-delà de simples témoignages vécus, les auteurs analysent les causes de la guerre (selon eux), expriment des rancoeurs contre les institutions (l'état, le clergé, des corps constitués), et tous parlent de l'horreur de cette guerre et s'interrogent si elle aurait pu être évitée (exemple de titre : « *Ah ! si on avait écouté Jaurès* »).

- Expression après la guerre. A leur retour, les « poilus » ne parlaient pas beaucoup de la guerre, ils en avaient trop souffert et, surtout, ils avaient en tête tous leurs camarades, des proches, tués au front… Ils étaient très assidus au travail de mémoire comme aux cérémonies de souvenirs. Comme on les comprend ! Par le brassage des populations issues de régions diverses, par l'ultranationalisme inculqué durant des années, ils étaient revenus avec une « francitude » accrue. Légalistes, ils étaient prêts à défendre l'Etat ou, du moins, l'ordre établi. A cet égard, il me revient à l'esprit l'anecdote suivante, et je termine ce billet là-dessus.

Lors des événements et des désordres de Mai 68, les étudiants étaient perçus comme des nantis et les protestataires comme des gauchos enragés. Je me souviens de ce patron de bar sur la route allant de chez moi vers le bourg à Hasparren, appelons-le B., vétéran de la première guerre mondiale, homme serviable mais bourru, commentant les manifestations de jeunes au Quartier Latin à Paris : *« Ah, si j'avais ma sulfateuse de 1914, je mettrais vite au pas ces jeunots ! »…* Le lecteur devinera ce que signifiait pour lui une « sulfateuse »…

Références

- *Jean, classe 1915 ou Lettres volées à l'oubli*, par R. Gau. Publié sous l'égide des Mémoires des Pays d'Oc (2011). Basé sur des documents authentiques qui retracent la vie d'un jeune méridional tué sur le front d'Artois à 20 ans.
- J.-P. Guéno, *Paroles de poilus (Lettres et carnets du front 14-18) ; Les poilus (Lettres et témoignages des Français dans la Grande Guerre)*. Livres réédités à l'occasion du centenaire ; Editions Librio. Ils sont « légers en poids et en prix » (3 euros).
- G. Sicard, *L. Sicard, un médecin toulousain. Des tranchées de l'Aisne aux monts de Champagne (1915-1918).* Lettres découvertes dans un carton au hasard d'un déménagement et publiées sous forme de livre en 2011.
- *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*. Editions La Découverte /Poche. Un grand classique, régulièrement réédité, en 2013 dernièrement.
- V. Bès, *Journal de route 14-18. Le carnet d'un soldat castrais de la Grande Guerre*. Publié en 2010. Excellent témoignage. Le jeune Victorin Bès ne se contente pas de décrire ; il avance son analyse des événements, marquée d'un humanisme laïque et jaurésien.
- H. Charbonnier, *Une honte pour l'humanité. Journal d'un soldat (mars 1916-septembre 1917).* Edhisto (2013).
- Ch. Patard, *Si on avait écouté Jaurès. Notes de guerre et correspondance 1914-1917.* Editions Privat (2014).
- *Le dégoût de la guerre de 1914*. Textes choisis et présentés par G. Heuré. Editions Mercure de France (2014).



Pourcentages de tués dans les départements d'Aquitaine (Source : *1914-1918. Notre région dans la guerre*. Hors-série de « Sud-Ouest », février 2014). A Hasparren, ce taux atteint 3,6%.

Billet 9 *(2 avril 2014)*

« La commémoration, comment s'y retrouver ?… »

Les manifestations liées à la commémoration de la Grande Guerre vont s'accélérer à l'approche du centenaire de la déclaration de la guerre au début du mois d'août, pour diminuer en intensité, sans doute, par la suite. Tout le monde s'y est mis : la presse écrite, les radios et télévisions, les maisons d'édition, etc. Comment s'y retrouver ? Nous donnons ici quelques pistes et points d'entrée, sans prétendre à l'exhaustivité.

- Le monde de l'édition. Plus de 200 ouvrages sur le sujet ont été ou vont être publiés, cela a commencé l'automne dernier. Si on veut s'en tenir à des livres comme je les affectionne, c'est-à-dire « légers en poids et en prix », je conseillerais ceux-ci :

J. Becker, *La grande guerre*, Collection « Que sais-je ? », Presses Universitaires de France, 2ème édition mise à jour en 2013

F. Pernot, 1914, *La fin d'un monde…*, Collection « Champion l'histoire », Editions Champion (2014)

ou bien, plus illustré,

J.-P. Verney, *La guerre 14-18*, Collection « Les mémos Gisserot », Editions J.-P. Gisserot (2014).

Pour des volumes plus volumineux et denses, s'en tenir aux historiens spécialistes du sujet, tels

P. Miquel, *Les Poilus*. Terre humaine, Editions Plon (2000). Réédité en 2013 dans la collection Pocket.

R. Cazals & A. Loez, *14-18, Vivre et mourir dans les tranchées*. Editions Tallandier (2012).

C. Prochasson, 14-18, *Retours d'expériences*, Collection « Texto, le goût de l'histoire ». Editions Tallandier (2008).

A côté d'ouvrages sérieux, par des historiens spécialistes du sujet, il y a aussi des livres écrits à la va-vite, sans vraie profondeur historique, tels

M. Gallo, *1914 : le destin du monde* et *1918 : la terrible victoire*, XO Editions (2013).

- La presse régionale. Voici, parmi d'autres, trois documents publiés par les quotidiens régionaux :

La Grande Guerre et le Grand Sud. Supplément de 28 pages de « La Dépêche du Midi », publié en janvier 2014.

1914-1918. Notre région dans la guerre. Hors-série de « Sud-Ouest », publié en février 2014.

V. Bernard, *Les Poilus du Sud-Ouest. Le 18ème corps dans la Grande Guerre*. Editions Sud-Ouest, 2014.

- Les sites internet. Comme cela fut indiqué dans le Billet 1, tous les documents collectés auprès des particuliers sont triés et classés au niveau national, puis seront mis à la disposition du public via internet sur le site :

http://www.europeana1914-1918.eu/fr.

Trois autres sites (au moins) sont d'intérêt pour quiconque veut entreprendre des recherches ou simplement consulter, les voici :

http://centenaire.org/fr ;

www.crid1418.org

(ce site propose des ressources et des textes permettant de poursuivre la réflexion, en particulier à travers un Dictionnaire en ligne de témoignages de 1914-1918) ;

http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr.

Je recommande plus particulièrement ce dernier site où, via l'onglet « Rechercher dans les bases nominatives », on peut retrouver trace des tués (de sa famille, de son voisinage, etc.). Enfin, je voudrais mentionner aussi le site de Pathé (distributeur britannique de films) qui a collecté des centaines de petits films muets sur la période 1914-1918 :

http://www.britishpathe.com (VW1-The Definitive Collection).

- La télévision. Les documentaires intitulés « *Apocalypse : la première guerre mondiale* » et diffusés trois semaines de suite, le mois dernier (en mars), le mardi soir sur France 2, ont connu un grand succès, ce qui n'est pas étonnant. Un documentaire fiction « *Qui a tué Jaurès ?* », tourné dans le Tarn et à Toulouse, sera diffusé sur France 5 en mai. Je ne doute pas que les chaînes de télévision continueront à diffuser des émissions de ce type.

- Près de chez nous.

- Exposition « *Les Basses-Pyrénées dans la Première Guerre Mondiale* », du 7 novembre 2014 au 23 janvier 2015, aux archives départementales à Bayonne. Cette exposition itinérante présentera la vie du département de 1914 à 1918, du départ des soldats aux commémorations de la guerre. Elle sera composée de panneaux reproduisant des documents d'archives.

- Exposition « *Bayonne pendant la Première Guerre Mondiale* », en mai 2014, à La Médiathèque de Bayonne.

- Chaque région ou commune participe à sa façon à la commémoration. En voici un exemple original : A la mairie de Bègles (Gironde), la dictée du Certificat d'Etudes sera proposée chaque année de 2014 à 2018 ; ce sera celle du millésime du siècle précédent. Première édition le 24 mai 2014. Dommage qu'on n'y ajoute pas l'examen dit « de calcul »… on aurait sans doute des surprises avec les écoliers actuels ! Le Certificat d'Etudes représentait à l'époque, et même jusqu'aux années 1960, un diplôme qualifiant important, plus que le Baccalauréat de nos jours, car il donnait facilement accès à un travail.

- Hasparren ne sera pas de reste puisqu'au moins une conférence avec Eric Mailharrancin est prévue pour l'automne 2014 ; elle portera sur les combattants basques

dans la première guerre mondiale. Il est l'auteur de l'ouvrage intitulé : *« Les oubliés du chemin des dames »*, Editions Elkar (2008).

D'une manière générale, une inscription sur le site contact@centenaire.org permet d'être régulièrement informé par courrier électronique de toutes les manifestations (expositions, conférences, etc.) organisées en France.

Billet 10 *(16 avril 2014)*

« Et si ça ne s'était pas passé comme cela ?… »

Le genre de fiction qualifié d'*uchronie* consiste à réimaginer le cours de l'Histoire en ne suivant pas les faits tels qu'ils se sont déroulés. Nous l'adoptons dans ce dernier billet à propos de la première guerre mondiale.
« Et si Jaurès n'avait pas été assassiné ? », « Et si les allemands avaient gagné la bataille de la Marne en septembre 1914 ? », « Et si simplement la guerre était restée localisée à la Serbie et l'Autriche-Hongrie ? ». On pourrait multiplier ainsi les questions de ce type… d'autant plus qu'on ne peut pas y répondre. Il est néanmoins naturel de se les poser. Essayons-en quelques unes.
- Et si Jaurès n'avait pas été assassiné ? On a bien senti, et cela était net dans les réactions de l'époque, qu'avec l'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914, la dernière digue contre la guerre était rompue… *« Maintenant, c'est sûr, c'est la guerre »* pouvait-on lire dans certains journaux. A cette époque, le journal régional La Dépêche du Midi ouvrait ses colonnes à des personnalités comme Clémenceau, Jaurès, ou d'autres. Voici ce qu'écrivait Jaurès dans son éditorial du 30 juillet 1914 : *« Devant la formidable menace qui plane sur l'Europe, j'éprouve une sorte de stupeur et de révolte proche du désespoir… c'est à cette barbarie que se retournent dix-huit siècles de christianisme et cent années de démocratie… Il semble qu'il suffit de la maladresse d'un diplomate pour que des millions et des millions d'hommes soient appelés à se détruire… ».* Le lendemain, il était assassiné… Mais quelle force et quelle vision dans cette phrase ![21]
- Et si la guerre était restée localisée à la Serbie et l'Autriche-Hongrie ? Les historiens s'accordent à dire aujourd'hui que la première guerre mondiale n'était pas inévitable…

[21] Il y a quelques jours, en mars 2014, l'université de Toulouse-le Mirail dans laquelle on vient étudier les sciences humaines et les langues notamment, a pris officiellement le nom de Jaurès. Je suis ravi en tant qu'individu, et fier en tant qu'universitaire, que cette appellation, en projet depuis des années, lui soit finalement donnée. Des jeunes du Pays basque, du Sud-Ouest plus généralement, vont y étudier, jusqu'au niveau doctorat, dans les domaines comme l'Histoire, les Langues, et les Cultures régionales.

Il a fallu une réaction en chaîne comme dans une expérience chimique incontrôlée, à partir de l'étincelle de Sarajevo, pour que tout s'embrase… Pourtant, au départ, le conflit n'était qu'entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie…

- Et si, tout simplement, il n'y avait pas eu de première guerre mondiale ? Assurément, tout le XXe siècle en aurait été complètement changé… Une première conséquence qui découle de cette hypothèse est qu'il n'y aurait pas eu de deuxième guerre mondiale, tant la première a été la matrice de la deuxième. L'Europe, qui est ressortie de cette première guerre exsangue et affaiblie de manière durable, a laissé le leadership mondial qu'elle avait jusqu'au début du XXe siècle, ce sont les Etats-Unis d'Amérique qui prendront la relève progressivement.

- Des vainqueurs de la guerre… quels vainqueurs ? Nous avons tous appris en Histoire que la France faisait partie du camp des vainqueurs de la première guerre mondiale… Mais comment peut-on dire qu'un pays qui a eu 1 400 000 jeunes fauchés en quatre années a « gagné » quoi que ce soit ? Et je ne parle pas des mutilés, des civils tués, blessés, ou déplacés… Ces jeunes ont manqué dans la première moitié du XXe siècle: ils auraient été agriculteurs, artisans, commerçants, instituteurs, curés, médecins, poètes, musiciens, que sais-je…, auraient fondé des familles, contribué à la vie et à la richesse du pays. Au lieu de cela, nous avons des monuments aux morts, jusqu'aux plus petits villages, dans les coins les plus reculés du pays…

Voici ce que disait Neville Chamberlain à propos des « vainqueurs » d'une guerre : *« Dans une guerre, quel que soit le camp qui puisse se dire vainqueur, il n'y a pas de gagnants, il n'y a que des perdants ».*

- Une telle guerre serait-elle possible aujourd'hui ? C'est une question difficile, chacun probablement a son opinion… Je crois personnellement que non, du moins dans le contexte européen. Dans ce nouveau siècle, la population est plus éduquée, les jeunes des différents pays circulent et échangent davantage, l'information circule à grande vitesse… Mais, du côté des dirigeants politiques et militaires, il peut toujours y avoir cette folie d'envoyer des millions de jeunes s'entretuer, comme ce fut le cas pour ladite Grande Guerre d'il y a un siècle.

Une phrase latine ancienne dit : *« Si vis pacem, para bellum »*, ce qui veut dire : *« Si tu veux la paix, prépare la guerre »*… Non, vraiment, il faut changer cette phrase en celle-ci : *« Si tu veux la paix, prépare…* ***la paix !*** *».* A méditer, y compris du côté des diplomaties en charge de l'Ukraine…

Un hôpital militaire en 1914 dans un village de la Haute-Garonne

Pierre LILE

Mon propos repose sur deux photos jaunies réunies par un de mes patients lors de mon installation à la « Villa des Iris » et précieusement conservées.

Figure 1. Collection personnelle (année 1915)

Que distingue-t-on sur ces photos ?

- des militaires, certains blessés, assis sur un perron
- un major assisté de deux infirmières.

La photo est datée par la tenue des militaires : capote bleu horizon type 14 et pantalon garance. Nous sommes donc sans discussion possible dans un « hôpital militaire » de l'arrière. Pourquoi « de l'arrière » ? Parce qu'il se trouve à Montastruc-la-Conseillère, charmant village de la Haute-Garonne, sur l'axe Toulouse-Albi, à un vingtaine de kilomètres de Toulouse et plus exactement sur l'avenue Général Curières de Castelnau, héros local et personnage ayant joué un rôle important dans le conflit qui nous intéresse.

J'envisagerai d'abord ce que recouvre le terme d'« hôpital militaire », du moins l'essentiel car le sujet est vaste et complexe. J'évoquerai ensuite la mémoire et la carrière du général de Castelnau, pour terminer sur « l'ambulance des Iris », c'est le terme exact de mon « hôpital » : histoire et organisation.

I. HÔPITAUX MILITAIRES DURANT LE CONFLIT

En dépit de quelques recherches entreprises depuis une vingtaine d'années, les hôpitaux militaires de la Grande Guerre sont les grands inconnus qu'il reste à faire découvrir. Une phrase les résume : « la nation mobilisée au service des blessés au travers des lieux et des populations ». Près de 10 000 hôpitaux et annexes ont été ainsi organisés dans l'Hexagone dans près de 3 500 communes.

Deux sources essentielles à consulter :

- **le travail de François Olier**

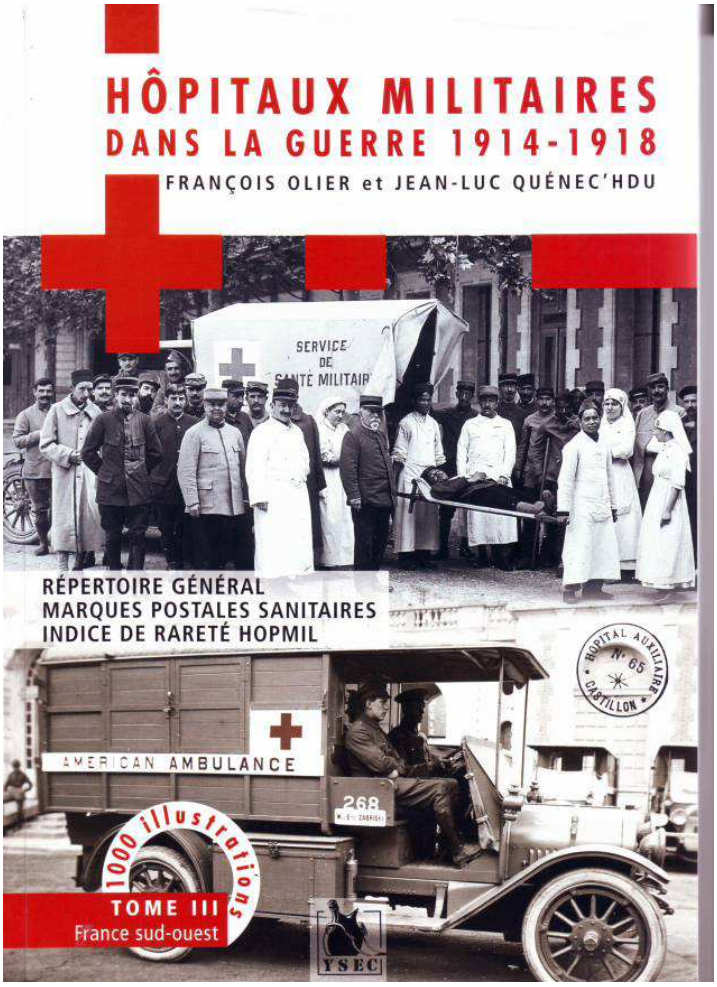


Figure 2. Couverture du Tome III du livre d'Olier

Cet ancien major du service de santé de l'armée de terre a entrepris le recensement de ces hôpitaux, région par région. Quatre volumes sont parus à ce jour, un cinquième et dernier est en préparation.

- **le S.A.M.H.A.**

ou « Service des Archives Médicales et Hospitalières des Armées », le fonds 1914–1918, Direction Centrale du Service de Santé des Armées, à Limoges.

D'emblée, on peut distinguer deux périodes bien distinctes dans l'organisation de ces hôpitaux : celle allant d'Août à Décembre 1914 et correspondant grosso modo à ce qu'on a appelé « la guerre de mouvement » ; celle qui commence au Printemps 1915, où le front se stabilise et s'enterre : le début de la « guerre des tranchées ».

Au début du conflit, le règlement sur l'emploi du Service de Santé de 1910 [22] prévoyait de privilégier les évacuations **loin à l'arrière**, vers les hôpitaux aux structures mieux équipées à Paris, Dijon ou même en Suisse — où seraient mieux traitées les blessures, **très vraisemblablement bénignes,** relativement peu contuses et peu infectées [23] (ceci à l'exemple de la guerre russo-japonaise de 1905 et de la guerre balkanique de 1912–1913). On était, de plus, fiers des nouveaux moyens d'évacuation : ambulances automobiles et trains sanitaires.

Hélas, tout ce beau raisonnement théorique fut réduit à néant par la nouvelle tournure de la guerre et sa « violence inouïe » :

- armement beaucoup plus meurtrier et destructeur :

  balles coniques, rapides et pivotantes, tirs des mitrailleuses (« murs de balles »), surtout « schrapnels » et éclats d'obus de l'artillerie (70 % des lésions)

entraînant des lésions multiples avec délabrement considérable, des arrachements de membres, des plaies abdominales avec éviscération, visages fracassés, etc. qui auraient nécessité des soins rapides et des opérations et qui rendaient inutiles les évacuations lointaines par train (12, 24, voire 36 heures) où à l'arrière on décomptait les morts plutôt que les blessés ou des blessés agonisants avec gangrène gazeuse et tétanos.

- uniforme trop voyant (servant de véritable cible aux mitrailleuses allemandes) et inadapté (absence de casque métallique)
- avance rapide des troupes ennemies (enfoncement du front) privant le service de santé de bases fixes et rendant souvent tout secours aux blessés, aléatoire
- un personnel médical en nombre insuffisant [24] et débordé malgré leur héroïsme (médecins et infirmières travaillaient 24 heures et au-delà sans sommeil !), devant l'afflux jusque-là inimaginable de blessés graves dans les postes de secours…[25]

---

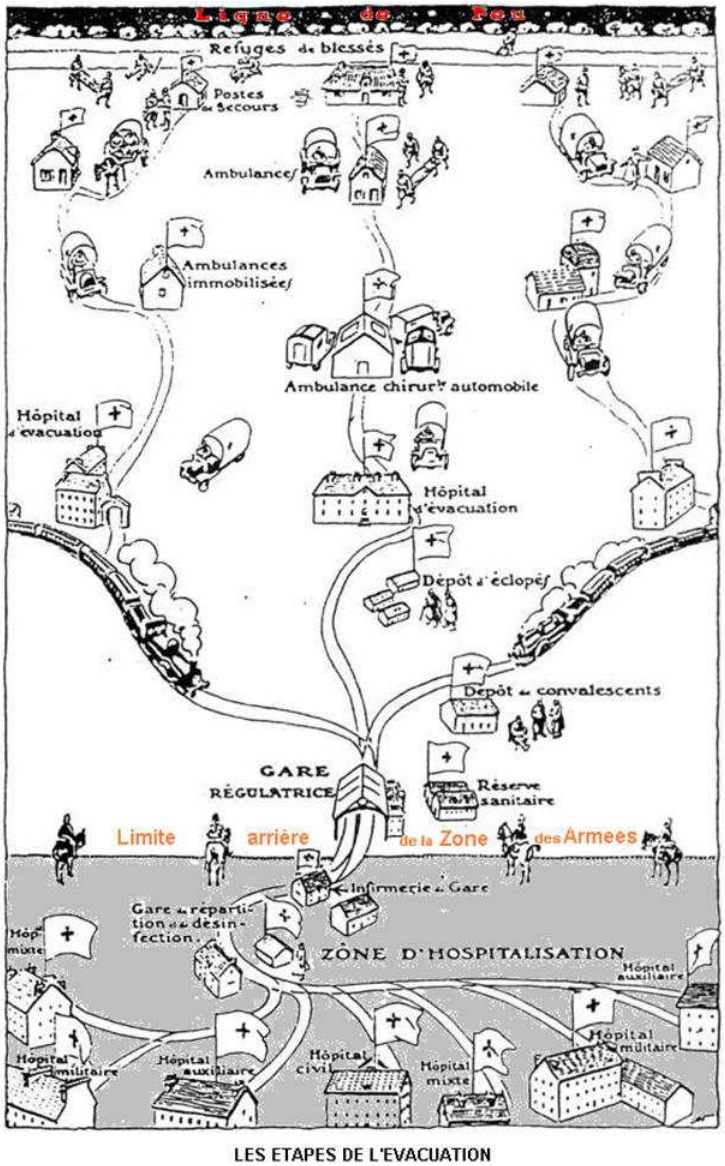
[22] Directives d'Edmond Delorme, Inspecteur général du Service de Santé des Armées

[23] On parlait de « blessures propres » dues à des balles de petit calibre. Un peu de teinture d'iode suffirait à soigner et à remettre sur pied le soldat.

[24] Leur nombre sera multiplié par quatre à partir de 1915. Les jeunes médecins recrutés (souvent simples étudiants en médecine) manquaient également d'expérience.

[25] Rappelons les chiffres hallucinants : d'Août à Décembre 1914, durant cinq mois seulement :
- 300 000 morts français – 900 000 blessés
- une moyenne de 7000 morts par jour

Il fut donc décidé, à l'inverse, d'intervenir le plus tôt possible et pour cela de créer de nouvelles structures mobiles qui permettraient de « **rapprocher le chirurgien de son blessé** » et de rendre, **après les soins urgents**, les évacuations plus efficaces. Comment, dans ce contexte, se présentait le nouveau système à partir de 1915 ? La planche des « étapes de l'évacuation » va nous l'expliquer.



LES ETAPES DE L'EVACUATION

Figure 3. Les trois zones d'évacuation

- 27 000 morts français sur la seule journée du 22 Août 1914, l'une des plus meurtrières de la guerre.

Trois zones : celle du Front, celle des Armées, celle de l'Intérieur.

ZA : Zone des armées

Du front à l'arrière.

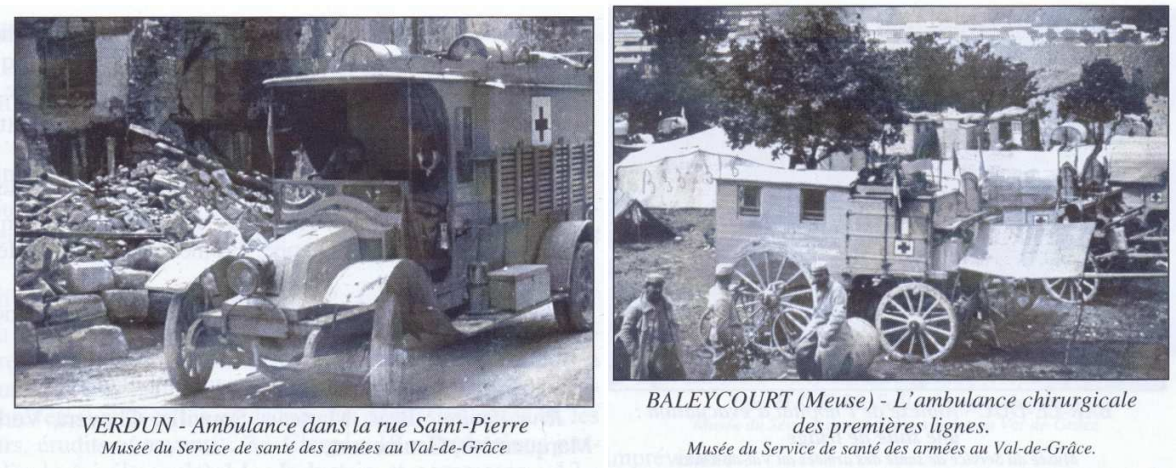
1. Les postes de secours

le plus souvent improvisés et sommaires : ferme abandonnée, maison en ruine, fossé aménagé, etc. Ils sont alimentés par les **brancardiers** (souvent des religieux) qui joueront un rôle fondamental et difficile dans le ramassage des blessés (de nuit, en raison de la suppression de la « trêve » entre combattants).

2. Les ambulances

En 1914, le terme signifiait « élément mobile accompagnant les troupes ». Plus tard, il pourra être assimilé à un hôpital annexe. Elles pouvaient être **hippomobiles** ou **automobiles.**

Figures 4. Cothias, Ordas et Monnier, B. D. (2011), réalisées avec le concours du Service Médical de l'Armée.

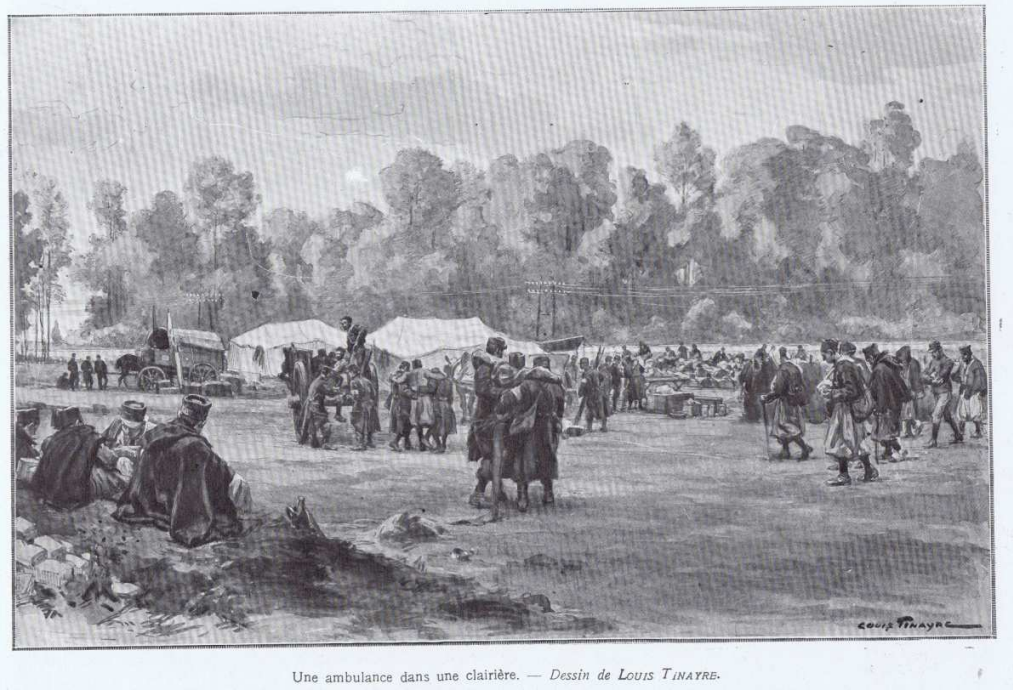


VERDUN - Ambulance dans la rue Saint-Pierre
Musée du Service de santé des armées au Val-de-Grâce

BALEYCOURT (Meuse) - L'ambulance chirurgicale des premières lignes.
Musée du Service de santé des armées au Val-de-Grâce.

Figure 5. Musée du service de santé des armées au Val-de-Grace

D'importance variable, elle comprenait, au minimum, un médecin avec une ou deux infirmières ou religieuses-infirmières. On retardait le plus possible « l'installation » de l'ambulance tant que les postes de secours étaient jugés suffisants.



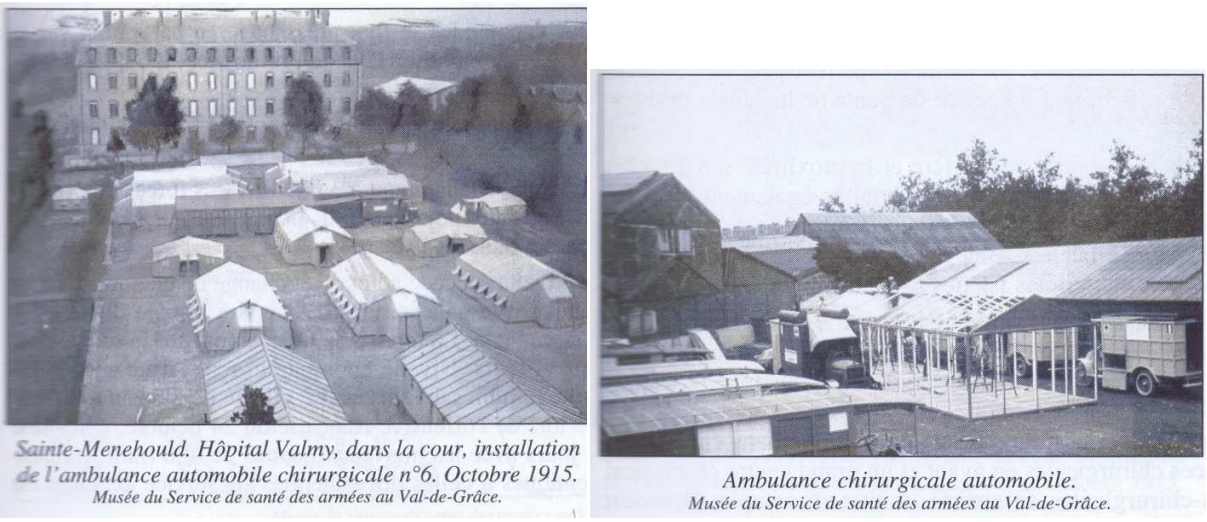
Une ambulance dans une clairière. — *Dessin de* LOUIS TINAYRE.

Figure 6. « L'illustration », année 1914

L'ambulance chirurgicale ou « auto-chir » : petit hôpital de campagne transporté par camions (de trois à dix selon leur importance) et qui permet d'effectuer sur place des opérations d'urgence complexe (plaies abdominales ou plaies infectées, par exemple). Ce sont les premiers véritables « hôpitaux mobiles ». Constituée de tentes et de baraquements, elle comprend un chirurgien, un radiologue, un médecin coordinateur,

plus une cinquantaine de personnes, dont huit infirmières. Un groupe électrogène permet l'éclairage. Une grosse chaudière engendre la vapeur nécessaire à l'autoclave et au chauffage central.

Situées à une quinzaine de kilomètres du front, elles apparaissent pour la première fois en Mai 1915 et ne cesseront de se perfectionner jusqu'en 1918 (matériel chirurgical, de stérilisation, d'anesthésie, de radiologie) [26].

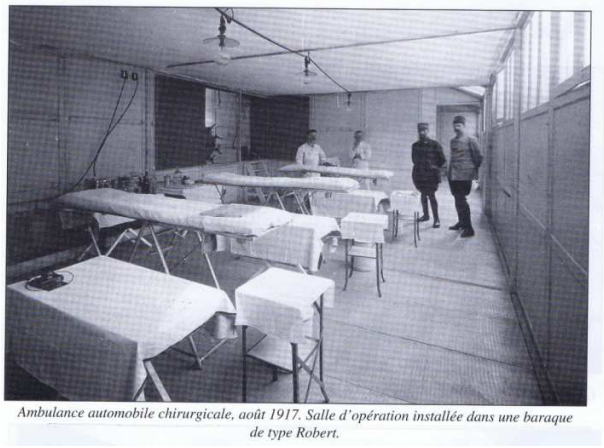


Sainte-Menehould. Hôpital Valmy, dans la cour, installation de l'ambulance automobile chirurgicale n°6. Octobre 1915.
Musée du Service de santé des armées au Val-de-Grâce.

Ambulance chirurgicale automobile.
Musée du Service de santé des armées au Val-de-Grâce.

Figure 7. « Auto-chir »

[26] C'est le 1er novembre 1914 que la première voiture peinte en gris, marquée de la Croix-Rouge, prend la route du front avec Marie Curie, sa fille Irène âgée de 17 ans, un médecin, un assistant et un chauffeur militaire - et surtout, innovation capitale, un appareil à Rayons X portatif. Ce sera la première de ce que l'on nomme « **les petites Curies** ». Indispensable surtout pour la détection des corps étrangers métalliques et la prise de repères cutanés en vue de leur extraction. En 1918, **près d'un million d'examens radios** auront été effectués.



Ambulance automobile chirurgicale, août 1917. Salle d'opération installée dans une baraque de type Robert.

Figure 8. « Auto-chir »

3. Les H.O.E. ou « Hôpital d'Origine d'Étape »

Salle de radiologie en fonction dans un baraquement, alimentée en courant par le générateur d'un camion

L'H.O.E. de Bouleuse, 1917. Salle de chirurgie orthopédique du médecin-aide major René Leriche.

Figure 9. Musée du Service de santé du Val-de-Grâce

C'est un établissement dont la mission première est l'**évacuation** mais qui, par la force des choses, peut être amené à donner des soins de courte durée (réfection de pansements ou d'attelles, injection de calmant ou de sérum antitétanique, petites interventions chirurgicales d'urgence). Au fil de la guerre, compte tenu de leur importance de plus en plus grande, on distinguera :

- des H.O.E. A, ou primaires : formation sanitaire ne pratiquant que l'évacuation et n'étant dotés que de quelques lits ;
- des H.O.E. B, ou secondaires : formation sanitaire constituant aux armées de grands centres d'évacuation et de traitement.

4. À la limite des deux Zones : les gares régulatrices, avec leurs infirmeries

C'est là qu'arrivent les trains sanitaires.

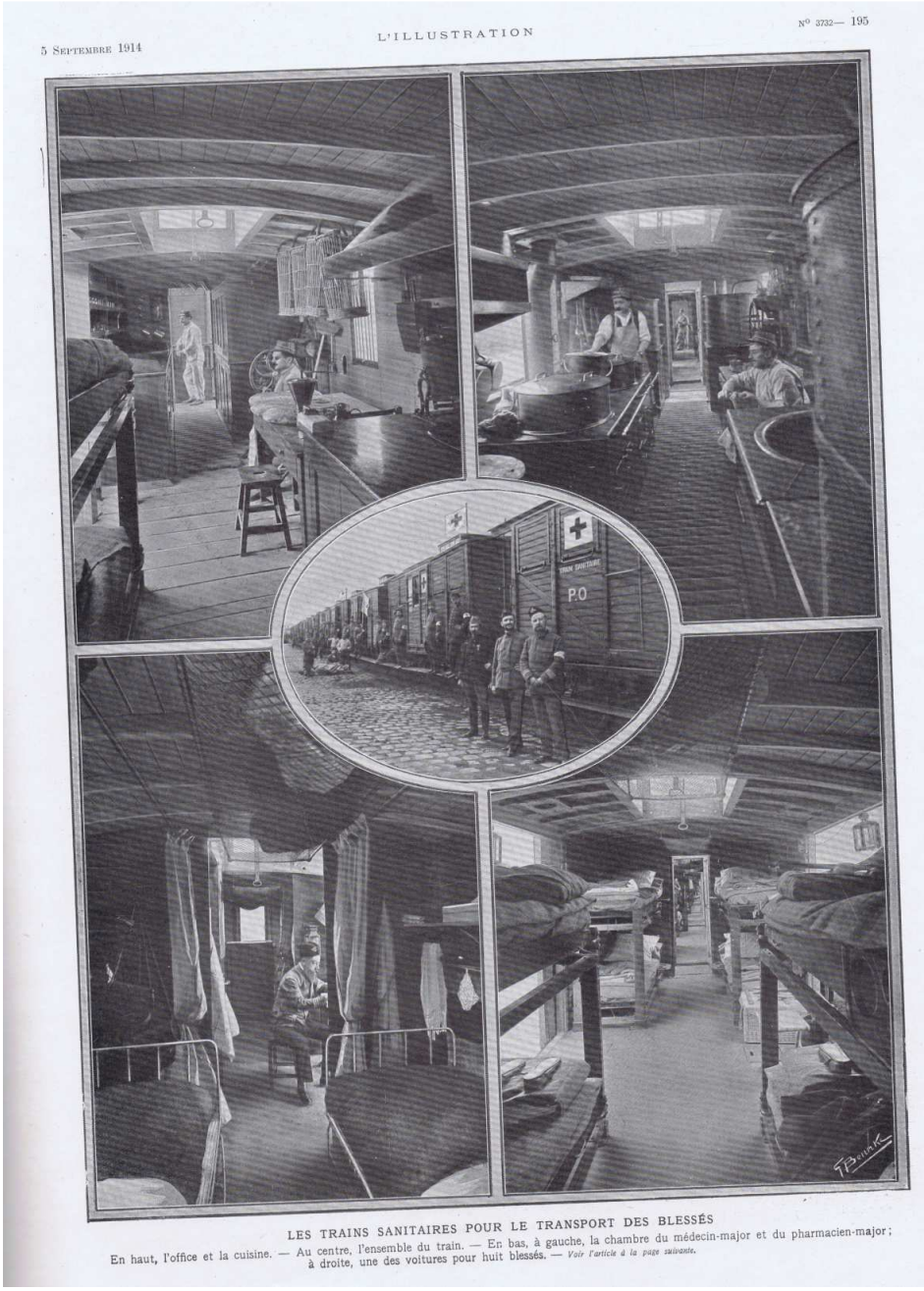


Figure 10. Un train sanitaire. « L'illustration » (Année 1914).

Les infirmières étaient chargées de donner des soins aux blessés transitant dans les gares et d'héberger ceux qui ne pouvaient continuer leur voyage. Elles étaient tenues par les infirmières de la Croix-Rouge [27].

[27] À chaque étape de notre parcours, nous avons rencontré des infirmières. Qu'elles soient « infirmières militaires » ou « bénévoles », notamment des trois **sociétés de la Croix-Rouge** :

- Société française de secours aux blessés militaires

BLESSÉS SOIGNÉS SUR LE QUAI D'UNE GARE

Avant d'être montés dans un wagon, des hommes grièvement atteints reçoivent les soins empressés d'infirmières attachées à la station.

- Union des femmes de France
- Association des Dames Françaises (A.D.F.)

ou encore « religieuses », chassées des hôpitaux publics en 1905, elles vont assurer la très large majorité des soins aux soldats blessés et malades. Par leur courage, leur constance et leur dévouement, elles furent bien « **une des figures centrales de la Grande Guerre** ».

UNE AMBULANCE DANS UNE SALLE D'ÉCOLE

Près du front, les locaux les plus divers sont transformés en ambulances et les écoles aménagées comme celle-ci ne sont pas rares.

UNE ÉGLISE DEVENUE HOPITAL TEMPORAIRE

Trop souvent, dans ces petites églises de campagne, les blessés n'ont, au lieu de ces lits confortables, que de la paille.

Figures 11. Journaux « le Miroir » (année 1915) et « J'ai vu » (Année 1914)

Installées à six heures les unes des autres sur les grands courants d'évacuation, elles pouvaient en certains endroits constituer un véritable village avec jardin, salle de repos, réfectoire, cuisines, …

ZI : Zone de l'Intérieur

1. Les Hôpitaux Permanents (du temps de paix)

Ils comprennent :

- les hôpitaux militaires et leurs annexes (par exemple : Val-de-Grâce à Paris, Desgenettes à Lyon, Larrey à Toulouse)
- les hospices mixtes (salles militaires dans les hôpitaux civils des villes)
- les hospices civils, occupés ou susceptibles de l'être, en vertu des conventions.

2. Les hôpitaux temporaires (du temps de guerre)

- les hôpitaux complémentaires ou H.C.

placés directement sous le contrôle du service de santé militaire

- les hôpitaux auxiliaires ou H.A.

sous la direction de la Croix-Rouge française ou d'une association affiliée comme l'A.D.F.

- les hôpitaux bénévoles, ou H.B.

créés sur l'initiative d'une personne morale publique (exemple : une commune) ou privée (exemple : association de bienfaisance, communauté religieuse).

Ces formations temporaires, créées pour le temps du conflit, sont d'une extraordinaire diversité de taille (de dix à plusieurs centaines de lits) et en localisation : ils sont logés indistinctement dans des écoles, des casernes, des usines, des théâtres, des églises, des hôtels, des châteaux ou des demeures particulières, des couvents, etc.

Fig. 8 - Médecin, infirmières et blessés dans un hôpital temporaire en 1915

Figures 12. Carte postale (Année 1915)

C'est à ce type qu'appartient « l'ambulance des Iris ».

Destinée de ces hôpitaux militaires

Certains d'entre eux vont « se spécialiser » surtout avec l'évolution de la guerre dans le temps. Quelques exemples :

- les hôpitaux-dépôts de convalescents

après un court séjour confirmant leur guérison, les blessés ou les malades épidémiques rétablis seront renvoyés au front

- les dépôts de physiothérapie, à partir de 1916

un par région sanitaire, pour la rééducation des blessés (surtout pour les fractures des membres), leur permettant, là aussi, de regagner le front.

Développement de la kinésithérapie (néologisme de 1847) et de la mécanothérapie (mobilisation manuelle passive et active)

- les centres de stomatologie et chirurgie faciale

pour le traitement des célèbres « gueules cassées » [28] ; en 1915, ils seront une quinzaine sur l'ensemble du territoire, où les chirurgiens vont inventer des procédés pour réparer les os et les tissus détruits, ou les remplacer par des prothèses.

[28] À la fin du conflit, on en comptait 15 000 parmi les 3 595 000 blessés ou mutilés.

Figure 13a. Le service des « Gueules Cassées » dans le film « la chambre des officiers » de François Dupeyron (2001)

Figure 13b. Un blessé de la face à l'hôpital d'Anvers en 1914.

C'est la naissance de la chirurgie réparatrice de la face.

- les hôpitaux des « typhiques » ou des « tuberculeux »
- les navires-hôpitaux pour le transport des blessés des campagnes d'Orient.

Dès la fin de la guerre, tous les « hôpitaux temporaires » vont être progressivement fermés.

La pluralité rassurante, toujours un peu théorique, de ces structures hospitalières masque — ce que l'on constate avec le recul de l'historien — l'imprévision et la légèreté du Service de Santé des Armées, comme celle du Grand Quartier Général, car ce qui s'était passé en 1914 — nous l'avons vu — va se reproduire en pire en Avril 1917, au « chemin des Dames » : « … Le commandement prévoyait 10000 blessés : au cours de l'offensive, il en arriva 120000, rejetés à l'improviste sur les formations de l'arrière par l'insuccès lamentable de la fameuse « percée » et des attaques qui suivirent… l'afflux débordant des blessés prit d'assaut les voitures, les trains et vint assiéger les baraquements et les ambulances. Faute de place, faute de matériel, faute de médecins et de chirurgiens, beaucoup des évacués restèrent sans soins pendant des jours, exposés aux intempéries et à tous les risques de l'infection des plaies… Tout manquait : locaux, instruments infirmiers, docteurs jusqu'aux boissons chaudes… S'ajoutait l'inconcevable désorganisation des services de triage et d'évacuation… Après trente-trois mois de guerre, les défaillances du service de santé s'avéraient inexplicables et monstrueuses. Un mot courant : « C'est un Charleroi sanitaire »[29] .

Elle marque aussi l'immense différence qui existait dans la pratique médicale du front (ambulances et auto-chir) et celle des hôpitaux de la Zone de l'Intérieur. La première constituait un véritable enfer pour les blessés et les médecins, principalement au moment des grandes offensives, empêchant le plus souvent ces derniers d'être efficaces et causant la mort ou l'invalidité de beaucoup de combattants qui auraient pu être sauvés.

Trois témoignages parmi d'autres [30] :

1. **Le Docteur Paul Voivenel, de Toulouse, dans ses « Carnets de Guerre »** [31]

À propos de l'offensive tragique d'Avril 1915 :

« … Le poste de secours est encombré. Les blessés s'entassent. Le sol se couvre de portions rougies et gluantes de vêtements. L'odeur forte du sang écœure. Manches

---

[29] Jean Galtier-Boissière, Histoire de la Grande Guerre 1914–1918, Ed. du Crapouillot, 1919. Les Amis du Club du Livre du Mois, 1959 (édition illustrée).

[30] Il y eut curieusement peu de témoignages de médecins : une cinquantaine sur 16000 employés de 1914 à 1918.

[31] Paul Voivenel, « Avec la 67ème division de Réserve », 4 vol. Librairie des champs Elysées, Paris, 1933-1938.

retroussées, je travaille avec Vidaillac et Moreau. Un brancardier inscrit les noms et les blessures. La clientèle misérable et boueuse afflue et s'embouteille autour de nous. Les brancards passent difficilement. Nous piétinons dans un mélange roussâtre de boue, d'eau, de sang, de coton jeté après étanchement sur le sol. Les blessés graves s'entassent silencieux sur un coin de paille. Plusieurs touchés au ventre et à la poitrine meurent. On débarrasse les brancards des cadavres chauds. Les vivants en ont besoin... »

2. **Le Docteur Elie Faure, dans son libre « La Sainte Face »** [32]

« … Dès le premier matin (1917) les blessés affluent à pied, en charrette, en auto, seuls ou par fournées. Exténuante, renaissant d'un grand flot quand on la croit finie, emplissant les salles, les couloirs, toutes les pièces disponibles de brancards, de lits improvisés, la sombre besogne commence, de jour et de nuit. Il faut couper les pantalons raides de sang, déchirer les caleçons, les chemises grasses, déplier les bandages sanglants, étayer les os fracassés dans leur boue de muscles et de terre, régulariser à la hâte des lambeaux de chairs déchiquetées, laver des morves de cervelle sur les fronts ouverts. Peu se plaignent… »

3. **L'aspirant Laby, médecin dans les tranchées** [33]

lundi 7 mai 1917

« … Aux Bovettes… Nous espérons être relevés bientôt, peut-être demain, car on est éreintés, on n'en peut plus. Brusquement, à 23 heures, une contre-attaque furieuse se déclenche sur tout notre front. Feu de barrage roulant. Les Boches attaquent à la grenade et, au bout d'une heure de combat violent, ils nous prennent notre première ligne, à la 23° compagnie. Les blessés affluent à mon poste qui est inondé par l'orage : nous nous enfonçons jusqu'aux chevilles dans un mélange affreux d'eau, de sang et de boue. Et c'est là-dedans qu'on panse les blessés ! Il m'en passe **cinquante-deux** dans les mains **pendant la nuit.** Je suis rempli de sang et de boue, exténué : mon P.S. (Poste de Secours) fonctionne seul pour les trois bataillons : les autres n'ont pas réussi à s'installer… »

---

[32] Elie Faure, « La Sainte Face », Editions Georges Crès et Cie, 1917.

[33] Les carnets de l'aspirant Laby 28 juillet-14 juillet 1919. Hachette Littératures. Collection Pluriel, 2003.

II LE GENERAL CURIERES DE CASTELNAU

Édouard Curières de Castelnau

Figure 14. Le général Curières de Castelnau. Cliché « L'illustration » (1914)

naît le 24 Décembre 1851 à St Affrique (Aveyron) dans une famille de vieille noblesse et de longue tradition militaire, mais peu fortunée. Il devient montastrucois par son mariage en Novembre 1878 avec Marie Barthe de Mandegourg, dont il aura 12 enfants, qui lui apporte le château de Lassere qui deviendra sa demeure principale et où il mourra.

Entré à St Cyr en 1869, il fait la guerre de 1870 comme lieutenant. Il est capitaine à 24 ans en 1876, colonel en 1900. Le 2 Août 1911, il est 1er sous-chef d'État-Major, sous les ordres de Joffre, et promu Commandeur de la Légion d'Honneur. Au commencement des hostilités, Castelnau prend le commandement de la Seconde Armée qui devait jouer un rôle central en Lorraine. Lors de ce que l'on a appelé « la Bataille des Frontières », première phase de la guerre, il doit arrêter sa progression au niveau de Morhange-Sarrebourg après avoir subi d'importantes pertes lors de la bataille de Morhange (20 Août 1914) en Moselle.

Il a plus de succès en organisant la défense de Nancy, où il obtient une victoire défensive décisive dans la « trouée des charmes » (24, 26 Août) qui prolongeait la victoire de la Marne vers l'Est, empêchant les armées françaises d'être tournées vers la droite. Il pousse cet avantage en remportant la bataille du « Grand Couronné » (31 Août – 11 Septembre) qui lui valut le surnom de « Sauveur de Nancy ».

En Juin 1915, il est placé à la tête du « Groupe d'armées du Centre » et dirige l'offensive de Champagne du 25 Septembre 1915 : en quelques jours, il fait 25000 prisonniers, prend 125 canons et contrôle une zone de plusieurs kilomètres de profondeur en territoire

allemand. À la suite de cette victoire, il est élevé à la dignité de Grand Croix de la Légion d'Honneur et devient l'adjoint du généralissime Joffre. En Février 1916, ses recommandations concernant la défense de la rive droite de la Meuse eurent une influence décisive sur l'issue de la bataille de Verdun. C'est lui aussi qui prit la décision de nommer le général Pétain à la tête de cette défense. En 1918, l'attaque finale que Foch prévoyait est préparée avec la collaboration de Castelnau, nommé à la tête du « Groupe d'armées de l'Est », mais rendue heureusement inutile par l'Armistice.

Notons que trois de ses fils, le lieutenant Gérald, les sous-lieutenants Xavier et Hughes furent tués durant le conflit. Ses idées en matière politique et religieuse lui valurent l'hostilité de nombreux hommes politiques souvent francs-maçons sous la IIIème République, notamment Clémenceau qui le détestait et l'avait surnommé « le capucin botté ». De ce fait, il ne reçut jamais le bâton de Maréchal.

Après la Guerre, il fut maintenu en activité sans limite d'âge. Député de l'Aveyron (de 1919 à 1924), il fonda en 1924 la « Fédération Nationale Catholique » pour mettre en échec le projet d'offensive anticléricale du Cartel des Gauches. La même année, âgé de 72 ans, il se retira à Montastruc mais restera Président de sa fédération jusqu'à sa mort, survenue au château de Lassere le 18 Mars 1944, à l'âge de 92 ans. Ses obsèques furent célébrées au milieu d'une très grande affluence ; le cercueil placé sur une prolonge d'artillerie traînée par six chevaux reçut les honneurs militaires, et à l'Église une allocution fut prononcée par le cardinal Saliège, archevêque de Toulouse. Il fut inhumé dans le caveau de famille à Montastruc, coïncidence de l'Histoire, 15 jours avant que les troupes allemandes de la Wehrmacht n'occupent le village et ses environs, tous les châteaux… à l'exception de celui de Lassere !

Lorsqu'on évoque, du côté français, les généraux de la Grande Guerre, on cite toujours Joffre, Foch, Pétain ou Gallieni, mais qui se souvient des : Sarrail, Fayolle, Franchet d'Espèrey, Mangin, Langle de Cary, Maunoury, … et des dizaines d'autres ? Personne, à l'exception de quelques livres spécialisés.

De Castelnau, à l'évidence, fait partie du lot. Pourtant et sans tomber dans la banale hagiographie, il fut incontestablement une figure de tout premier plan d'abord en 1913 à l'État-Major de l'Armée puis, nous l'avons vu, pendant les phases-clefs de la guerre. Le général Von Kluck, commandant l'aile droite allemande en 1914, disait de lui : « L'adversaire français vers lequel sont allées instinctivement mes sympathies, à cause de son grand talent militaire et de sa chevalerie, c'est le Général de Castelnau, et j'aimerais qu'il le sût ».

Il fut un opposant à la philosophie de « l'attaque à outrance », soucieux du bien-être de ses troupes, et sans doute pour cela très populaire dans l'ensemble de l'Armée. Ce qui l'opposa bien souvent à Joffre et à Foch, notamment après l'offensive de Champagne en 1915, qui n'admettaient pas le moindre repli et la moindre défaillance des troupes… Il

aurait compris également et bien avant ses contemporains l'importance de la coopération interarmes et de l'aviation militaire.

Homme de culture, il fut « mainteneur » des Jeux Floraux de Toulouse et membre de l'Institut.

III « L'AMBULANCE DES IRIS »

Dès le début de la guerre, un hôpital militaire désigné sous le nom d'ambulance et destiné à recevoir les soldats blessés (la plupart de la Région) est créé dans le village, dans les locaux de l'École libre des filles. Il comporte 22 lits répartis dans les deux salles de classe, provenant de dons de la population. Monsieur Gasc, instituteur libre de l'École des garçons, remplit les fonctions de gestionnaire-économe. Tout de suite se manifestent de nombreuses bonnes volontés pour faire la cuisine, pour aider les infirmières dans leurs soins, veiller les blessés ou collecter les dons chez les particuliers qui se montrent très généreux.

Figure 15. La quête au village. Capdenac.

Fin Août 14, arrivent les premiers blessés gravement atteints, venant du secteur de Mirecourt (Vosges), où furent engagés des troupes de la région militaire de Toulouse. La plupart sont des blessés de la face qui seront presque tous réformés par la suite.

À la fin de l'année 1914, **une annexe de l'ambulance** est ouverte à la villa des Iris, appartenant à M. Barguès, retraité de l'Armée et originaire de Roquesserieres, villa, comme nous l'avons dit, située sur l'avenue du Général de Castelnau.

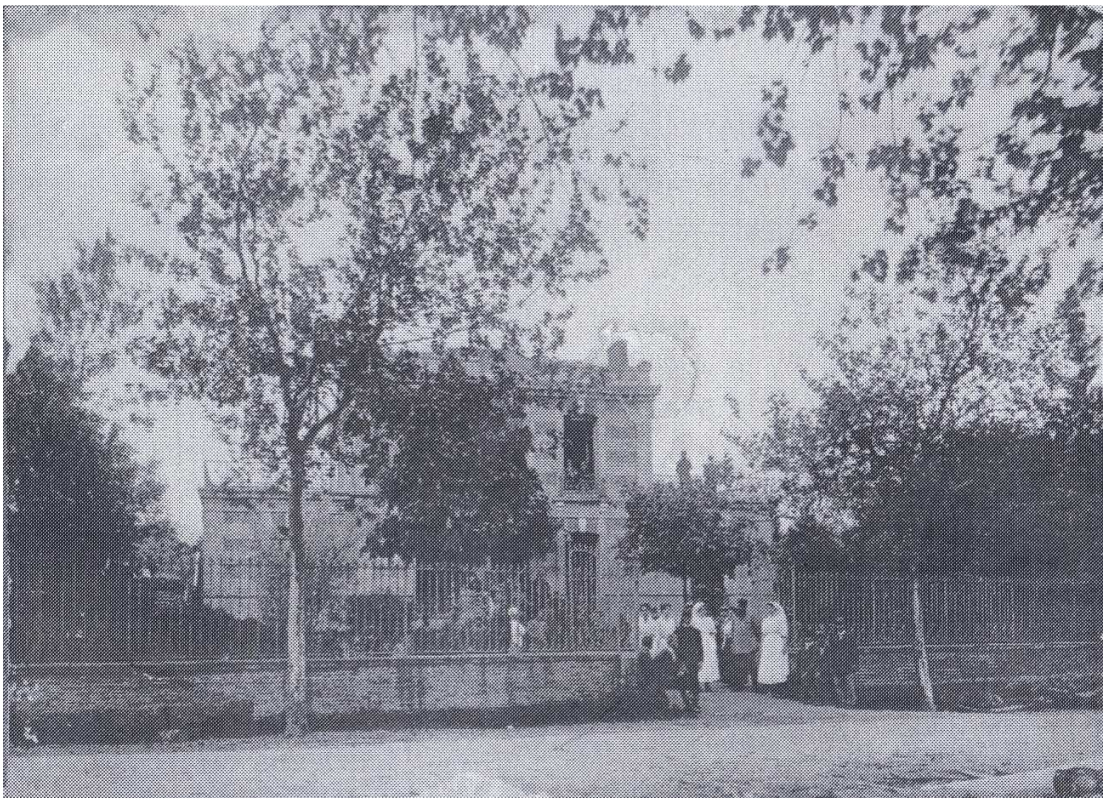


Figure 16

Elle comporte un nombre de lits à peu près égal à celui de l'École des filles, soit 22.

L'équipe médicale (voir Figure 1 en haut) est assurée par un médecin de Montastruc, le Docteur Fournial, médecin-major de réserve assisté de deux infirmières diplômées, Mesdemoiselles Germaine et Marguerite de Castelnau, filles du Général. En plus cinq militaires de réserve y sont affectés : un cuisinier et quatre infirmiers ; parmi ces derniers, il y a trois ecclésiastiques, les abbés Bustor, Carchet et Ibos. Personnels féminins et masculins auxiliaires se mêlent aux blessés (même photo de la Figure 1). Dans cette annexe sont hospitalisés des blessés légers pouvant plus ou moins bien marcher. Les blessés graves restent à l'École des filles. Le nombre total des hospitalisés est alors de cinquante environ (entre les deux ambulances). Sur nos documents (voir Figure 1), la présence abondante de béquilles et de quelques bandages semble indiquer qu'il s'agit de blessures ou de fractures des M.I. et des M.S. On peut supposer que les moins valides se trouvent à l'intérieur avec sans doute des amputés.

La première pièce, à gauche du perron, servait de réfectoire, celle de droite, de salle de bains. Malades et blessés se partageaient les cinq autres pièces du rez-de-chaussée et les quatre de l'étage. Les annexes (cuisines, buanderies, etc.) se trouvaient à la cave : celle-ci doublant en superficie le rez-de-chaussée, de vastes salles de 2m50 de plafond avec chacune des fenêtres.

À la fin de 1915, l'école est rendue à sa véritable destination et les blessés de la face envoyés à des centres spécialisés. Seule notre « Ambulance des Iris » continue à fonctionner avec des malades et le même type de blessés. Au moment de l'Armistice de 1918, l'établissement ne garde que des malades indochinois, Annamites pour la plupart, et il ferme ses portes au début de 1919.

ÉPILOGUE OU 100 ANS APRES

Aujourd'hui l'avenue principale du village de Montastruc-la-Conseillère s'appelle par abréviation ou commodité « de Castelnau » et les nouveaux arrivants (ils sont nombreux) ignorent pour la plupart, et malgré la présence d'une plaque ternie, la signification de ce nom. Le château de Lassere a été vendu, les descendants ont quitté la région et la tombe du général n'est plus entretenue.

Les pierres, par contre, gardent un peu plus longtemps la mémoire des hommes. La « Villa des Iris » a repris sa fonction première de maison d'habitation individuelle, mais rien n'a bien changé. Les marronniers ont poussé, un olivier, qui n'existait pas, cache un peu la partie droite de la maison — mais on distingue toujours les hautes fenêtres et les deux terrasses où se montraient les militaires.

Sur le même perron et sa marquise, il me semble parfois distinguer les ombres de Mesdemoiselles de Castelnau et de quelques rescapés de la Grande Guerre.

Les journaux toulousains à la veille de la guerre de 14-18

Jacques ARLET

J'ai consulté en priorité les quatre quotidiens dont bénéficiait Toulouse depuis que la troisième République avait décrété la liberté de la presse.
De droite à gauche, *l'Express du Midi* royaliste et catholique, le *Télégramme,* républicain, journal de centre droit respectueux de la religion, la *Dépêche,* radical socialiste, proche des Francs-maçons, anticlérical, et le *Midi Socialiste* créé en 1908 par Albert Bedouce et Vincent Auriol.
La Dépêche a le plus fort tirage, proche de 150 000 : elle paraît sur six à huit pages, les trois autres quotidiens sur quatre seulement.

Un mois de juillet 1914 très chargé
L'étincelle à l'origine de la guerre, c'est l'assassinat du l'archiduc François-Ferdinand héritier du trône impérial autrichien, le 28 juin 1914 à Sarajevo. La déclaration de guerre de l'Allemagne à la France est du 4 août suivant. Il a donc fallu un mois de réactions, de réflexions, de décisions, de discussions, de réunions diplomatiques avant que la guerre paraisse inévitable et soit officiellement déclarée !

La suite des événements qui ont conduit à la guerre
- François-Ferdinand vient « parader », c'est le mot, car c'est l'occasion de grandes manœuvres, et, en Bosnie Herzégovine. Or, cet état bâtard, annexé depuis peu, en 1908, par l'Autriche, habité par de nombreux Serbes, est réclamé par la Serbie, qui est alors une monarchie constitutionnelle indépendante. De plus, ce 28 juin est le jour de l'anniversaire de la défaite Serbe au Kosovo face aux Ottomans ! François-Ferdinand fit, là, deux erreurs graves qui lui coûtèrent la vie.
- Ce 28 juin donc, deux jeunes nationalistes serbes, Princip et Gabrilovitch, décident de tuer le prince au cours de ses déplacements à Sarajevo. La première tentative est une bombe lancée par Gabrilovitch, dans la voiture archiducale, le grand Duc l'écarte d'un geste de la main et elle explose sur la quatrième voiture du convoi blessant plusieurs officiers. C'est la deuxième tentative - qui n'aurait jamais du avoir lieu si la police avait fait son travail - qui est la bonne, deux balles de pistolet tirées à bout portant et bien placées par Princip.
- Il y eut pendant plusieurs jours de violentes manifestations antiserbes à Vienne, à Sarajevo et en Croatie où Serbes et Croates s'entrégorgèrent et des manifestations pro serbes à Saint-Pétersbourg).
- Il y eut surtout pendant ce mois de juillet une enquête précise du gouvernement autrichien, qui conclue sans le moindre doute qu'il s'agissait d'un complot bien organisé

par les nationalistes serbes et qui avaient envoyé et armé sept jeunes étudiants sur le trajet du convoi de l'archiduc.

- Après des échanges répétés au sein du gouvernement autrichien et du gouvernement hongrois (La double monarchie) et en accord avec les autorités allemandes, le comte Berchtold, premier ministre d'Autriche décida d'envoyer, le 23 juillet 1914, au gouvernement Serbe, un ultimatum en dix points. C'est vrai, comme l'écrit le *Télégramme* que c'est « *le plus hautain, le plus injuste, le plus humiliant qui se puisse être imaginé* ». L'Autriche demande la destitution des fonctionnaires serbes qui font de la propagande antiautrichienne et exige la participation, en Serbie même, de la police autrichienne dans l'enquête sur la responsabilité de la Serbie dans cet assassinat. Elle veut une réponse le 25 juillet à 6 heures. Winston Churchill, alors lord de l'Amirauté, aurait dit : « *C'est le document le plus insolent de son espèce qui ait jamais été rédigé* »

- L'Allemagne et l'Italie (Triplice) approuvent l'Autriche. Et même l'Allemagne considérerait comme un casus belli toute intervention étrangère dans un conflit armé entre l'Autriche et la Serbie. La Russie et la France réclament un délai de réponse.

- 25 juillet, réponse de la Serbie : elle accepte la plupart des points de l'ultimatum, sauf l'intervention directe de l'Autriche dans les affaires intérieures de la Serbie, inacceptables pour un état souverain.

- 26 juillet, Autriche et Serbie mobilisent. La Russie n'a pas reçu de réponse à la demande d'un délai et d'une poursuite des discussions diplomatiques : elle veut éviter la guerre mais elle aidera la Serbie si elle le demande.

- Le 28 juillet. La guerre est déclarée entre L'Autriche et la Serbie.

L'Allemagne (disent les journaux allemands) ne veut pas la guerre mais elle y sera poussée à contre cœur si la Russie l'y oblige.

- Le 29, on parle d'une médiation anglo-italienne sérieuse et qui a des chances d'aboutir ! Mais, en même temps, l'Angleterre se déclare solidaire de la France et de la Russie (Triple entente).

- Jeudi 30 juillet. La Russie mobilise.

Ce même jour paraît un éditorial de Jaurès dans *la Dépêche* qui mérite d'être cité : « *Devant la formidable menace qui plane sur l'Europe, j'éprouve une sorte de stupeur et de révolte proche du désespoir… c'est à cette barbarie que se retournent 18 siècles de christianisme… et cent années de démocratie… Il semble qu'il suffit de la maladresse d'un diplomate… pour que des millions et des millions d'hommes soient appelés à se détruire…* ».

- Vendredi 31 juillet. Assassinat de ce même Jaurès !

- Dimanche 2 août. L'Allemagne a donné 12 heures à la Russie pour démobiliser (!), puis lui a déclaré la guerre. En France, mobilisation générale. Appel à la nation de Poincaré.

- Lundi 3 août. La Belgique est envahie par les troupes allemandes et le roi des Belges prend la tête de son armée. Les Allemands pénètrent aussi dans le territoire français. La flotte anglaise est mobilisée et viendra au secours de la France.

- Mardi 4 août. L'ambassade d'Allemagne à Paris remet au gouvernement français une note comme quoi « *L'Allemagne se considère comme en état de guerre avec la France* ». L'Angleterre déclare officiellement la guerre à l'Allemagne.

Et c'est ainsi que débuta la plus longue, la plus coûteuse, la plus sanglante des guerres européennes.

Autres événements de ce mois de juillet 1914

Cependant, ces événements et cette agitation dans les pays européens n'occupèrent pas tous les jours du mois de juillet 1914 la *Une* des quotidiens toulousains. II y eut même des jours où l'on ne parla pas de la guerre et où il se passa des choses intéressantes et dont certaines firent la une des journaux, comme nous allons le voir. Pourtant, la guerre est présente, pendant ce mois de juillet, dans la plupart des journaux ; c'est une présence, souvent vague et discrète, mais une vraie inquiétude et, pour tout dire, la peur de la guerre. Il est vrai que depuis dix ans les occasions de se battre entre Européens n'ont pas manqué. D'abord les Allemands ont mal supporté que nous prenions pied au Maroc : c'est l'affaire de Tanger en 1905 et celle d'Agadir en 1911. Il a fallu pour les calmer leur donner un morceau d'Afrique noire, en l'occurrence le Cameroun, Caillaux étant président du conseil. Puis, en 1912 et 1913, il y eu deux guerres, dites des Balkans, qui ont permis à la Bulgarie et à la Serbie de s'agrandir aux dépens de l'empire ottoman. Les Allemands et les Russes n'y sont pas restés indifférents, sans se battre directement, mais en brandissant la bannière du Pangermanisme contre celle du Panslavisme !

Les pessimistes s'attendaient à la guerre depuis dix ans et l'on fourbissait les armes partout en Europe. Lloyd George, le premier ministre anglais, déclarait que dans les quatre dernières années l'Europe avait dépensé 100 milliards pour s'armer !

Mais, revenons chez nous. De quoi parlait-on dans nos journaux toulousains, en juillet 14, quand on ne parlait pas de la guerre prochaine ? De beaucoup de choses, mais les plus marquantes furent :

1. La nouvelle chambre des députés, le nouveau gouvernement et ses problèmes en particulier la loi de trois ans.
2. La visite du président de la République, Raymond Poincaré en Russie en juillet.
3. Le procès Caillaux
4. la Revue du 14 juillet
5. L'assassinat de Jaurès.

Et d'abord la nouvelle chambre des Députés

1914 fut une année de renouvellement de la chambre des députés.

Oh ! On ne s'attend à un chamboulement, ni même à un changement notable de majorité. Cela fait un bout de temps que les radicaux nous dirigent, ils ont 300 députés à

la chambre et font la majorité, tantôt en s'appuyant sur leur droite, tantôt sur leur gauche. On a voté le 22 avril et le 10 mai 1914. Le fait nouveau c'est le progrès du parti socialiste qui a gagné 20 députés et en a une centaine au total. Jean Jaurès qui écrit une fois par semaine dans la Dépêche, est bien content.

Mais il faut former un gouvernement ; Gaston Doumergue qui présidait le conseil avant les élections a démissionné comme il se doit et le Président Poincaré choisit un radical plutôt droitier, Ribot. Ribot forme un gouvernement le 10 juin, mais patatras ! il est renversé le 13 : c'est un des passe-temps favoris de notre république, faire valser les présidents du conseil. Le second président sollicité, c'est l'avocat Viviani : il fait un mélange savant qui tient la route, avec Malvy comme ministre de l'intérieur.
Mais la chambre doit s'occuper de choses sérieuses et en particulier de son armée, notamment de la loi de trois ans qu'une partie de l'assemblée, dont les socialistes, voudraient abolir ou modifier. Elle a été votée le 19 juillet 1913 sous le ministère Barthou par 358 voix contre 204, avec l'appui de la droite contre les deux tiers des députés radicaux-socialistes et la SFIO. Clemenceau a voté pour. Jaurès, contre, mais il voudrait créer une force internationale pacifiste, appuyée sur les syndicats et les partis socialistes européens et qui, au besoin, déclencherait une grève générale pour bloquer la guerre.
Pourquoi cette loi ? Parce que nous, les Français, nous ne faisons plus d'enfants. Nous sommes 40 millions, les Allemands 60 et ils augmentent régulièrement l'importance de leur armée et de leurs armements. C'est pourquoi nous avons décidé de garder nos jeunes sous les drapeaux pendant trois ans. Avec la loi de trois ans nous pouvons mettre sur pied 750.000 soldats, les Allemands en ayant 850.000. Il faudra aussi parler de nos déficits en artillerie lourde et en aviation comme le rappelle le sénateur Humbert dans un rapport inquiétant.

Visites de notre président au Tsar Nicolas II

Notre président Raymond Poincaré est allé en Russie à l'invitation de Nicolas II : il est parti le 17 juillet, alors même que l'Autriche menaçait la Serbie du pire. Il a embarqué sur le cuirassé *France* et à débarqué le 19 juillet à Cronstadt où il a embarqué sur le yacht impérial Alexandra jusqu'à Saint Petersbourg. On y a célébré la Triple entente, France-Angleterre-Russie. Poincaré et sa femme quitteront la Russie le 25 juillet après un toast bien clair : « *Sur toutes les questions qui se posent devant nos deux gouvernements et qui sollicitent l'action concertée de leur diplomatie, l'accord ne cesse de s'établir avec d'autant de facilités que nos deux pays ont le même idéal de paix* ».

Pendant ce temps une partie de la presse Allemande nous met plus bas que terre : « *La France est devenu un vassal de la Russie… Si la France avec la Russie se croit assez forte pour tenter une passe d'armes avec nous, nous n'y voyons aucun inconvénient* ! ». En fait, face à cette menace quasi permanente de l'Allemagne, on cherche justement des Alliés solides et la Russie en est un. Delcassé s'est beaucoup activé dans ce sens et il est probable que

c'est grâce aux divisions allemandes retenues à l'Est sur le front russe que nous avons pu gagner la bataille de la Marne !

Au retour, toujours sur le cuirassé *France,* Poincaré passe rendre visite au roi de Suède ; il comptait aller aussi au Danemark, mais la situation internationale l'oblige à y renoncer.

L'Affaire Caillaux. Le procès d'Henriette Caillaux

Le Jeudi 23 juillet, la *Une* des quatre journaux toulousains est entièrement occupée par l'affaire Caillaux ; ce jour-là, pas une ligne sur Sarajevo et ses suites. C'est l'ouverture du procès d'Henriette Caillaux, épouse de Joseph Caillaux. Elle a assassiné, quatre mois plus tôt, le 16 mars 1914, Gaston Calmette, directeur du Figaro. Caillaux est un des hommes forts du Parti radical avec Clemenceau ; il le préside depuis 1912. Il était ministre des finances du gouvernement Doumergue en 1913. Il a installé l'impôt sur le revenu. Il est plutôt pacifiste et voudrait éviter la guerre.

Le directeur du Figaro, Calmette qui ne l'aime pas, a entre les mains, des lettres compromettantes de Caillaux et en publie quelques unes sur ses relations adultérines avec Henriette qui deviendra sa deuxième femme et sur ses conversations secrètes avec les Allemands au moment de la crise d'Agadir. Henriette Caillaux en est si perturbée qu'elle décide d'aller trouver Calmette. Elle y va avec un revolver, un browning 32 et lui tire dessus à six reprises : elle l'atteint quatre fois et rompt une artère iliaque. II est transporté à l'hôpital mais meurt d'hémorragies, alors qu'on aurait pu le sauver. *Le Midi socialiste* explique clairement que Calmette a éliminé une balle de revolver par les voies naturelles et que les chirurgiens ont cru qu'il avait une plaie du colon et l'ont opéré pour ça, alors qu'il est mort d'une hémorragie de l'artère iliaque non reconnue et non traitée.

On sent que c'est un procès en partie politique et truqué ! C'est l'avis de *l'Express du Midi* qui écrit : « Le Gouvernement et le président du tribunal prennent M. Caillaux sous leur protection ! ». Et Madame Caillaux est acquittée, ce qui un peu gros !

La revue du 14 juillet

A Paris, elle s'est passée à Longchamp et le président Poincaré accompagné du ministre de la guerre (Messimy) a passé la revue en Daumont, puis a remis leur drapeau à huit nouveaux régiments, trois du Génie et cinq d'Artillerie. Dans son discours, il a voulu rassurer les Français sur l'état de leur armée. Une escadrille d'avions militaires a survolé le champ de course de Longchamp. Ce fit un spectacle militaire grandiose, écrit la *Dépêche.*

A Toulouse, nos quatre régiments ont défilé sur la prairie des Filtres et cela fut très émouvant.

L'Assassinat de Jean Jaurès

Le Vendredi 31 juillet 1914, à 21 h 40 au café du Croissant, rue Montmartre à Paris, Jean Jaurès fut tué d'une balle dans la nuque !

L'assassin, Raoul Villain, est un Rémois de 29 ans, étudiant à l'École du Louvre, adhérent de la Ligue des jeunes amis de l'Alsace-Lorraine, groupement d'étudiants nationalistes, partisans de la guerre et proche de l'Action française. Il est arrêté et déclare avoir agi en solitaire pour « *supprimer un ennemi de son pays* ».

Le 14 juillet, au congrès extraordinaire de la SFIO qui s'était réuni jusqu'au 19, Jaurès se montrait confiant dans la volonté de la classe ouvrière et de ses représentants des principaux pays européens de s'opposer au conflit, y compris en utilisant l'arme de la grève générale.

De quoi parle-t-on encore dans ces journaux ?

L'Express et le Télégramme n'ont que quatre pages et consacrent quelques colonnes à la vie toulousaine et ses spectacles, opéras et films, sans critiques valables. On y détaille par contre une fête de l'aviation avec course d'obstacles, course poursuite, acrobaties et concours d'atterrissages, et on rend compte du tour de France cycliste, en particulier de sa dernière étape Dunkerque-Paris gagnée par Pélissier.

L'Express fournit un compte-rendu sérieux des discussions qui ont lieu dans les deux chambres. Et il fait une large place aux événements religieux, par exemple il donne la liste des congrégations qu'on avait oublié de supprimer depuis 1904 : 17 congrégations non enseignantes et 127 avec école. Il parle longuement du congrès eucharistique de Lourdes, et de la fête sportive catholique du 1er juillet à Paris où se manifestèrent 3000 jeunes gymnastes.

En avril, *Le Télégramme* a rendu compte avec beaucoup de détails et de sympathie de la visite du roi George V et de la reine Mary à Paris. Ils ont traversé la Manche de Douvres à Calais sur leur Yacht Alexandra. Deux cuirassés français, La *Marseillaise* et *l'Amiral Aube*, sont allés à leur rencontre. Cette visite d'État correspondait avec le dixième anniversaire de la signature de l'entente cordiale : Edward Grey, ministre des affaires étrangères, accompagnait les souverains. Ils passèrent les troupes en revue à Vincennes, avant une réception à l'hôtel de ville.

Un mot pour souligner l'optimisme, sympathique mais irréaliste du *Midi socialiste*. Ils ont beaucoup parlé du Congrès du parti socialiste à Paris au lendemain du 14 juillet, soulignant que les gens ordinaires, le peuple, aussi bien en France qu'en Allemagne, ne souhaitaient que la paix et que ces gens là devraient s'unir pour dire non à la guerre en

déclenchant une grève générale, totale dans les deux pays ! : « *Ce serait une des plus grandes tristesses de notre vie socialiste* (écrit Léon Hudelle) *que de voir la guerre déchaînée en Europe au moment précis où le prolétariat mondial exprime par la voix de ses congrès nationaux sa volonté de la rendre impossible* ».

La Dépêche est manifestement plus intéressante. D'abord elle consacre au moins une fois par semaine une page à l'agriculture, une autre à la femme et à la mode, une troisième aux sports et l'on y parle du football, du rugby, et de ses champions.

En second lieu, les éditoriaux sont plus variés que dans les deux autres quotidiens avec l'intervention de Jaurès, souvent, celle de Camille Pelletan et plus rarement de son rédacteur en chef Arthur Huc qui signe curieusement d'un pseudonyme Pierre et Paul ; deux bons apôtres ! Et tout au long de ce mois de juillet néfaste, un certain Pierre Pélissier, dans *la Dépêche*, fait une enquête politique en Europe, qu'il parcourt en interrogeant des personnalités proches du pouvoir. On peut le lire tous les deux jours ou presque, c'est bien fait, bien écrit et très instructif.

Et quand on a fini de le lire et alors que nous sommes proches de l'explosion, on réalise pourquoi ça s'est si mal terminé.

Je crois qu'il m'a fait comprendre pourquoi la guerre était voulue par certains et que les autres n'ont pas eu la volonté ni le courage de s'y opposer efficacement, alors que s'imposait, plus ou moins, le jeu des alliances.

Conclusion. Les vraies causes de la guerre

1. Les deux peuples les plus puissants d'Europe par le nombre d'habitants et leurs ressources se sentent prêts à faire la guerre.

Les Allemands d'abord, dont la réussite démographique, industrielle et commerciale a entraîné des besoins d'expansion et des ambitions de puissance, en Afrique et en Europe centrale. Ils disent : Nous n'avons pas de colonie, c'est injuste ; nous avons besoin de plus de place et d'activités en Europe, spécialement dans ces pays Balkaniques qui ont été abandonnés par les turcs. Enfin, nous n'aimons et nous n'apprécions pas les Slaves et ils sont trop nombreux en Europe centrale. En bref, les Allemands sont disposés à se battre, et les derniers intéressés par le maintien de la paix.

Les Russes ensuite, malgré les difficultés intérieures et en particulier celles d'installer chez eux une vraie démocratie ; ils défendent leurs cousins slaves et orthodoxes. Ils auraient bien voulu s'emparer d'Istanbul. Et ils n'aiment pas les Allemands, certains les haïssent vraiment, car ils ont toujours eu trop d'influence à la cour et ils se considèrent comme supérieurs à eux, à ces *moujiks* ! Ils défendent le panslavisme comme les Allemands défendent le pangermanisme.

2. Par contre, l'Empire Austro-Hongrois est un bloc artificiel et fragile, où les germanophones sont les plus nombreux et où l'armée est germanophile et souhaiterait se battre sous la bannière germanique. Et elle partage avec les Prussiens un certain dédain pour les Slaves.

3. Les Serbes qui ont une histoire bien compliquée et difficile sont heureux d'être enfin chez eux, autonomes avec leur roi, Pierre 1er, mais ils regrettent que les Serbes de Bosnie ne puissent pas les rejoindre. Ils sont susceptibles et ne peuvent accepter l'ultimatum de l'Autriche. Et cet ultimatum va mettre le feu aux poudres !

4. L'Italie, apparemment liée par traité avec l'Autriche et l'Allemagne (c'est la Triplice), annonce à qui veut l'entendre qu'elle gardera sa neutralité. Elle est clairement contre la guerre

5. La France et l'Angleterre n'ont pas d'intérêt particulier dans cette affaire austro-serbe. Elles vont essayer de calmer les agresseurs mais il y a le jeu des alliances. L'entente cordiale avec l'Angleterre s'est compliquée d'une entente complémentaire avec la Russie : c'est une triple-entente. Entre la France et la Russie ça marche très fort comme l'indique la réception de Raymond Poincaré par le tsar, sans compter les milliards que nous leur avons prêtés, que nous voudrions bien revoir, mais que nous ne reverrons plus. Comme la Russie a envie d'en découdre avec les Allemands, que nous soutenons les Russes, les Allemands qui avaient envie d'en découdre avec ces Français, qu'ils jalousent toujours, décident de nous déclarer la guerre et l'Angleterre fidèle nous suit et mobilise la flotte.

6. On ne peut pas dire que nous, Français, voulions vraiment cette guerre : nous avions moins l'esprit revanchard que 25 ans plus tôt. Clemenceau et Barrès s'étaient calmés, Paul Déroulède était mort à Nice en janvier 1914. La plupart des Alsaciens s'accommodaient de la tutelle germanique ! Il n'est pas vrai que nous n'attendions qu'une occasion pour récupérer l'Alsace et la Lorraine. Par contre, tous les Français, de quelque bord politique qu'ils soient, acceptèrent le défi, le patriotisme n'était pas un vain mot, ni l'union sacrée, mais, même ceux qui ont eu la bénédiction de leur évêque ne partirent pas la fleur au chapeau comme cela a été dit. Ce qui est certain c'est qu'ils croyaient à une guerre courte comme celle de 1870 (pas plus de deux mois) et qu'ils ont été piégés par cette guerre qui n'en finissait plus et qui fut effroyable, une guerre comme on en avait jamais vue, ajoutant l'ignominie des tranchées et l'énormité des bombardements.

Mais il n'est pas sûr que nous ayons fait tout ce qui était possible pour éviter ce massacre ! Les dirigeants européens se comportèrent souvent somme des « somnambules », comme l'écrit Christopher Clark et non comme des hommes d'état.

Finalement, indépendamment des assassins serbes, c'est l'Allemagne qui est la

principale responsable de cette guerre, comme en 1940 ; elle était prête pour la faire, son armée voulait se battre, elle voulait augmenter son influence et son territoire en Europe et elle a soufflé sur le feu, même si Guillaume II n'était qu'à moitié décidé.

Mon propos d'aujourd'hui aurait pu prendre pour titre : « Le tombeau de l'infanterie française. »

Qu'il me soit permis, en exergue, de dire combien profonde est mon émotion de rappeler ces pages terribles de l'histoire de notre pays. Leur évocation provoque un sentiment de révolte et aussi de respect pour les dizaines de milliers de soldats glorieux qui ont perdu la vie dans ces combats.

Ils dorment en paix…

Ils ont mérité l'hommage que nous leur adressons aujourd'hui…

Août 1914 : La bataille des frontières

Lucien REMPLON

Mon propos de ce jour a l'ambition de combler une lacune, un oubli trop fréquent dans la commémoration de la Grande Guerre. Il sera question d'une « bataille muette » balayée par le grand vent de l'Histoire…

Dans le déferlement des travaux historiques sur cette période, (et je ne parle pas de la crue sous laquelle le « Centenaire » va nous submerger !) tout nous pousse à considérer que cette guerre a commencé par ce que l'on nomme, avec un irréalisme coupable, « le miracle de la Marne ». Gommés les événements qui conduisirent les troupes germaniques aux portes de Paris, oubliés les dizaines de milliers de soldats massacrés, occultées les lacunes, les erreurs, les fautes du Haut Commandement. La « bataille des frontières » n'a pas provoqué la curiosité du microcosme des historiens et, pendant trop longtemps, une chape de silence s'est abattue sur ce mois d'août 1914. Ce n'est que récemment que quelques auteurs se sont penchés avec un talent qui mérite hommage sur cette période. Leurs travaux ont largement inspiré mes propos de ce jour.

S'il ne fallait avancer que deux raisons de lever ce voile d'oubli, nous dirons que les pertes subies par l'armée française au cours de ces batailles ont été atrocement élevées, les plus importantes proportionnellement de tout le conflit et que, raison supplémentaire qui doit aiguiser notre intérêt, les régiments d'infanterie « toulousains » ont été parmi les douloureuses victimes de ces combats dans les Ardennes belges.

Outre les effroyables pertes humaines, ces désastres initiaux ont eu malheureusement d'autres conséquences très dommageables. Tant de départements du nord et de l'est envahis pour quatre années avec des conséquences sur lesquelles nous

devons insister, pour nos compatriotes tellement maltraités, pour notre économie privée de ses plus belles ressources industrielles et finalement retrouvées à l'état de ruines.

Afin que soit assurée une parfaite compréhension des événements de ce mois d'août 1914, il est absolument indispensable de les replacer dans leur contexte.

Pour simplifier, disons que l'état de guerre entre la France et l'Allemagne est effectif aux premières heures du mois d'août 1914. C'est à ce moment que se met en route une gigantesque machine qui devait, dans un premier temps, mobiliser, c'est-à-dire encaserner équiper et armer un nombre considérable d'individus et, dans un second temps, transporter les unités maintenant constituées dans des zones de concentration situées aussi près que possible des lieux où le combat devait être engagé.

Prenons conscience de l'extraordinaire difficulté de ces deux tâches…

Il s'agit de masses humaines considérables, la conception guerrière de l'époque ayant pour fondement l'emploi de « gros bataillons ». Disons que dans chaque camp, on va mener au combat près de deux millions d'hommes !!

Quant à la concentration, elle était bien plus délicate encore. Sans abuser de chiffres qu'on oublie trop vite, prenons conscience qu'un corps d'armée avec deux divisions a besoin de 4000 wagons constituant 80 trains pour se rendre à destination. Pour l'artillerie c'est évidemment bien pire ! Il faut neuf trains complets pour transporter un seul régiment avec les pièces et les caissons et les voitures !

Entre le 1er et le 20 août, 16 500 trains militaires ont circulé et il a été établi que la Compagnie du Nord a fait circuler, entre le 1er et le 5 août, 3 320 convois qui ont transporté 870 000 soldats, 19 000 officiers, 277 000 chevaux et des canons et des caissons et des voitures !

Je vous fais grâce des transports maritimes requis pour transporter les troupes de Corse et d'Afrique du Nord….

Cette entreprise phénoménale a été menée sans accroc notoire. Une telle réussite doit être saluée et portée au crédit du Commandement français.

Les Anglais, entrés en guerre à nos côtés parce que l'Allemagne violait la neutralité de la Belgique, ne pouvaient guère nous apporter, dans un premier temps, un secours de poids. Rappelons que ce pays ne connaissait pas le service militaire obligatoire et ne mettait sur pied qu'une armée « de métier » solide mais aux effectifs modestes. La réunion de ces bataillons, leur transport en France puis sur le front n'en constituèrent pas moins une prouesse qui doit être saluée.

Cette guerre, les militaires des deux camps s'y étaient préparés depuis longtemps.

L'armée allemande, sans doute par fidélité à une tactique qui avait valu tant de succès à Frédéric II, était attachée à un plan reposant sur l'enveloppement de l'adversaire après débordement d'une de ses ailes.

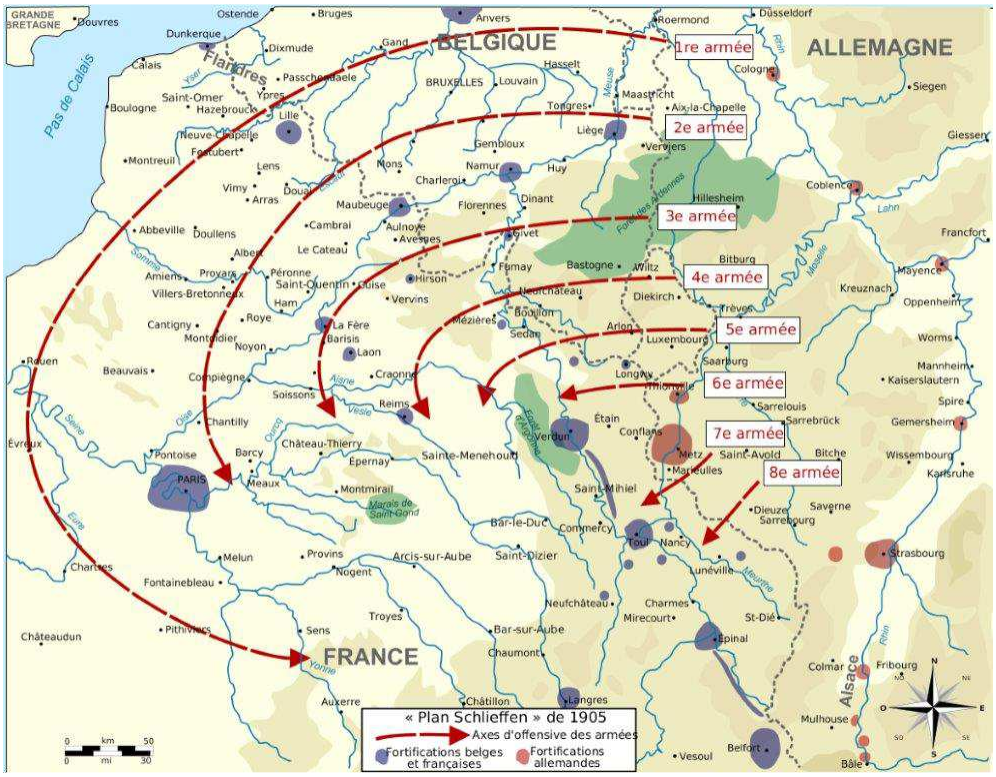
Ce plan qui prit le nom de son concepteur, le major général Schlieffen (qui avait succédé à Von Moltke, le vainqueur de 1870) partait du postulat suivant. L'Empire allemand se trouvait, en quelque sorte, pris dans un étau : à l'est, les armées russes ; à l'ouest, l'armée française. Les Russes seraient, sans nul doute, très lents à mouvoir leurs armées ; par conséquent, l'Allemagne devait prioritairement faire porter ses efforts et ses effectifs sur le front ouest pour, en une bataille décisive, anéantir l'armée française et se retourner ensuite contre les Russes que des forces de couverture auraient contenus.

En conséquence, ce plan met en œuvre, à l'ouest, six armées échelonnées du nord au sud le long des frontières belge, luxembourgeoise et française. Violant la neutralité de la Belgique et du Grand Duché, les armées du nord doivent déferler en effectuant un très vaste mouvement tournant. La 1ère armée au commandement de Von Klück se voyait confié le rôle décisif en ce sens que son mouvement, d'abord d'est en ouest devait, progressivement, infléchir sa marche vers le sud pour atteindre la Seine en aval de Paris et se rabattre alors d'ouest en est pour contraindre l'armée française à accepter une bataille décisive, quelque part entre Seine et Loire, une bataille d'anéantissement « à fronts renversés ».

C'était un plan très (trop ?) hardi qui reposait essentiellement sur une parfaite coordination des « armées marchantes », sur le respect scrupuleux de leurs directions de marche et enfin, sur l'efficacité de « l'intendance » affrontée durement à l'allongement des voies de communication. Par-dessus tout, il n'échappera à personne l'importance capitale du rôle confié à l'armée de Von Klück. La légende (?) veut que, sur son lit de mort, Schlieffen aurait répété : « Renforcez l'aile droite ! »

Et en face, me dira-t-on ? Quelle doit être la parade ?

Après le désastre de 1871, avec une lucidité qui doit être louangée, la République, privée, à l'est, de la barrière naturelle du Rhin, décida de protéger ses frontières d'une ceinture de fortifications. Ce n'était pas la « ligne Maginot » avant l'heure, mais un ensemble propre à aider la défense contre des armées d'invasion. Cette réalisation fut confiée à un général du Génie, Séré de Rivière, qui s'acquitta de sa tâche avec une compétence unanimement saluée. Cette ceinture fortifiée développée depuis la frontière suisse jusqu'aux rivages de la Mer du Nord ménageait trois « couloirs d'invasion » dans lesquels nos forces armées livreraient une bataille destructrice des envahisseurs. Ces « couloirs », imposés par la Nature, étaient : la « trouée » de Belfort, la « trouée de Charmes » entre le nord des Vosges et la place forte de Metz et la vallée de l'Oise.



Malheureusement pour la France, au début du XXe siècle, une théorie pernicieuse gangréna le commandement français, imposant stupidement le principe fondamental de l'attaque à tout prix. Il paraît que le « père » de cette ineptie fut le lieutenant-colonel Loyseau de Grandmaison (qui fut, dans les premiers combats, une des victimes de sa pernicieuse théorie…). Cette monumentale ineptie, érigée en dogme, entraîna une série d'inflexions dans les prévisions de l'emploi de nos armées.

La première fut l'abandon des fortifications érigées sous la houlette de Séré de Rivière. Non entretenues, ces constructions furent rapidement transformées en ruines.

La seconde, et plus dommageable encore, fut le mépris pour l'artillerie, qu'il s'agisse de l'artillerie lourde ou de l'artillerie d'accompagnement où nous étions pourtant superbement armés avec le canon de 75. Mépris qui s'étendait aussi aux mitrailleuses considérées, comme les canons, comme objets encombrants et, finalement, inutiles puisque seule l'attaque, clairons sonnant et drapeaux au vent, l'attaque impromptue, sans préparation, par une troupe décidée pouvait, seule, donner la victoire !

La troisième conséquence, horrible celle-là, (mais, conséquence inéluctable de la précédente…) est l'acceptation des pertes humaines qu'un dogme aussi irréaliste devait entraîner. Il ne s'agit pas d'une interprétation de notre part…. Lisons le Règlement sur la conduite des grandes unités du 28 octobre 1913 :

« Pour vaincre, il faut rompre, par la force, le dispositif de combat de l'adversaire. Cette rupture exige des attaques poussées jusqu'au bout, sans arrière-pensée. Elle ne peut être obtenue qu'au prix de sacrifices sanglants… »

Vous avez bien entendu !... La doctrine que le Haut Commandement français fait sienne va déboucher sur un massacre assumé, programmé !! Les boucheries à venir ne seront donc pas une surprise pour notre État-Major. Elles sont attendues, nécessaires, fatales !

C'est absolument atroce !! Comme l'écrit Roger Frankael dans le livre à charge qu'il a consacré à Joffre : *« On remplirait des tomes avec ces stupides stances meurtrières à la déesse Attaque et au dieu Suicide. »*

Ce que nous venons de dire sur le dogme qui présidait à l'emploi de nos troupes explique que les premiers combats seront, de notre côté, tout au moins, presque exclusivement des combats d'infanterie.

Le fantassin français va donc être le héros pitoyable de la tragédie qui se prépare. Regardons le monter au front…

Comme son glorieux aîné des guerres napoléoniennes, il est petit et, selon les canons de notre époque, nous le qualifierons de chétif. Il mesure, en moyenne 1 mètre 63. Heureusement, les apparences sont trompeuses ; il montrera une résistance hors du commun.

Son accoutrement (pardon… son uniforme !) est un abominable carcan hérité d'un autre âge. On a beaucoup glosé sur le pantalon rouge garance (imposé par le lobby des producteurs de cette plante tinctoriale), sur le képi de même couleur que dissimule parfois une « housse », mais, a-t-on mesuré le supplice infligé par une capote en gros drap bleu sous la torride canicule du mois d'août ? Et n'oublions pas le caleçon long !!!

Et le fardeau ? Un sac dorsal pesant quelque 25 ou 30 kilogrammes, chargé d'impedimenta les plus divers, surmonté de gamelle ou de plat d'escouade étincelants au soleil. Nous y ajouterons la pelle individuelle démontable (pour creuser des trous protecteurs) ou quelques fagots (pour allumer du feu…) Je n'invente rien !! Notre fantassin est encore chargé d'une musette en toile, d'une gourde, de cartouchières ventrales sur le ceinturon et, bien sûr, du fusil Lebel et de sa baïonnette.

Aucun homme de notre époque, fut-il dans la vigueur de la jeunesse, ne serait capable de supporter les marches qui furent infligées à nos ancêtres. Quant à combattre dans de pareilles conditions ? Disons, tout de suite que, si les soldats « d'active », parfaitement entraînés, résistèrent dans l'ensemble, les « réservistes » manifestèrent des défaillances qui ne sauraient être occultées.

Prenons comme exemple le fantassin toulousain du 14ème régiment d'infanterie dont le casernement habituel était la Caserne Niel alors flambant neuf.

Au mois de juillet 1914, le régiment était en manœuvre au Camp de Caylus (dans le nord du département de Tarn-et-Garonne). Il s'y était rendu à pied.

Quand les bruits de botte devinrent assourdissants, il parut opportun de ramener le régiment à Toulouse. Entraînement oblige, c'est à pied, en trois dures étapes que se fit le retour. Néanmoins, le parcours fut étudié de manière à ce que, chaque soir, on rejoigne une gare où attendait un train pour pouvoir, en cas d'urgence, hâter le retour.

Sur pied de guerre (3 400 hommes et 70 officiers) le régiment quitta Toulouse le 6 août 1914. Par chemin de fer et, après un voyage de 48 heures parfaitement dépourvu de confort (Hommes : 40 ; chevaux en long : 8) il fut transporté jusqu'à Valmy (quel symbole !) où il prit la route de la Belgique en suivant la vallée de la Meuse. Nous conterons tout à l'heure sa misérable épopée.

Pour offrir un panorama aussi complet que possible sur l'aptitude au combat de l'armée française, nous devons ajouter que nos troupes allaient marcher « en aveugle ». Les officiers n'ont pas été pourvus de cartes des régions dans lesquelles ils doivent opérer. Aucune reconnaissance digne de ce nom n'a été effectuée et aucune troupe ne possède en dotation l'un de ces moyens modernes de communication qui, pour être encore balbutiants, n'en présentent pas moins une fiabilité supérieure au bout de papier griffonné et aléatoirement transmis par un agent de liaison ou un pigeon voyageur.

Ainsi se trouve expliqué qu'à l'heure du combat nous nous heurterons presque par hasard à un ennemi dont nous ignorerons tout de ses effectifs comme de sa direction de marche !

Tout ceci, me direz-vous, ne nous renseigne guère sur les prévisions stratégiques du commandement français…

Il ne pouvait pas ignorer le « plan Schlieffen » et son ampleur. L'espionnage français était de qualité et on sait qu'un agent double avait vendu à la France des documents ne laissant aucune ombre sur l'ampleur du déploiement des forces allemandes, sur l'emploi, en première ligne, des troupes de réserve et sur la manœuvre projetée tant en Belgique qu'en France.

Il était donc logique d'attendre du Commandement français un plan cohérent constituant une réplique à l'invasion. Or, dans le fameux « plan XVII », on ne trouve qu'un plan de concentration de nos forces près des frontières mais on chercherait vainement trace d'un plan d'action de nos forces.

Le 3 août, Joffre réunit ses commandants d'armée et se borne à des propos généraux sans la moindre allusion à ce qui devrait être son plan… La nuit suivante commencera l'invasion de la Belgique et du Luxembourg !! Il doit être précisé que, depuis 1912, le Gouvernement français a décidé que notre armée serait autorisée à entrer en Belgique dès lors que la neutralité de cette nation serait violée…

Les jours suivants, il ne se passe rien… ou si peu ! On envoie seulement le corps de cavalerie Sordet qui va sillonner les routes belges épuisant hommes et chevaux sans aucun profit militaire.

La première action guerrière des armées françaises se produira à l'autre extrémité du front. « *Je fixai donc au 7 août au matin le début de notre offensive en Haute Alsace* » nous apprend Joffre. Tout commence comme une promenade militaire qui nous permet d'entrer à Mulhouse sans grande opposition et dans une liesse générale. Mais nous serons hors d'état de résister à la contre-attaque que les forces allemandes déclenchent, et le 10 août nous sommes rejetés à notre point de départ, livrant les malheureux Alsaciens aux pires représailles.

Le 14 août, Joffre reçoit Gallieni et Lanrezac. Ces deux chefs éminents viennent dire leur inquiétude. Notamment Lanrezac dont la 5ème armée est l'arme au pied dans la région de Mézières ; il dit sa crainte de voir d'énormes forces allemandes se déployer sur la rive gauche de la Meuse, à travers les plaines belges (c'est, rappelons-le, le « plan Schlieffen…). Le généralissime a cette réponse stupéfiante : *« Nous avons le sentiment que les Allemands n'ont rien de prêt par là. »*

Or, ce même jour, les forts de Liège anéantis, 300 000 Allemands au moins peuvent franchir la Meuse !

C'est que, il faut en prendre conscience, les préoccupations du commandement français, en ce 14 août, sont ailleurs qu'en Belgique. Il porte son regard sur la Lorraine où il vient de déclencher une nouvelle offensive.

Nous avons dit, il y a un instant, que le plan protecteur de Séré de Rivière avait prévu trois « couloirs » où les forces ennemies seraient « obligées » de passer pour réaliser leur invasion. Un de ces « couloirs » était la « trouée de Charmes » au nord des Vosges, dans les alentours de Morhange. C'était là, certes, un lieu propice pour se défendre d'une invasion mais la réciproque était vraie et il y avait belle lurette que les Allemands, maîtres de cette région depuis 1871, l'avaient soigneusement hérissée de moyens de défense propres à décourager un agresseur.

Cet agresseur présomptueux, ce fut le fantassin français de l'armée de Castelnau. Il s'engagea dans un véritable traquenard et, l'un après l'autre, les bataillons français furent massacrés de telle sorte qu'ils durent, non seulement refluer sur leurs positions de départ, mais se défendre contre la réaction de l'ennemi. Ce fut la bataille du Grand Couronné de Nancy ; à grands coups d'héroïsme et grâce, aussi, à l'habileté du général De Castelnau, la capitale de la Lorraine resta française.

Dans cette action que nous devons qualifier d'aventureuse nous laissions 12 à 15 000 morts ou disparus !

Le 16 août (enfin, doit-on s'exclamer !) le général Lanrezac reçoit l'ordre de porter ses troupes en Belgique, vers le nord. Le 20 août, il est sur la Sambre, en vue de Charleroi. La Sambre, dans cette région particulièrement riche, c'est un dédale

presqu'inextricable d'habitations groupées en une multitude d'agglomérations ponctué d'ilots de verdure. La sagesse imposait de ne pas chercher à combattre dans un tel fouillis urbain ; c'est pourquoi le chef de la 5ème armée établit ses troupes sur les collines de la rive sud.

Nous ne pouvons qu'être stupéfaits à la lecture des *Mémoires* de Joffre. À la date de ce même 20 août, il écrit : *« Dans la soirée du 20, nouvelles précisions : de nombreuses colonnes avaient été vues au nord de la Meuse (?) estimées à quatre corps d'armée au moins… C'était la première fois que nous étions éclairés avec précision… L'ensemble des renseignements nous permettait de nous faire maintenant une idée du plan que nos adversaires réalisaient : il s'agissait d'une marche des armées allemandes, l'aile droite en avant. »*

Comme le fait justement observer Roger Fraenkel, avec une ironie mordante : « *Eureka !... Joffre, l'homme de bon sens, découvre le 20 août ce que tout le monde sait depuis dix ans pour les plus mal informés… »*

Ce même 16 août, parallèlement, si l'on peut dire, les troupes de la 4ème armée de De Langle de Cary pénétraient également en Belgique et s'avançaient, elles aussi, vers le nord, en suivant la rive droite de la Meuse.

Raconter les deux batailles qui vont se dérouler de part et d'autre de la Meuse et dont la journée cruciale et meurtrière est le 22 août est un crève-cœur.

Elles ont un dénominateur commun : partout, conformément à la doctrine en vogue, les fantassins français se sont élancés avec une folle bravoure, baïonnette au canon, contre des adversaires soigneusement retranchés et, le plus souvent invisibles. Des adversaires possédant, grâce à une abondante dotation en mitrailleuses et à l'appui d'une artillerie judicieusement employée, une puissance de feu stupéfiante et vite décisive. Car, contrairement aux stupidités complaisamment colportées dans notre armée, « le feu tue !! ».

Et il va tuer atrocement !...

C'est dans les abords de la Sambre que les combats commencèrent. Après des escarmouches qui peuplèrent la journée du 20 août, la bataille embrasa le front au cours de la journée du 21. L'infanterie française fut lancée, à plusieurs reprises, pour déloger les Allemands des têtes de pont qu'ils avaient établies sur la rive droite de la Sambre. Mais, comme nous l'avons dit, l'habitat, très dense, avait été solidement fortifié par eux et nos braves fantassins furent, chaque fois, repoussés avec de lourdes pertes. À cet endroit, ce furent essentiellement des régiments bretons et picards qui combattirent. Le lendemain, la tuerie se répéta avec cette différence que des régiments d'Afrique du Nord se ruèrent, à leur tour, à l'attaque sans aucun profit.

Autre élément nouveau : l'inquiétude du général Lanrezac de voir son armée tournée sur ses ailes et menacée d'un encerclement fatal.

En effet, sur sa gauche, dans la région de Mons, les Anglais étaient montés en ligne. Devant ce que les Allemands appelaient, méprisants : « la misérable petite armée anglaise » se trouvait la 1ère armée allemande, l'aile marchante. Les Britanniques se battirent admirablement et intelligemment en ce sens qu'ils se bornèrent à une habile défensive ; mais, pliant sous le nombre, pas à pas, ils furent contraints à la retraite découvrant ainsi dangereusement le flanc gauche de la 5ème armée française.

Sur sa droite, Lanrezac avait, déjà, la veille, détaché le corps d'armée de Franchet d'Esperey pour garder la rive gauche de la Meuse où les forces de l'armée Von Hausen se manifestaient.

Ce fut bien pire le 22 au soir en raison du désastre que venait de subir notre 4ème armée, désastre que nous devons maintenant conter.

Nous insisterons sur les combats qui se déroulèrent, en ce jour sinistre du 22 août, dans les Ardennes belges, sur la rive droite de la Meuse, au nord de la rivière Semoy. Mon récit ne saurait embrasser, dans le détail, ces affrontements qui furent si néfastes à nos armes mais, comme moi, vous allez leur porter un intérêt qui tient, d'une part, au fait qu'ils concernent les régiments du sud-ouest et, plus particulièrement, les unités toulousaines et, d'autre part, au récit minutieux qui nous est (enfin !) offert, par un énorme travail accompli par un enseignant gersois, Laurent Ségalant, qui a donné à son ouvrage un titre qui est un puissant résumé de la journée : « Mourir à Bertrix. »

Les historiens s'affrontent encore sur le point de savoir si notre généralissime avait élaboré un plan pour s'opposer à l'offensive allemande dont nous avons dit qu'elle était largement connue dans ses buts et son déroulement. Le fameux « plan XVII » ne comportait aucun plan d'opération mais seulement un plan de concentration des troupes. Ce qui ne manquera pas de surprendre, dans les premiers jours du conflit, ce sont les hésitations, les opérations désordonnées de nos troupes, ces attaques inutiles ou hasardeuses dans le sud-Alsace ou dans la « trouée » de Morhange, attaques qui furent autant d'échecs sanglants.

Pour ce qui concerne la marche des 4ème et 5ème armées françaises en Belgique, on ne peut que souligner l'impréparation, l'aveuglement et ce qui ressemble fort à de l'amateurisme du haut commandement français. Trop longtemps, on semble ignorer tout de la marche des unités allemandes et nous constaterons sans peine mais avec consternation, que notre attaque, qui devait être menée sur le flanc de troupes ennemies en marche se transformera en chocs frontaux avec, au contraire, des contre-offensives dans le flanc de nos unités bien mal protégées sur leur droite.

En outre, on déplorera que les particularités redoutables du terrain dans lequel nos troupiers allaient évoluer n'aient pas été prises en compte. Tous les chemins « carrossables » parcourant l'Ardenne belge, région couverte de forêts très denses, étaient orientés est-ouest, comme les rivières affluents de la Meuse, qui se frayaient un

chemin entre des rives escarpées. Or, les troupes françaises devaient marcher du sud vers le nord !!!

Notre progression fut éprouvante et même épuisante pour des fantassins qui durent endurer des orages avec pluies diluviennes suivis de chaleurs accablantes. Quant à l'artillerie, elle n'avait, à sa disposition, que de rares et étroits sentiers bien peu propices à sa progression et, encore moins, à son déploiement efficace en cas de combat.

C'est donc dans des conditions difficiles que s'engagèrent, le 22 août, les combats mettant aux prises les troupes du XVIIe corps d'armée aux envahisseurs germaniques.

Il y eut, en réalité, deux terrains d'affrontement.

Celui auquel on donne le nom de Bertrix, se déroula au nord de cette petite localité dont le nom allait tristement entrer dans l'Histoire. Les fantassins du 11ème R.I. (Montauban) et du 20ème R.I. (Marmande), après avoir bien péniblement traversé la forêt de Luchy, devaient s'emparer de la localité d'Ochamps. Leur attaque devait être appuyée par les artilleurs du 18ème R.A.C. mais, dans les fourrés touffus, la colonne d'artillerie se trouva rapidement empêtrée et hors d'état de manœuvrer. L'attaque des fantassins se heurta à un barrage de feu (mitrailleuses et artillerie) qui causa des pertes épouvantables et contraignit nos soldats à une retraite délicate dans le bois. C'est le moment où les Allemands déclenchèrent une contre-offensive sur le flanc droit de nos troupes désorganisées. La retraite se transforma vite en désastre et en carnage : pertes humaines considérables, anéantissement du parc hippomobile et perte corrélative de l'artillerie ; enfin, le drapeau du 20ème R.I. qui tombe aux mains de l'ennemi !

Pendant ce temps, les régiments toulousains (14ème R.I. et 83ème R.I.), après avoir occupé, sans coup férir, le village de Jéhonville, prolongeaient leur offensive vers la localité d'Anloy, au nord. Au débouché d'une zone boisée, ils devaient affronter, avec un mitraillage d'une densité inattendue, un barrage d'artillerie d'autant plus destructeur que les assaillants devaient se défaire de clôtures de fil de fer. Notre artillerie put, à peine, déployer quelques pièces qui furent prioritairement employées à tenter de secourir nos troupes qui subissaient, devant Ochamps, le désastre que nous venons de décrire. Ici encore, devant Anloy, les pertes furent énormes et, sans avoir vu l'ennemi, nos troupes furent également acculées à la retraite.

Cette retraite, difficile, prit, au moins au début, des allures de débâcle et il faudra bien des heures et de kilomètres parcourus par des soldats « déboussolés », harassés et affamés pour que l'ordre (qui est, avec la discipline, la force principale des armées !) soit rétabli.

Nous avons insisté sur les difficultés que rencontrait l'armée de De Langle de Carry pour progresser. Ajoutons qu'elle progressait « à l'aveugle » !

Le 22 août au matin, c'est un épais brouillard qui recouvrait toute la région des Ardennes ; il ne se dissipera qu'au milieu du jour. Au milieu du dispositif français, à

l'est du territoire des combats que nous venons de décrire, s'avance le 1er régiment d'infanterie coloniale, la fine fleur de l'infanterie française, une unité entièrement composée de militaires professionnels, parfaitement entrainés. Il progresse vers un village au nom bucolique à souhait : Rossignol. Ils vont y trouver l'enfer !

Parfaitement abrités dans des fourrés épais, juchés, même dans les arbres, les Allemands, appuyés par de nombreuses mitrailleuses accueillent, par un feu nourri, et abominablement meurtrier, nos malheureux « marsouins » qui ne peuvent même pas répliquer ! Ils tombent par centaines… et, faute d'ordre, il font front et, dérisoirement ils tentent d'avancer. Au bout de deux heures interminables de ce massacre, notre troupe se trouve encerclée : en effet, les Allemands n'ont eu aucune peine à s'infiltrer sur les flancs de nos valeureux soldats voués maintenant à l'anéantissement. À peine un petit quart des effectifs se retrouvera sur la rive sud de la Semoy, ivres de fatigue, hébétés !

On a du enterrer les morceaux du drapeau… le régiment n'existe plus !!

Cette unité sera reconstituée ; elle se battra bien dans la suite du conflit mais jamais il ne sera fait allusion au désastre subi dans les bois de Rossignol !!

Sans doute, pour abuser, à la fois le monde politique et le bon peuple par un langage « apaisant », Joffre écrivit, le 23 août, ces lignes consternantes :

« *La manœuvre stratégique est, pour l'instant, terminée. Elle a eu pour objet et pour résultat de mettre le gros de nos forces au point qui pouvait être, pour l'ennemi, le plus sensible et de nous assurer, en ce point, de la supériorité numérique. La parole est, maintenant, aux exécutants qui ont à tirer parti de cette supériorité. La question est donc une question de valeur, valeur du commandement, valeur de la troupe et, surtout, une question de persévérance dans l'exécution.* »

On ne saurait rejeter sur autrui les responsabilités avec autant de cynisme et les dizaines de milliers de morts de la journée du 22 août, ceux de Rossignol, ceux de Bertrix, ceux de la Sambre se trouveraient bien incapables de « persévérance dans l'exécution » !

« *L'hécatombe de Bertrix comme l'anéantissement du régiment colonial à Rossignol zèbrent d'un éclair aveuglant le caractère monstrueusement criminel du règlement français* » écrira, plus tard, le général De Gaulle et il ajoutera :

« *Toute la vertu du monde ne prévaut pas contre le feu…* »

Nous ne pouvons pas clore le récit de ces funestes combats sans rappeler que, par des motivations de basse politique, ils donnèrent lieu à une campagne de calomnies qui flétrissaient, sans nuance, la « poltronnerie des régiments du Midi » qui avaient « lâchement » pris la fuite devant l'ennemi. À la vérité, cette calomnie avait pris naissance après la débâcle des régiments provençaux aux combats de Morhange. La rumeur, qui eut son heure de publicité jusque sur les bancs de la Chambre des Députés, connut quelques « résurgences » au cours de la guerre sans que le commandement

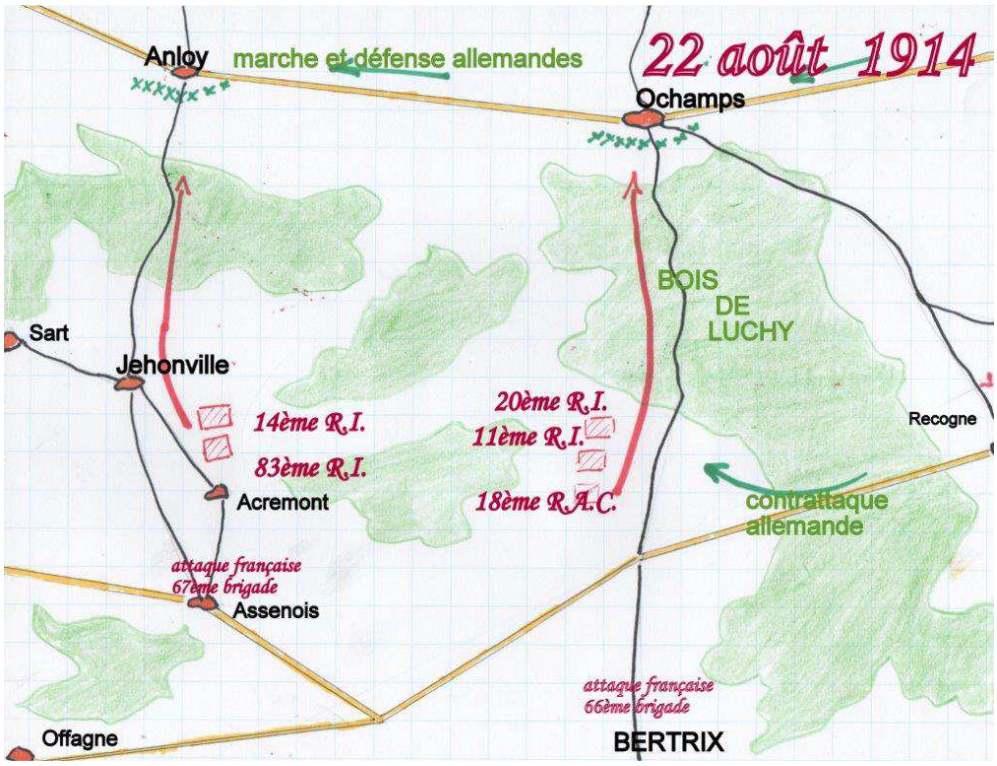
intervienne pour apporter une contradiction. Puis, dans la joie de la Victoire, vint l'apaisement non sans que quelques « bien-pensants » tiennent encore quelques propos équivoques.

Partout nos troupes étaient en retraite et on comprend que, dans ces conditions, l'armée allemande de Von Hausen avait toute liberté pour atteindre la Meuse et venir menacer le flanc droit de l'armée Lanrezac.

Le commandant de la 5ème armée justifia alors sa réputation de fin manœuvrier. Sans ordre, mais jugeant sa situation aventurée, il donna l'ordre de la retraite, sauvant ainsi son armée d'un désastre qui aurait été, sans doute, l'équivalent du Sedan de 1870 ! Le général Lanrezac paya cette désobéissance d'une destitution ; il fut des 150 généraux limogés par Joffre qui avait omis de faire son « mea culpa » ! Il est opportun de savoir qu'en 1917, Painlevé, ministre de la guerre, offrit le commandement de l'armée française au général disgracié qui refusa et recommanda Pétain.

Nul n'a comptabilisé les pertes effroyables subies par l'infanterie française au cours de ces combats. Nous en sommes réduits à des évaluations….

Jean-Michel Stegg avance le chiffre de 27 000 morts et disparus pour la seule journée du 22 août qui fut la plus meurtrière de la guerre. Ce chiffre est confirmé par quelques études mineures sur la même période. Seule, au cours du même conflit, la journée du 1er juillet 1916 où les troupes de l'Empire britannique se lancèrent à l'assaut de la ligne des crêtes entre Vimy et Bapaume, avec ses 20 000 morts, peut rivaliser en horreur. Les Anglo-Saxons ont conservé, très vivante, la mémoire d'une telle hécatombe… Nous… pas ! Nous avons jeté le voile de l'oubli sur ces événements funestes et ce silence nous interpelle…



Pour désastreuses qu'aient été ces journées, sur le plan tactique et sans qu'on l'ait vraiment voulu, ces batailles ont provoqué des erreurs monumentales du commandement allemand qui ont autorisé le rétablissement de la Marne.

À la tête de l'armée allemande avait été placé le neveu du vainqueur de 1871, mais ce malheureux s'était vu confier un rôle qui dépassait ses capacités : il portait manifestement un nom trop écrasant et, au moment critique, il laissa dangereusement « flotter » la maîtrise de ses troupes engagées dans une manœuvre de grande envergure dont la réussite exigeait, au contraire, un commandement sans défaillance.

Inquiet d'une liaison devenant aléatoire entre les armées dont certaines, dans le mouvement tournant envisagé, devaient accomplir des distances considérables, le Quartier Général allemand prit (ou laissa prendre ?) une mesure qui devait avoir, sur le sort du conflit, une importance décisive. La 1ère armée (Von Klück) se trouve subordonnée à la 2ème armée (Von Bülow), le commandant de celle-ci devenant le maître d'une bataille qu'on allait désormais chercher au centre du dispositif français ; c'était, très clairement, l'abandon du plan Schlieffen qui avait dicté, jusqu'alors, la marche des armées d'invasion.

Schlieffen ne s'était guère préoccupé de la liaison entre les différentes unités engagées. Or, durant tout ce mois d'août, dans les deux camps, on avait été obsédé par un souci de conserver la continuité du front et de maintenir une liaison étroite avec les unités engagées sur les flancs. On doit convenir que la résistance inattendue des forts de Liège, les combats de Charleroi et, quelques jours plus tard, ce que l'on a appelé le

« coup de boutoir de Guise » au cours duquel la 5ème armée en retraite contre-attaque avec un certain succès à la jonction de deux armées allemandes va faire croître l'inquiétude dans les troupes d'invasion.

Désormais, la 1ère armé allemande marchera nord-sud et dans la bataille frontale qui se prépare à l'est de Paris, l'assaillant sera l'Allemand avec toutes les difficultés que nous venons de mettre en lumière pour un attaquant qui doit subir le feu du défenseur.

La conclusion de mon propos sera brève…

Tout au long de nos explications, nous n'avons pas manqué de relever les très lourdes erreurs qui ont présidé à l'engagement des troupes françaises. Ineptie criminelle dans le choix d'une doctrine d'emploi des forces combattantes avec ses corollaires d'une carence en artillerie et mitrailleuses ; absence de plan cohérent pour faire face à un plan d'invasion pourtant connu, tant d'erreurs accumulées sur la préparation d'une guerre à laquelle, pourtant, le sentiment national aspirait, sur la conduite de la bataille, sur l'articulation des armées, sur l'emploi des armes, sur l'archaïsme des moyens de communication. Tant de fautes ont justifié la mise en accusation actuelle du « maître de la bataille », le général Joffre. Mais, à l'époque, le nécessaire désir de maintenir la cohésion nationale a imposé le silence et c'est une des raisons du voile d'oubli qui a entouré les combats de ce funeste mois d'août 1914.

Les victimes de ces « erreurs », de cette incompétence, sont couchées, pour l'éternité, dans des cimetières qui jalonnent les routes d'invasion que la folie des hommes a trop longtemps tracées dans nos campagnes.

Ces milliers d'hommes qui sont morts lors de ces « batailles des frontières » n'ont pas mérité l'oubli de leur sacrifice. Mon propos de ce jour voulait seulement réparer cet oubli…

TITRES ET RESUMES

Germain SICARD

« *Les écoles primaires à Toulouse et leurs enseignements patriotiques avant 1914* »

Les deux pôles du contenu de cet article sont : le réseau d'écoles primaires à Toulouse et les enseignements qui y sont donnés en vue d'affermir le sentiment patriotique des enfants, avec en ligne d'horizon la réflexion sur l'extraordinaire courage des soldats durant la Grande Guerre.

Jean-Baptiste HIRIART-URRUTY

« *Regards sur les débuts de la guerre de 1914-1918 au Pays basque* »

La consultation des archives municipales des villages permet de percevoir comment furent ressentis et vécus les débuts de la guerre de 1914-1918. A l'aide d'exemples en Pays basque mais aussi en Midi-Pyrénées, sont mis en lumière quelques uns de ces aspects : l'appel à la mobilisation ; le rôle de la pression sociale, de l'école, du clergé et de la presse ; les déserteurs ou insoumis (dans les zones frontalières) ; les premiers tués ; la réorganisation de la vie rurale (travaux des champs, réquisitions pour l'armée, réfugiés, etc.)

Pierre LILE

« *Un hôpital militaire en 1914 dans un village de la Haute-Garonne* »

L'article s'articule autour de deux photographies. Dans une première partie, on y définit le terme d' « hôpital militaire » et les diverses questions qui s'y rattachent, dans cette première année de guerre et au-delà. On évoque ensuite la mémoire et la carrière du Général de Curières de Castelnau, héros du village de Montastruc-la-Conseillère et adresse de l'hôpital sur l'avenue portant son nom. Un dernier volet décrit l'hôpital proprement dit et son fonctionnement : les locaux, blessés et malades, médecins et infirmières, intendance et son devenir jusqu'à sa fermeture.

Jacques ARLET

« *Les journaux toulousains à la veille de la guerre de 14-18* »

Grâce à l'existence de quatre quotidiens toulousains de tradition et d'orientation politiques différentes, l' *Express du Midi*, le *Télégramme*, la *Dépêche* et le *Midi Socialiste*, il est possible de situer l'opinion de leurs lecteurs par rapport à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et des événements qui l'ont suivi et qui ont abouti à la guerre, alors qu'elle n'était pas inévitable !

Lucien REMPLON

« *Août 1914 : La bataille des frontières* ».

On y évoque le début de la guerre : l'impréparation et les erreurs des armées ; le terrible mois d'août 1914, qui fut si meurtrier et qui concerna bon nombre de régiments d'infanterie du Sud-Ouest, notamment des unités « toulousaines ».